



Études économiques de l'OCDE LETTONIE

SEPTEMBRE 2017 (VERSION ABRÉGÉE)



Études économiques de l'OCDE : Lettonie 2017 (version abrégée)

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE (2019), *Études économiques de l'OCDE : Lettonie 2017 (version abrégée)*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/bd349171-fr>.

ISBN 978-92-64-61149-8 (pdf)

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Crédits photo : Couverture © Knivinis/Shutterstock.com.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm.

© OCDE 2019

La copie, le téléchargement ou l'impression du contenu OCDE pour une utilisation personnelle sont autorisés. Il est possible d'inclure des extraits de publications, de bases de données et de produits multimédia de l'OCDE dans des documents, présentations, blogs, sites internet et matériel pédagogique, sous réserve de faire mention de la source et du copyright. Toute demande en vue d'un usage public ou commercial ou concernant les droits de traduction devra être adressée à rights@oecd.org. Toute demande d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales devra être soumise au Copyright Clearance Center (CCC), info@copyright.com, ou au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), contact@cfcopies.com.

Résumé

- *Principales conclusions*
- *Principales recommandations*

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	6
ÉVALUATION ET RECOMMANDATIONS	8
Le processus de convergence des revenus a sans doute repris, mais il faut que la croissance devienne plus inclusive	9
La croissance économique repose sur la consommation, tandis que les exportations se composent encore en grande partie de produits à faible valeur ajoutée	12
L'ampleur du chômage structurel accentue le risque de pauvreté	18
La croissance du crédit est faible malgré l'orientation très expansionniste de la politique monétaire ...	21
Les autorités budgétaires doivent prendre en compte des priorités urgentes en matière de politiques structurelles et sociales.....	24
Une réforme des impôts pourrait rendre la croissance plus inclusive et permettre de collecter davantage de recettes	27
Encourager les entreprises et les actifs à déclarer leur activité économique.....	29
Le niveau élevé des frais de gestion réduit les droits à pension acquis par les salariés au titre du second pilier du régime de retraite	32
Améliorer les niveaux de vie nécessite de stimuler la productivité et l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales	33
Les échanges commerciaux et l'IDE sont peu développés	35
Améliorer l'offre de compétences intéressant le marché du travail	37
Stimuler la coopération dans l'innovation, en particulier avec les centres de recherche étrangers.....	40
Renforcer les procédures judiciaires et le régime de l'insolvabilité pour une meilleure répartition des ressources	41
Une politique d'investissement dans les infrastructures de transport et d'énergie peut favoriser l'ouverture du pays et une croissance verte et inclusive	42
Exploiter au maximum le potentiel économique de Riga	44
Améliorer l'accès au logement et à la santé est essentiel pour une croissance plus inclusive.....	45
Les politiques du logement doivent ouvrir plus largement accès aux opportunités économiques	46
Les ménages modestes et les populations rurales renoncent à se soigner	49
Améliorer l'efficacité de la prestation des soins	50
La situation est bonne sur le plan environnemental	51
BIBLIOGRAPHIE	53

Tableaux

1. Indicateurs et prévisions macroéconomiques	17
2. Chocs que pourrait subir, selon une faible probabilité, l'économie lettone	18
3. Le secteur bancaire letton est solide	22
4. Mise en œuvre des recommandations visant à améliorer l'efficacité du secteur public.....	25
5. Mise en œuvre des recommandations concernant le système d'imposition.....	29
6. Mise en œuvre des recommandations concernant l'ÉFP	39

Figures

Graphique 1.	La croissance a repris	10
Graphique 2.	Les conditions de logement, l'état de santé et le niveau de revenu des Lettons laissent à désirer, et le taux de pauvreté est élevé	11
Graphique 3.	Les inégalités de revenus sont fortes	12
Graphique 4.	Les salaires augmentent, tandis que l'inflation reste faible	13
Graphique 5.	L'investissement a diminué en termes réels et le taux de chômage reste élevé, même s'il a diminué	13
Graphique 6.	Les résultats à l'exportation s'améliorent.....	14
Graphique 7.	Le poids relatif des principales destinations des exportations a diminué.....	14
Graphique 8.	Les biens à forte intensité de ressources naturelles et les services de transport constituent toujours les principales composantes des exportations.....	15
Graphique 9.	Les coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre ont augmenté	16
Graphique 10.	L'émigration reste forte	16
Graphique 11.	La pauvreté est forte dans les régions où le taux de chômage est élevé.....	19
Graphique 12.	Les recettes d'impôt sur le revenu par habitant sont très variables	19
Graphique 13.	Les travailleurs faiblement qualifiés et âgés sont les plus exposés aux risques de chômage et de pauvreté	20
Graphique 14.	La dette privée diminue.....	21
Graphique 15.	Le crédit au secteur privé non financier est anémique	21
Graphique 16.	Les prix des logements ont augmenté parallèlement aux revenus	23
Graphique 17.	La part des dépôts étrangers est considérable	24
Graphique 18.	La dette publique peut être maintenue à un bas niveau même si le déficit augmente	26
Graphique 19.	Les revenus du travail sont lourdement imposés.....	28
Graphique 20.	L'économie informelle est un phénomène de grande ampleur	30
Graphique 21.	Les recettes fiscales sont d'un faible montant.....	30
Graphique 22.	Le niveau de confiance dans l'administration est faible	31
Graphique 23.	Le niveau élevé des frais de gestion diminue la rentabilité des régimes de retraite privés.....	32
Graphique 24.	La croissance de la productivité a marqué le pas	33
Graphique 25.	Les exportations font augmenter la productivité, l'emploi et les salaires dans les entreprises lettones	34
Graphique 26.	La Lettonie pourrait doper sa productivité grâce aux échanges et à l'IDE	35
Graphique 27.	La Lettonie participe moins aux chaînes de valeur mondiales que certains pays comparables.....	36
Graphique 28.	La Lettonie tire peu de valeur ajoutée de sa participation aux CVM.....	36
Graphique 29.	L'intensité en capital intellectuel est inférieure à celle de nombreuses économies avancées de l'OCDE	37
Graphique 30.	Les salariés sont souvent sous-qualifiés, plus rarement surqualifiés	38
Graphique 31.	Les dépenses consacrées aux politiques actives du marché du travail sont peu élevées.....	39
Graphique 32.	La Lettonie est l'un des pays de l'OCDE qui dépensent le moins pour la recherche-développement.....	41
Graphique 33.	Le taux de recouvrement des créances auprès des entreprises en insolvabilité est faible.....	42
Graphique 34.	La qualité des infrastructures est inférieure à celle d'autres pays de la région	43
Graphique 35.	La mortalité par accident de la route est en net recul, mais demeure trop élevée	44
Graphique 36.	De nombreux ménages vivent dans des logements surpeuplés.....	46
Graphique 37.	Les ménages modestes sont peu nombreux à louer leur logement.....	47
Graphique 38.	Les dépenses publiques affectées à l'aide au logement sont d'un faible montant	48
Graphique 39.	Le montant restant à la charge des patients limite l'accès aux soins	50
Graphique 40.	Indicateurs de croissance verte : Lettonie	52

STATISTIQUES DE BASE DE LA LETTONIE, 2016

(Les chiffres entre parenthèses indiquent la moyenne de l'OCDE)^a

LE PAYS, LA POPULATION ET LE CYCLE ÉLECTORAL				
Population (millions)	2.0		Densité de la population par km ²	31.7 (37.2)
Moins de 15 ans (%)	15.8	(17.9)	Espérance de vie (années, 2014)	74.3 (80.6)
Plus de 65 ans (%)	18.7	(16.6)	Hommes	69.1 (77.9)
Née à l'étranger (% , 2014)	13.0		Femmes	79.4 (83.3)
Croissance moyenne des 5 dernières années (%)	-0.4	(0.6)	Dernière élection générale	octobre 2014
L'ÉCONOMIE				
Produit intérieur brut (PIB)			Part dans la valeur ajoutée (%)	
En prix courants (milliards USD)	27.7		Secteur primaire	3.2 (2.5)
En prix courants (milliards EUR)	25.0		Industrie y compris construction	21.9 (26.7)
Croissance réelle moyenne des 5 dernières années (%)	2.7	(1.8)	Services	74.9 (70.8)
Par habitant (milliers USD PPA)	25.9	(41.9)		
LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES				
En pourcentage du PIB				
Dépenses	36.3	(40.9)	Dette financière brute	45.8 (109.0)
Recettes	36.4	(38.0)	Dette financière nette	17.5 (70.0)
LE COMPTE DES OPÉRATIONS EXTÉRIEURES				
Taux de change (EUR par USD)	0.904		Principales exportations (% du total des exportations de marchandises)	
Taux de change PPA (USA = 1)	0.495		Machines et matériel de transport	22.3
En pourcentage du PIB			Articles manufacturés	17.9
Exportations de biens et services	58.0	(53.9)	Matières brutes non comestibles hors carburants	13.0
Importations de biens et services	57.4	(49.4)	Principales importations (% du total des importations de marchandises)	
Solde de la balance courante	1.5	(0.3)	Machines et matériel de transport	27.9
Position d'investissements internationaux nette (2014)	-56.7		Articles manufacturés	13.8
			Produits chimiques et produits connexes, n.d.a.	12.0
LE MARCHÉ DU TRAVAIL, LES QUALIFICATIONS ET L'INNOVATION				
Taux d'emploi des 15-64 ans (%)	68.7	(67.0)	Taux de chômage, Enquête sur la population active (15 ans et plus, %)	9.6 (6.3)
Hommes	70.0	(74.7)	Chômage des jeunes (15 à 24 ans, %)	17.3 (13.0)
Femmes	67.6	(59.3)	Chômage de longue durée (1 an et plus, %)	4.0 (2.0)
Taux d'activité des 15-64 ans (% , 2015)	75.7	(71.3)	Niveau d'instruction supérieure des 25-64 ans (% , 2015)	31.6 (35.0)
Nombre moyen d'heures travaillées par an (2015)	1 903	(1 766)	Dépenses intérieures brutes en R-D (% du PIB, 2015)	0.6 (2.4)
L'ENVIRONNEMENT				
Offre d'énergie primaire par habitant (tep, 2015)	0.0	(4.1)	Émissions de CO ₂ par habitant dues à la combustion d'énergie (tonnes, 2014)	3.3 (9.4)
Énergies renouvelables (% , 2014) ^b	37.2	(9.6)	Prélèvements d'eau par habitant (1 000 m ³ , 2014)	0.1
Exposition à la pollution de l'air (plus de 10 µg/m ³ de PM _{2.5} , % de la pop., 2015)	50.2	(75.2)	Déchets municipaux par habitant (tonnes, 2015) ^c	0.4 (0.5)
LA SOCIÉTÉ				
Inégalité de revenus (coefficient de Gini, 2013)	0.352	(0.311)	Résultats de l'éducation (score PISA, 2015)	
Taux de pauvreté relative (% , 2013)	14.1	(11.1)	Compréhension de l'écrit	488 (493)
Revenu médian disponible des ménages (milliers USD PPA, 2013)	10.4	(22.0)	Mathématiques	482 (490)
Dépenses publiques et privées (% du PIB)			Sciences	490 (493)
Soins de santé (2015)	5.6	(9.0)	Part des femmes au parlement (% , 2015)	18.0 (28.3)
Retraites (2013)	7.7	(9.1)	Aide officielle nette au développement (% du RNN)	0.10 (0.39)
Éducation (primaire, secondaire, post sec. non tertiaire, 2013)	3.1	(3.7)		

Indicateur du vivre mieux : www.oecdbetterlifeindex.org/fr/

a) Lorsque l'agrégat OCDE n'existe pas dans la base de données d'origine, une moyenne simple a été calculée des dernières données disponibles si des données existent pour au moins 29 pays membres.

b) 2015 for the OECD aggregate.

c) 2014 for the OECD aggregate.

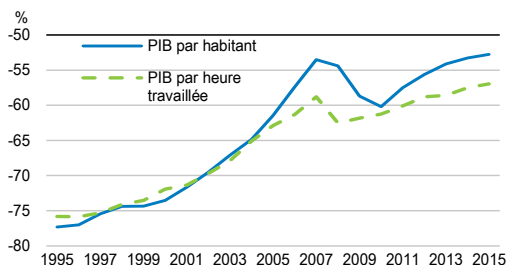
Source : Calculs à partir des données extraites des bases de données des organisations suivantes : OCDE, Agence Internationale de l'Énergie, Banque mondiale, Fonds Monétaire International, Union interparlementaire et Nations Unies.

RÉSUMÉ

L'économie lettone a connu une croissance vigoureuse, mais pas suffisamment pour assurer une convergence marquée du niveau de vie

L'écart de PIB par habitant reste considérable

Écart par rapport à la moitié supérieure des pays de l'OCDE¹



1. Écart en pourcentage par rapport à la moyenne pondérée par la population des 17 pays de tête de l'OCDE en termes de PIB par habitant et de PIB par heure travaillée, sur la base des parités de pouvoir d'achat (PPA) constantes de 2010.

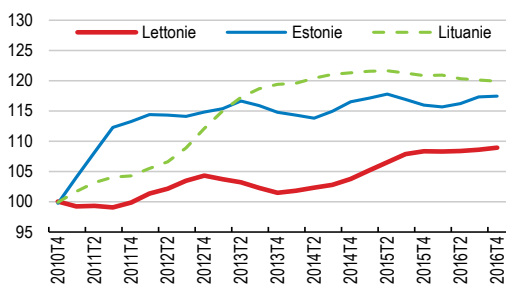
Sources : OCDE (2016), *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données) et *Statistiques de l'OCDE sur la productivité* (base de données).

La Lettonie a enregistré une croissance économique vigoureuse ces dernières années, grâce à des réformes structurelles mises en œuvre avec succès, malgré un environnement international difficile. La progression des salaires a soutenu la consommation des ménages. Après un net retour en arrière en 2008-09, le processus de rattrapage des pays de l'OCDE à revenu élevé semble avoir repris. Les finances publiques sont saines et suscitent une forte confiance du secteur financier en Lettonie. L'endettement du secteur privé est maintenant plus faible que dans nombre d'autres économies de l'OCDE. Le chômage a diminué mais demeure élevé, ce qui aggrave la pauvreté. De nombreux jeunes Lettons choisissent d'émigrer. L'activité économique informelle reste généralisée. Une amélioration de l'accès au logement, aux soins de santé, à l'éducation et à la formation permettrait d'améliorer les perspectives économiques offertes aux ménages à faibles revenus, et elle passe par une augmentation des dépenses publiques.

Il faut améliorer les résultats à l'exportation pour renforcer la croissance

Les résultats à l'exportation s'améliorent

Moyenne mobile sur quatre trimestres, indice (2010 = 100)



Note : Les résultats à l'exportation du pays considéré sont mesurés par le ratio de la croissance de ses exportations effectives en volume à la croissance de ses marchés d'exportation.

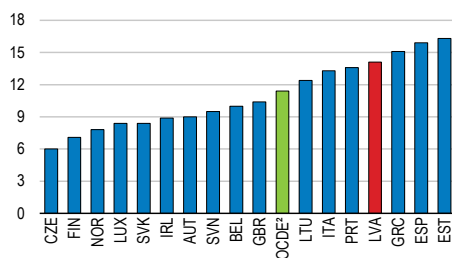
Source : OCDE (2017), *Perspectives économiques de l'OCDE : Statistiques et projections* (base de données).

Les résultats à l'exportation s'améliorent, y compris en termes de diversification des produits et des destinations, mais les produits à faible valeur ajoutée et à forte intensité de ressources naturelles représentent toujours une part considérable des exportations de la Lettonie, ce qui tient en partie à des pénuries de main-d'œuvre qualifiée et à la faiblesse de l'innovation. Peu d'entreprises lettones participent aux chaînes de valeur mondiales, même si celles qui le font se caractérisent par des niveaux nettement plus élevés de productivité, d'emploi et de salaire. Le faible taux de recouvrement des dettes des entreprises insolvables entrave l'accès au crédit des entreprises à fort potentiel de croissance. L'inadéquation des compétences de la main-d'œuvre et l'ampleur de l'économie informelle empêchent les entreprises de gravir les échelons des chaînes de valeur mondiales.

Une amélioration de l'accès au logement, à l'emploi et aux soins de santé favoriserait une croissance inclusive

Le taux de pauvreté est élevé

Pourcentage de la population dont le revenu disponible est inférieur au seuil de pauvreté¹, 2014 ou dernière année connue



1. Le seuil de pauvreté correspond à la moitié du revenu médian des ménages.
2. Moyenne simple.

Source : OCDE (2016), *Statistiques de l'OCDE sur les prestations et questions sociales* (base de données).

L'ampleur du chômage de longue durée, l'insuffisance du système de sécurité sociale et la lourdeur de l'imposition des travailleurs faiblement rémunérés contribuent à alimenter une pauvreté généralisée. Le taux de chômage est particulièrement élevé dans les régions orientales de la Lettonie. De nombreux ménages aux revenus modestes sont mal logés. Peu de Lettons sont locataires de leur logement, ce qui réduit leur mobilité, et les logements sociaux sont rares, en particulier dans la zone de Riga, où le chômage est faible et les emplois de qualité sont plus abondants. L'accès aux services de santé des ménages aux revenus modestes est limité par l'importance du reste à charge.

PRINCIPALES CONCLUSIONS**PRINCIPALES RECOMMANDATIONS****Mettre la politique budgétaire au service des priorités de réformes structurelles**

Le niveau élevé d'imposition des bas salaires contribue à alimenter l'économie informelle, le chômage élevé, la pauvreté et l'émigration des jeunes.	Réduire le coin fiscal sur le travail des personnes à faibles revenus d'activité. Accroître les recettes fiscales dans les domaines de l'immobilier et de l'énergie. Élargir l'assiette de l'impôt sur les sociétés en supprimant les exonérations fiscales.
La situation budgétaire est saine et la dette publique est faible.	Continuer de se conformer aux règles budgétaires de l'Union européenne et exploiter pleinement les marges de manœuvre budgétaires, y compris les mécanismes de flexibilité, pour financer des dépenses prioritaires.
L'activité économique informelle est généralisée, ce qui limite les recettes fiscales, la productivité et la couverture des travailleurs par le système de protection sociale. Le sentiment d'un déficit de gouvernance et le manque de confiance dans les pouvoirs publics réduisent le consentement à payer l'impôt.	Renforcer l'indépendance budgétaire du Bureau de prévention et de répression de la corruption (KNAB, <i>Korupcijas novēršanas un apkarošanas birojs</i>). Recourir davantage aux technologies de l'information et de la communication pour faire respecter les obligations fiscales. Mettre fin aux phénomènes d'ingérence politique dans la nomination des juges.

Améliorer la productivité et l'égalité d'accès de tous aux opportunités économiques

Les travailleurs sous-qualifiés et peu qualifiés sont fortement exposés aux risques de chômage et de pauvreté.	Accorder des bourses plus généreuses aux jeunes issus de familles modestes qui fréquentent le système d'enseignement et de formation professionnels (EFP).
La plupart des étudiants inscrits à l'université ne reçoivent aucune aide financière des pouvoirs publics, et il n'existe aucune aide ciblée sur les étudiants issus de ménages modestes.	Élargir le champ d'application du système des bourses d'études universitaires et cibler ces bourses sur les étudiants issus de familles modestes.
Le faible taux de recouvrement des dettes dans le cadre des procédures d'insolvabilité freine la distribution du crédit bancaire.	Renforcer la spécialisation des juges.
Les activités d'innovation sont limitées. L'écart de productivité entre la Lettonie et les pays à revenu élevé est considérable. Son intégration dans les chaînes de valeur ajoutée mondiales est limitée, et son stock d'investissement direct étranger (IDE) entrant est faible.	Augmenter les financements publics des programmes présentant de solides résultats d'évaluation.
Les dépenses d'investissement en infrastructures sont d'un montant élevé, mais la qualité des infrastructures reste loin de celle observée généralement dans les pays à revenu élevé.	Appliquer aux projets nationaux de grande envergure les mêmes analyses coûts-avantages que celles dont font l'objet les projets financés par l'Union européenne (UE).

Améliorer l'accès aux services de santé, au logement et à l'emploi

Les ménages sont peu nombreux à louer leur logement, ce qui entrave la mobilité de la main-d'œuvre et concourt à des taux de chômage élevés dans certaines régions. En outre, les programmes de construction de logements neufs destinés à la location sont peu nombreux. L'insécurité juridique entrave le développement du marché du logement locatif privé. Les conditions de logement des ménages modestes laissent à désirer et l'offre de logements sociaux est loin de satisfaire la demande, en particulier dans la zone métropolitaine de Riga.	Améliorer la sécurité juridique de la réglementation sur les loyers et favoriser le recours aux procédures extrajudiciaires de règlement des différends. Simplifier les procédures administratives pour l'obtention des permis de construire. Augmenter les financements de logements sociaux à louer dans les zones où l'emploi se développe. Développer le programme pour la mobilité, qui permet d'obtenir des aides temporaires pour se reloger ailleurs et pour le transport.
L'état de santé de la population laisse à désirer et l'accès aux soins est limité, notamment parmi les ménages modestes. Les restrictions budgétaires se traduisent par un rationnement des soins à la fin de chaque année. L'efficacité des services de soins de santé pâtit également de l'insuffisance de granularité des statistiques sur les services de santé	Réduire le montant des frais de santé restant à la charge des patients, notamment ceux issus de ménages modestes. Élaborer des indicateurs clés de qualité de service et de performance pour les prestataires de soins à l'échelle nationale et locale et auprès des prestataires.
La zone métropolitaine de Riga est un moteur essentiel de la croissance et de l'emploi, mais sa gouvernance n'est pas optimale.	Créer une plateforme pour coordonner les politiques de l'ensemble des communes dont les habitants vont en majorité travailler quotidiennement à Riga.
Le niveau élevé des frais de gestion du système privé de retraite obligatoire réduit le montant net des pensions versées, sans que les travailleurs ou les pouvoirs publics en retirent le moindre avantage.	Abaisser les frais de gestion du régime de retraite obligatoire privé, par exemple en mettant en place un fonds de cotisation par défaut à moindre coût.

Évaluation et recommandations

- *Le processus de convergence des revenus a sans doute repris, mais il faut que la croissance devienne plus inclusive*
- *Les autorités budgétaires doivent prendre en compte des priorités urgentes en matière de politiques structurelles et sociales*
- *Améliorer les niveaux de vie nécessite de stimuler la productivité et l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales*
- *Améliorer l'accès au logement et à la santé est essentiel pour une croissance plus inclusive*
- *La situation est bonne sur le plan environnemental*

ÉVALUATION ET RECOMMANDATIONS

Le processus de convergence des revenus a sans doute repris, mais il faut que la croissance devienne plus inclusive

La Lettonie a enregistré une croissance économique vigoureuse ces dernières années (graphique 1), bien qu'elle ait souffert de la récession mondiale et se trouve dans une situation difficile, compte tenu de la baisse de ses exportations vers la Russie. Les exportateurs lettons ont gagné des parts de marché. La progression des salaires a soutenu la croissance de la consommation des ménages. La situation budgétaire est saine, le budget étant à l'équilibre en 2016 et la dette publique étant proche de 40 % du PIB. L'endettement du secteur privé est retombé à un niveau relativement bas. Le niveau modeste de l'endettement public et privé et la robustesse du secteur financier sous-tendent une solide confiance du secteur financier. Moteur essentiel de la croissance économique, la zone métropolitaine de Riga réunit les secteurs naissants de haute technologie du pays et représente environ 69 % du PIB letton.

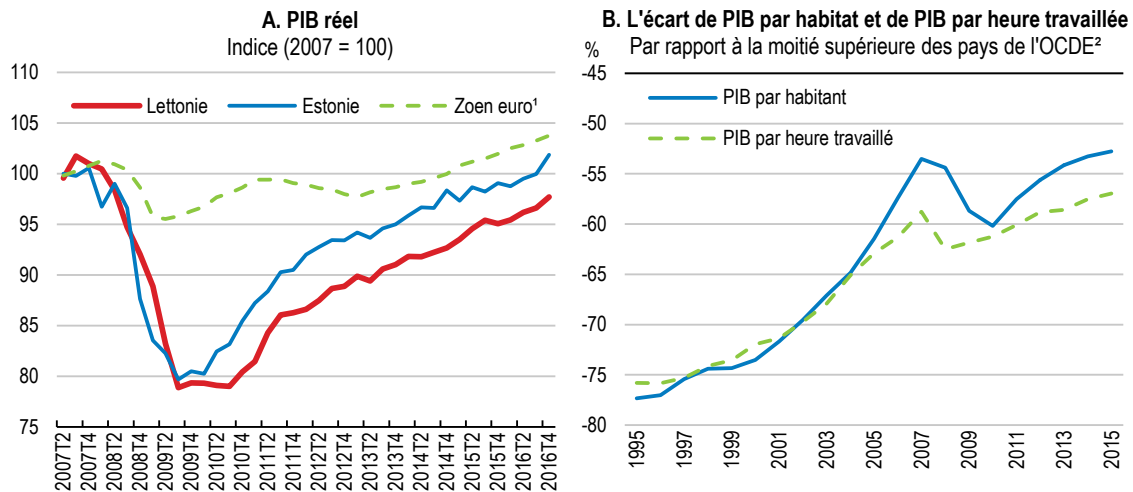
Les récents progrès accomplis au regard des priorités de réformes structurelles peuvent ouvrir la voie à un renforcement de la croissance et du bien-être. La Lettonie arrive au premier rang des pays évalués dans la publication de l'OCDE *Objectif croissance* (OECD, 2017a) à l'aune des mesures prises pour donner suite aux priorités de réformes structurelles identifiées dans ce rapport. La qualité du système d'enseignement et de formation s'est améliorée et les politiques actives du marché du travail (PAMT) ont été améliorées grâce aux fonds de l'Union européenne (UE). Les charges administratives pesant sur l'entrepreneuriat ont été allégées, les autorités ont renforcé l'efficacité du système judiciaire en fusionnant les petits tribunaux de district, et les efforts déployés pour améliorer le recouvrement des recettes fiscales ont porté des fruits.

Malgré ces avancées, les écarts de revenu et de productivité par rapport aux pays de l'OCDE à revenu élevé restent considérables. Ces écarts sont demeurés importants également dans les autres pays baltes et en Europe centrale. La croissance de la productivité s'est ralentie depuis la crise, en Lettonie comme ailleurs (OECD, 2016g). Les exportations se sont diversifiées, aussi bien en termes de produits que de destinations, mais la participation aux chaînes de valeur mondiales reste concentrée dans des activités à faible valeur ajoutée. Le taux de chômage a reculé mais demeure proche de 10 %, et l'incidence du chômage de longue durée reste forte, malgré la brièveté de la durée d'indemnisation du chômage, qui contribue à l'ampleur de la pauvreté. L'activité économique informelle reste généralisée, ce qui est lourd de conséquences pour la productivité, la pauvreté et les recettes fiscales. La forte émigration, constituée pour l'essentiel de jeunes Lettons, contribue aux pénuries de main-d'œuvre qualifiée. Ainsi qu'il ressort des données du Bureau central des statistiques de Lettonie, un tiers des migrants lettons étaient âgés de 20 à 30 ans en 2015. Les disparités géographiques en matière de croissance, d'emploi et de bien-être sont fortes.

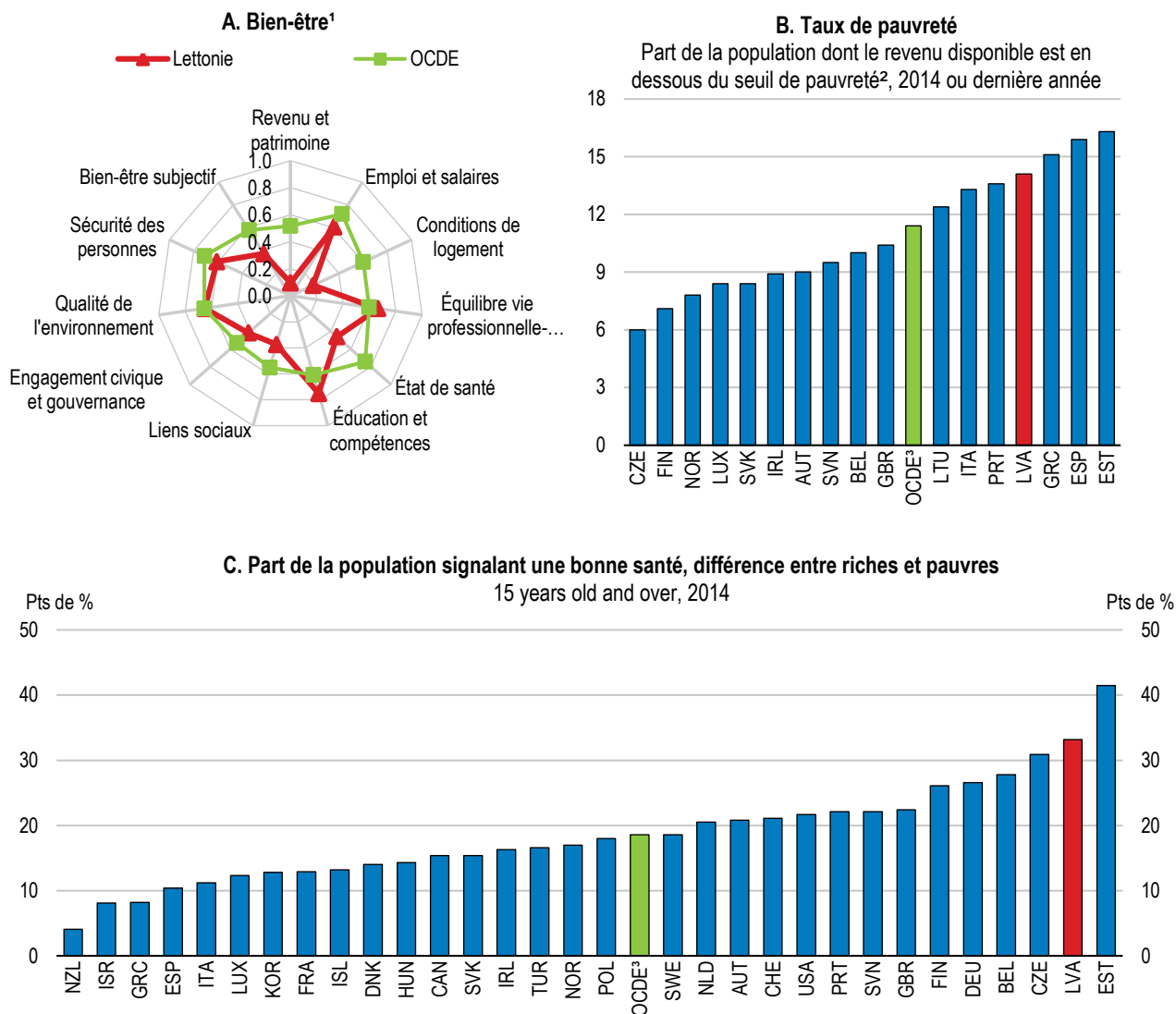
Les Lettons sont moins satisfaits de leur existence que la moyenne des habitants de la zone OCDE (graphique 2, partie A) et pour la plupart des dimensions de l'Indicateur du vivre mieux de l'OCDE, la Lettonie se situe en deçà de la moyenne des pays membres de l'Organisation. Le niveau de formation constitue une exception à cet égard, dans la mesure où la plupart des Lettons ont au moins achevé le deuxième cycle de l'enseignement secondaire. L'enseignement professionnel n'est toutefois pas suffisamment attrayant, si bien qu'il a fait l'objet de réformes importantes dernièrement. Les points faibles relatifs mis en évidence par l'Indicateur du vivre mieux laissent entrevoir un accès limité à des emplois bien rémunérés, ainsi que des problèmes concernant le système de soins de santé et le marché du logement. Le taux de pauvreté est un des plus élevés de la zone OCDE (graphique 2, partie B). L'offre de logements de qualité abordables est faible ; ainsi, la part des dépenses totales des ménages consacrée au logement (26 %) est élevée, et supérieure à celle observée dans d'autres pays au niveau de revenu similaire, comme l'Estonie. Il manque des équipements de base dans 15 % des logements. L'espérance de vie à la naissance s'établit à 74 ans en Lettonie, soit six ans de moins que la moyenne de l'OCDE. En termes d'état de santé, il

existe un écart considérable entre les ménages riches et pauvres (graphique 2, partie C). Les inégalités de revenus sont également prononcées (graphique 3).

Graphique 1. La croissance a repris



Graphique 2. Les conditions de logement, l'état de santé et le niveau de revenu des Lettons laissent à désirer, et le taux de pauvreté est élevé

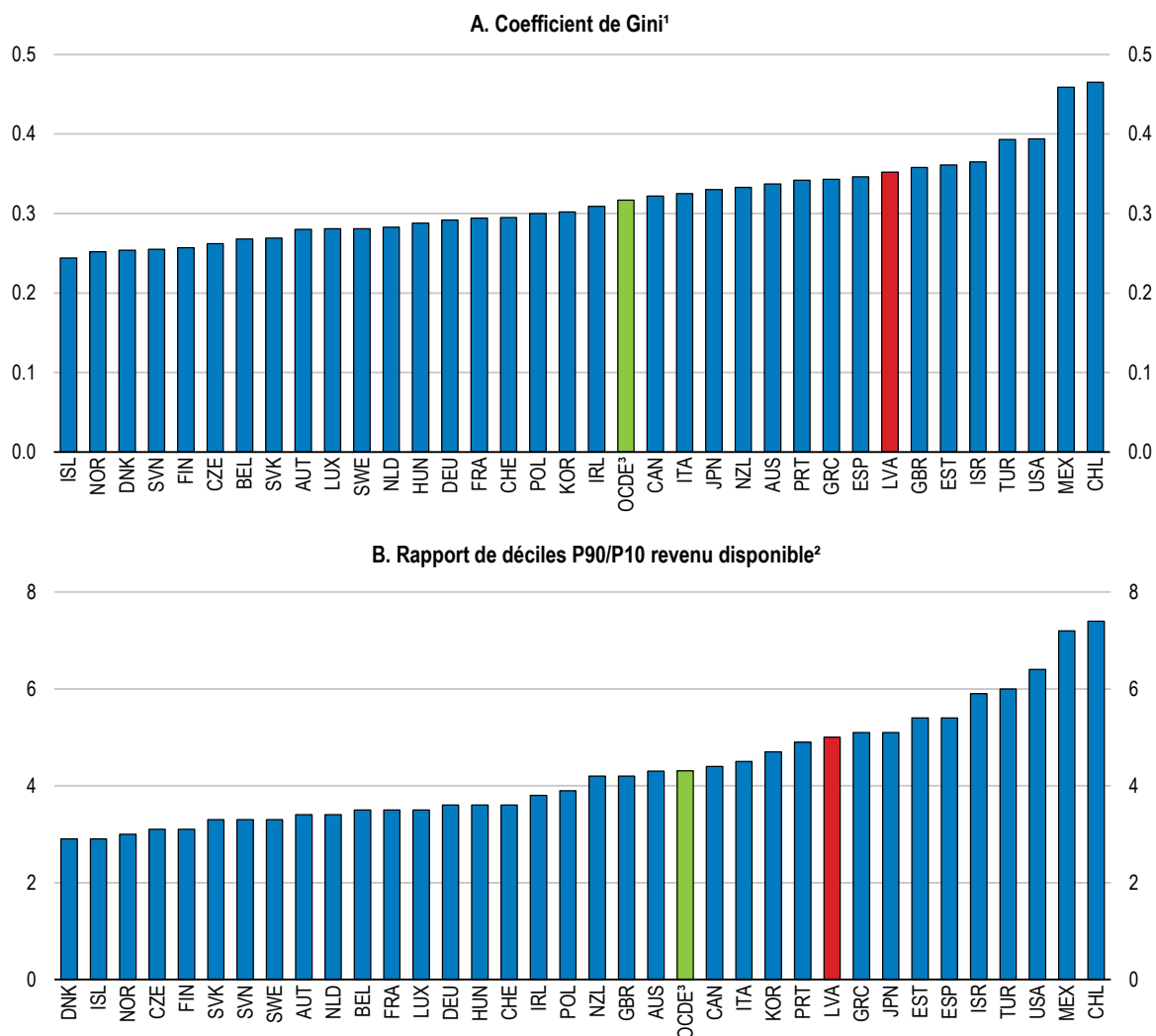


1. Chaque dimension du bien-être est mesurée à l'aide d'un à quatre indicateurs tirés de la base de données de l'Indicateur du vivre mieux de l'OCDE. Ces indicateurs sont assortis de coefficients de pondération égaux, et normalisés de telle sorte qu'ils varient sur une échelle de 0 à 1 (allant du pire au meilleur résultat possible), à l'aide de la formule suivante : (valeur de l'indicateur - valeur minimum) / (valeur maximum - valeur minimum). L'indicateur « Engagement civique et gouvernance » recouvre deux sous-indicateurs : la participation des parties prenantes à l'élaboration de la réglementation et la participation électorale. Faute de données disponibles, la valeur retenue pour le premier de ces deux sous-indicateurs concernant la Lettonie est une moyenne pondérée par la population des données relatives aux autres pays de l'OCDE.
2. Le seuil de pauvreté correspond à la moitié du revenu médian des ménages.
3. Moyenne simple.

Sources : OCDE (2016), *Indicateur du vivre mieux de l'OCDE - Édition 2016* ; *Statistiques de l'OCDE sur les prestations et questions sociales* (base de données).

Graphique 3. Les inégalités de revenus sont fortes

Coefficient de Gini et écart de revenu disponible des ménages entre riches et pauvres, 2014 ou dernière année connue



1. Le coefficient de Gini varie entre 0 (lorsque tout le monde a le même revenu) et 1 (lorsqu'une seule personne détient la totalité des revenus).
2. Il s'agit du rapport entre le revenu disponible des 10 % de la population aux revenus les plus élevés et celui des 10 % de la population aux revenus les plus faibles.
3. Moyenne simple des données relatives aux pays représentés sur le graphique.

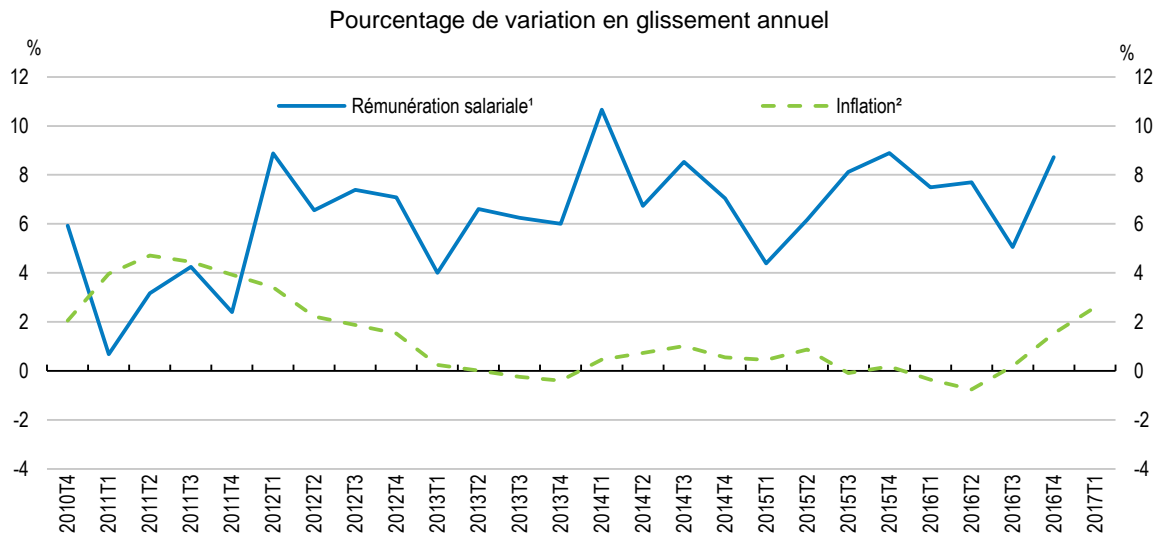
Source : OCDE (2017), *Statistiques de l'OCDE sur les prestations et questions sociales* (base de données).

La croissance économique repose sur la consommation, tandis que les exportations se composent encore en grande partie de produits à faible valeur ajoutée

La croissance économique s'est ralentie en 2016 (tableau 1), malgré la vigueur persistante de la consommation des ménages, étayée par une forte croissance des salaires réels (graphique 4). L'investissement a reculé compte tenu des délais de versement des fonds structurels de l'UE (graphique 5, partie A), lesquels ont également pesé sur l'investissement résidentiel. Ce dernier a diminué aussi en raison des mesures introduites en 2014 pour restreindre la délivrance de permis de séjour aux ressortissants de

pays tiers. Les exportations vers la Russie ont été en demi-teinte, du fait de la crise économique traversée par ce pays. Comme dans d'autres économies d'Europe de l'Est en phase de rattrapage, les exportateurs ont gagné des parts de marché (graphique 6). Le taux de chômage a diminué mais demeure élevé (graphique 5, partie B). La hausse des prix à la consommation reste faible.

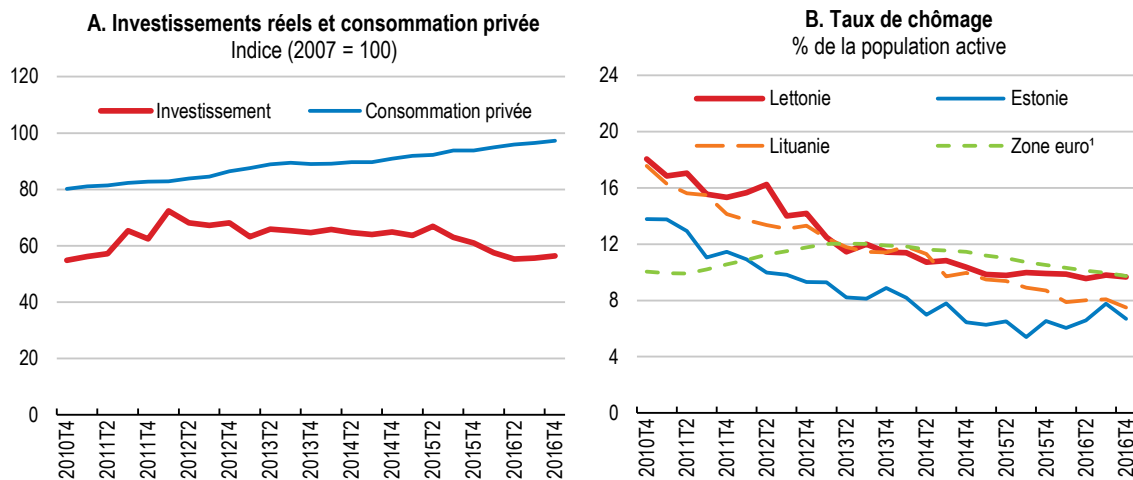
Graphique 4. Les salaires augmentent, tandis que l'inflation reste faible



1. La rémunération des travailleurs correspond à la rémunération nominale moyenne du travail par salarié.
2. Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH).

Source : OCDE (2017), *Perspectives économiques de l'OCDE : Statistiques et projections* (base de données).

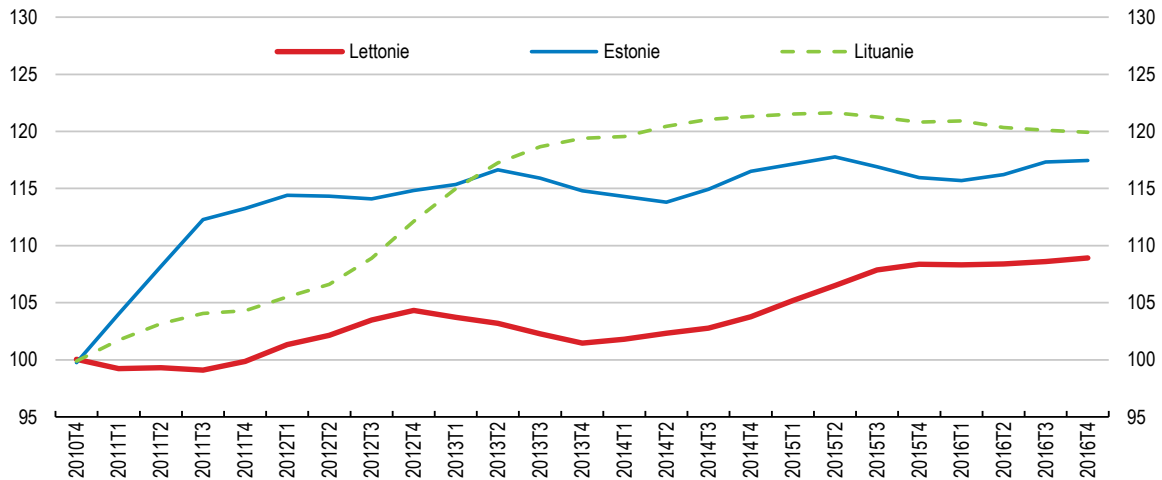
Graphique 5. L'investissement a diminué en termes réels et le taux de chômage reste élevé, même s'il a diminué



1. Agrégat correspondant à l'ensemble des pays de la zone euro qui sont également membres de l'OCDE.

Source : OCDE (2017), *Perspectives économiques de l'OCDE : Statistiques et projections* (base de données).

Graphique 6. Les résultats à l'exportation s'améliorent
Moyenne mobile sur quatre trimestres, indice (2010 =100)

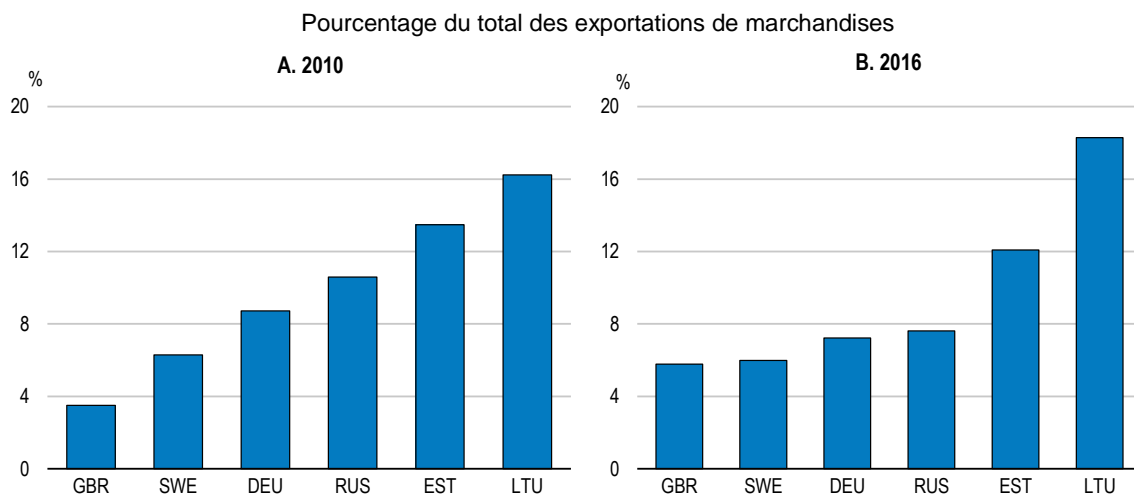


Note : Les résultats à l'exportation du pays considéré sont mesurés par le ratio de la croissance de ses exportations effectives en volume à la croissance de ses marchés d'exportation.

Source : OCDE (2017), *Perspectives économiques de l'OCDE : Statistiques et projections* (base de données).

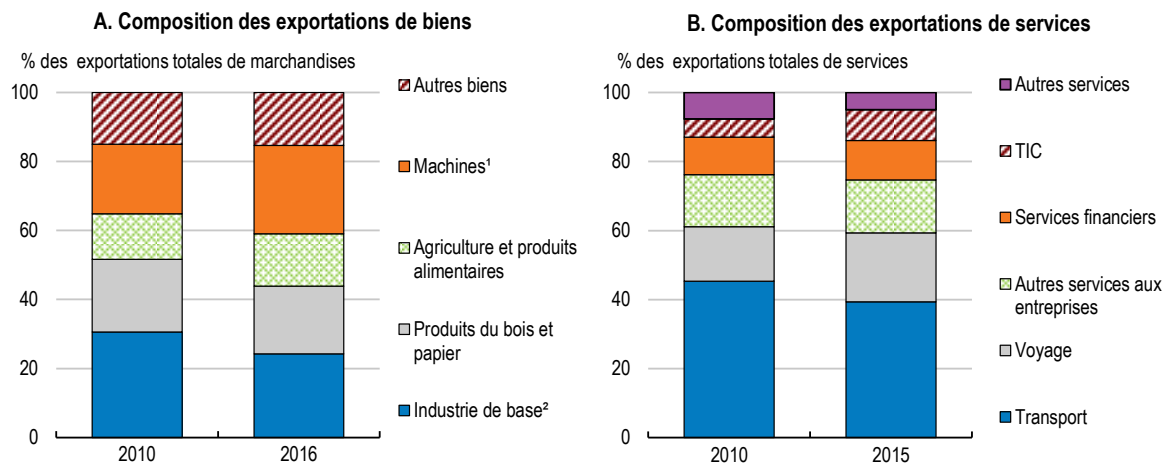
Les exportations de la Lettonie se sont diversifiées, ce qui a contribué à ses gains de parts de marché. Elle a accru ses exportations vers de nouveaux marchés pour compenser la baisse de ses ventes à l'étranger due au fléchissement de l'activité en Russie et à son interdiction des importations de produits alimentaires en provenance de l'UE. La Russie demeure cependant au troisième rang des destinations des exportations lettones, derrière la Lituanie et l'Estonie, à l'aune de la part qu'elle représente dans ces exportations (graphique 7). Les exportations de machines ainsi que de technologies de l'information et de la communication (TIC) et de services relatifs aux voyages ont gagné du terrain (graphique 8). Néanmoins, les exportations de biens de la Lettonie se composent toujours en grande partie de matières premières et de produits à forte intensité de ressources naturelles. Or, la demande de ce type de biens ne tend guère à augmenter avec les revenus. À moyen terme, le transit d'exportations russes devrait continuer de diminuer, mais il représente toujours une part importante des recettes d'exportation de services.

Graphique 7. Le poids relatif des principales destinations des exportations a diminué



Source : Bureau central des statistiques (CSP, *Centrālā statistikas pārvalde*) de Lettonie.

Graphique 8. Les biens à forte intensité de ressources naturelles et les services de transport constituent toujours les principales composantes des exportations



1. Cette catégorie englobe les appareils mécaniques, les équipements électriques, les véhicules de transport, les appareils et instruments d'optique (y compris médicaux), les montres et horloges, ainsi que les instruments de musique.
2. Cette catégorie englobe les produits chimiques et produits connexes, les matières plastiques et articles en matières plastiques, le caoutchouc et les articles en caoutchouc, les métaux communs et articles en métaux communs, ainsi que les produits minéraux.

Source : OCDE (2017), *Statistiques de l'OCDE sur les échanges internationaux de services* (base de données) ; Bureau central des statistiques (CSP, *Centrālā statistikas pārvalde*) de Lettonie.

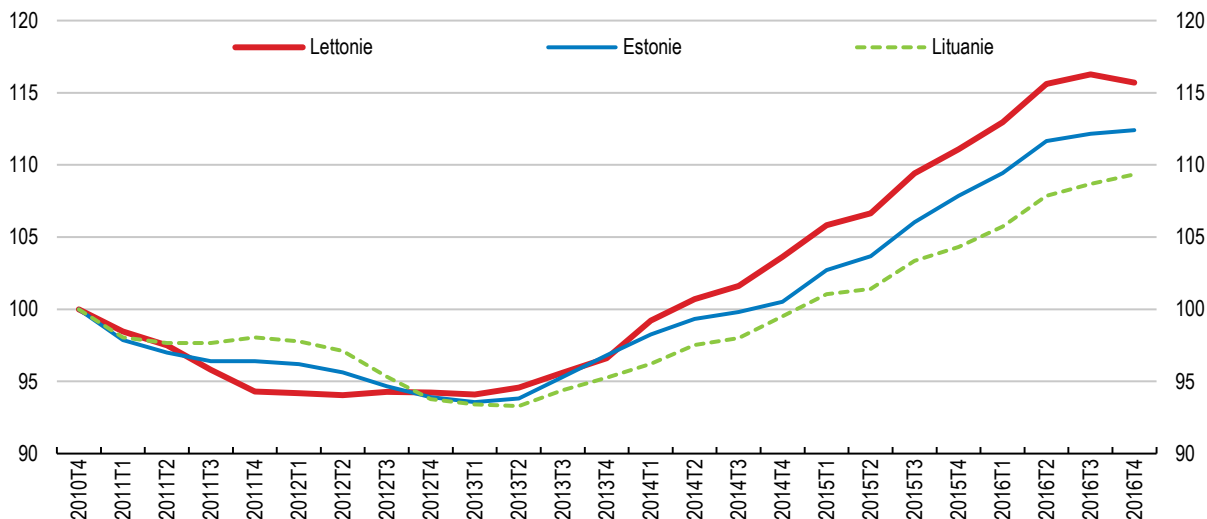
Compte tenu de la forte croissance des salaires, les coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre augmentent en Lettonie depuis 2010, davantage que dans les autres pays baltes (graphique 9), qui ont enregistré des gains de parts de marché à l'exportation plus importants. Cela étant, il se peut que la progression salariale ait été surestimée car le phénomène de sous-déclaration des salaires auprès des autorités a diminué. Les parts de marché des exportateurs lettons ont notablement augmenté depuis 2014. La dépréciation de l'euro conjuguée à l'appréciation du rouble a inversé cette tendance à la fin de 2016, mais cet effet pourrait n'être que temporaire. Dans la mesure où les exportations lettones sont concentrées dans des secteurs et des activités où les possibilités d'amélioration qualitative et de différenciation des produits sont relativement limitées, il est possible que de nouvelles pertes de compétitivité-coûts dégradent les résultats à l'exportation de la Lettonie. La progression des salaires a toutefois marqué le pas en 2016.

La progression des salaires est déterminée dans une large mesure par des pénuries de main-d'œuvre qualifiée, liées en partie à l'émigration, qui reste forte (graphique 10). Les jeunes représentent une part disproportionnée des émigrants récents. En outre, le taux de chômage est déjà très faible dans la région dynamique de la capitale, et des obstacles liés à la mobilité et aux compétences empêchent les chômeurs d'autres régions de venir y travailler. Le salaire minimum a augmenté.

La croissance du PIB devrait se redresser en 2017 (tableau 1). Les versements de fonds de l'UE repartiront à la hausse en 2017 et 2018. Ils stimuleront fortement l'investissement. La consommation des ménages devrait rester vigoureuse grâce à une croissance soutenue des salaires réels. Les exportations se renforceront quelque peu grâce à la reprise économique progressive chez les principaux partenaires commerciaux. Le solde des paiements courants va diminuer, le dynamisme de la consommation et de l'investissement tirant les importations vers le haut, mais il demeurera excédentaire. Le chômage ne devrait reculer que lentement, compte tenu de l'ampleur du chômage structurel. L'inflation restera basse, même si l'effet de la faiblesse des prix de l'énergie se dissipe.

Graphique 9. Les coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre ont augmenté

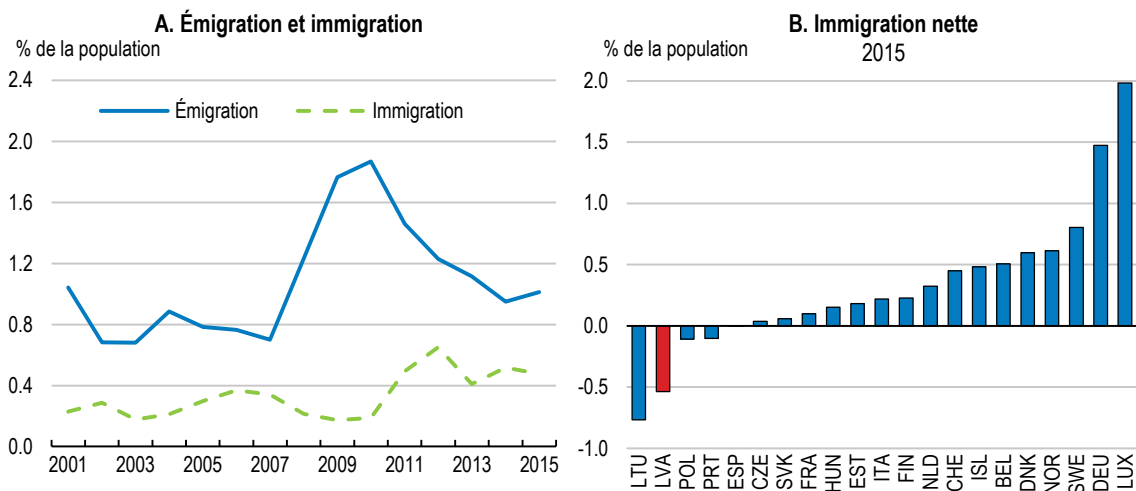
Indicateur de compétitivité de l'OCDE¹, moyenne mobile sur quatre trimestres, indice (2010 = 100)



1. Cet indicateur de compétitivité correspond au ratio entre les coûts unitaires de main-d'œuvre de l'économie considérée et ceux de ses partenaires commerciaux. Une augmentation de sa valeur traduit une perte de compétitivité.

Source : OCDE (2017), *Perspectives économiques de l'OCDE : Statistiques et projections* (base de données).

Graphique 10. L'émigration reste forte



Sources : Eurostat et Bureau central des statistiques (CSP, *Centrālā statistikas pārvalde*) de Lettonie.

Tableau 1. Indicateurs et prévisions macroéconomiques

Variation annuelle en pourcentage, volumes (prix de 2010)

	2013 Prix courants (milliards EUR)	2014	2015	2016	2017	2018
Produit intérieur brut (PIB)	22.8	2.1	2.7	2.0	3.2	3.5
Consommation privée	14.0	1.3	3.5	3.4	3.4	3.3
Consommation publique	4.0	2.1	3.1	2.7	3.2	2.5
Formation brute de capital fixe	5.3	0.1	-1.8	-11.7	6.4	9.5
Logement	0.5	9.7	-19.5	-11.1	-10.4	9.7
Demande intérieure finale	23.4	1.1	2.2	0.1	3.9	4.4
Variation des stocks ¹	0.2	-1.0	0.2	3.0	-0.2	0.0
Demande intérieure totale	23.5	0.1	2.4	3.0	3.6	4.3
Exportations de biens et services	13.7	3.9	2.6	2.8	4.3	4.0
Importations de biens et services	14.5	0.5	2.1	4.6	5.0	5.3
Solde extérieur ¹	-0.7	2.0	0.3	-1.1	-0.4	-0.8
Autres indicateurs (taux de croissance, sauf indication contraire)						
PIB potentiel	..	2.1	2.1	1.8	1.8	2.0
Écart de production ²	..	-3.8	-2.6	-2.5	-1.1	0.4
Emploi	..	-1.0	1.3	-0.3	0.1	0.2
Taux de chômage	..	10.8	9.9	9.7	9.2	8.9
Déflateur du PIB	..	1.6	0.4	0.7	1.9	1.6
Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)	..	0.7	0.4	0.2	2.7	2.3
IPCH sous-jacent	..	1.8	1.5	1.2	1.2	2.3
Taux d'épargne net des ménages ³	..	-14.7	-12.7	-8.2	-6.1	-2.9
Solde des paiements courants ⁴	..	-2.0	-0.8	1.5	1.0	0.1
Solde budgétaire des administrations publiques ⁴	..	-1.6	-1.3	0.0	-1.1	-0.6
Solde budgétaire sous-jacent des administrations publiques ²	..	-0.3	-0.3	0.0	-0.7	-0.8
Solde budgétaire primaire sous-jacent des administrations publiques ²	..	0.7	0.8	1.	0.2	0.1
Dette brute des administrations publiques (au sens de Maastricht) ⁴	..	40.7	36.3	36.7	36.9	36.7
Dette nette des administrations publiques ⁴	..	14.4	17.4	17.9	18.1	17.8
Taux du marché monétaire à trois mois, moyenne	..	0.2	0.0	-0.3	-0.3	-0.3
Rendement des obligations d'État à 10 ans, moyenne	..	2.5	1.0	0.5	0.8	1.2

1. Contribution aux variations du PIB réel.

2. En pourcentage du PIB potentiel.

3. En pourcentage du revenu disponible des ménages.

4. En pourcentage du PIB.

Source : OCDE (2017), *Perspectives économiques de l'OCDE : Statistiques et projections* (base de données), avril.

En tant que petite économie ouverte, la Lettonie est exposée aux évolutions observées chez ses principaux partenaires commerciaux, l'Union européenne et la Russie. Si les exportations en direction du Royaume-Uni ont augmenté en 2016, la décision de ce pays de sortir de l'UE pourrait nuire aux perspectives d'exportation à moyen terme, le Royaume-Uni étant un partenaire commercial important. Elle pourrait également peser sur les envois de fonds des Lettons expatriés, qui représentent 0.8 % du PIB. Un autre facteur de risque susceptible de jouer à la baisse sur les perspectives tient à la possibilité de voir réapparaître des turbulences financières dans la zone euro, qui pourraient aussi accroître les risques

macroéconomiques pour la Lettonie. Ces turbulences pourraient entraîner un durcissement des conditions d'attribution de prêts. Une accentuation de l'incertitude économique pourrait entraîner une augmentation de l'épargne de précaution des ménages, ce qui freinerait la consommation, le système limité de protection sociale n'offrant guère d'assurance contre les risques de revenu. De fait, la Lettonie se caractérise par la volatilité de son économie en cas de choc, comme cela avait été évoqué dans l'*Étude économique* de 2015 consacrée à ce pays (OECD, 2015a). À l'inverse, si la Lettonie met en œuvre des réformes structurelles favorisant une croissance inclusive plus rapide, les exportations augmenteront plus fortement et la résilience de l'économie pourrait s'améliorer. Une reprise économique plus vigoureuse qu'on ne l'anticipe en Russie pourrait également entraîner un accroissement des exportations plus important que prévu. Des mesures de renforcement de l'intégration européenne, y compris pour achever l'union bancaire au sein de l'union économique et monétaire, pourraient doper la confiance. La décision du Royaume-Uni de sortir de l'UE pourrait susciter un retour au pays des émigrés.

Enfin, l'intensification des risques géopolitiques en lien avec la Russie pourrait constituer, selon une faible probabilité, l'un des chocs qui, s'ils devaient se matérialiser, modifieraient complètement les perspectives économiques (tableau 2).

Tableau 2. Chocs que pourrait subir, selon une faible probabilité, l'économie lettone

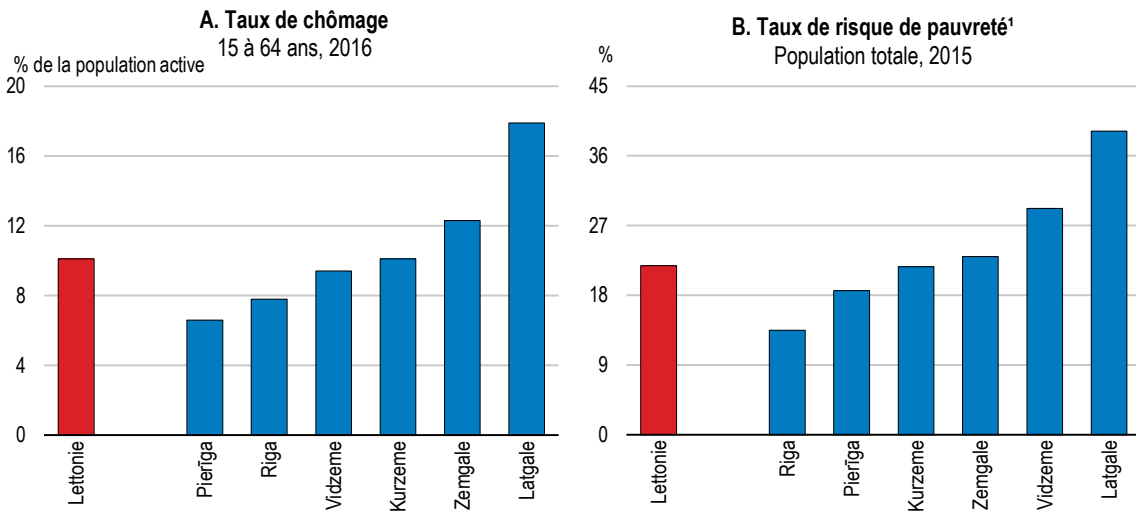
Risque	Conséquences possibles
Intensification des risques géopolitiques liés à la Russie.	Les tensions géopolitiques en Russie pourraient mettre en péril les exportations et l'investissement. Une interruption immédiate du transit des exportations russes en Lettonie entraînerait une réduction du PIB letton de 3-4 %, selon les estimations de la Banque de Lettonie.

L'ampleur du chômage structurel accentue le risque de pauvreté

Les disparités considérables observées entre régions en matière de chômage et d'emplois à pourvoir contribuent à l'ampleur du chômage structurel et de la pauvreté. Les taux de chômage et de pauvreté sont nettement plus élevés dans l'est de la Lettonie, en particulier dans la région de Latgale, que dans la zone de Riga (Pieriga et Riga, graphique 11). Soixante-douze pour cent des postes à pourvoir signalés au service public de l'emploi se trouvent à Riga. En 2015, 45 % des chômeurs étaient sans emploi depuis au moins un an, essentiellement dans les zones rurales de l'est du pays. Les prestations de chômage diminuent de moitié au bout de six mois et cessent d'être versées au bout de neuf mois. Le nombre élevé de salariés dont les rémunérations ne sont que partiellement déclarées à l'administration fiscale a aussi pour conséquence de réduire les droits à indemnisation en cas de perte d'emploi. Les inégalités de revenus transparaissent dans l'ampleur des écarts observés entre régions en termes de rentrées d'impôt sur le revenu des personnes physiques (graphique 12).

Le taux de chômage des actifs ayant un faible niveau de formation est presque cinq fois plus élevé que celui des travailleurs ayant un niveau de formation élevé (graphique 13, partie A). Les travailleurs âgés, ayant fait leurs études à l'époque soviétique, ont été confrontés à une dépréciation rapide de leurs compétences et ont du mal à s'adapter à l'évolution des besoins du marché du travail. Le taux de chômage des travailleurs âgés de 55 à 64 ans est proche de 10 %, soit le plus élevé de la zone OCDE. En dehors des chômeurs de longue durée, les travailleurs ayant un faible niveau de formation et les Lettons âgés de 65 ans ou plus, des retraités pour la plupart, sont les plus exposés au risque de pauvreté (graphique 13, partie B). L'écart de rémunération horaire entre hommes et femmes, qui représente 17 % de la rémunération horaire des hommes, contribue également aux inégalités.

Graphique 11. La pauvreté est forte dans les régions où le taux de chômage est élevé

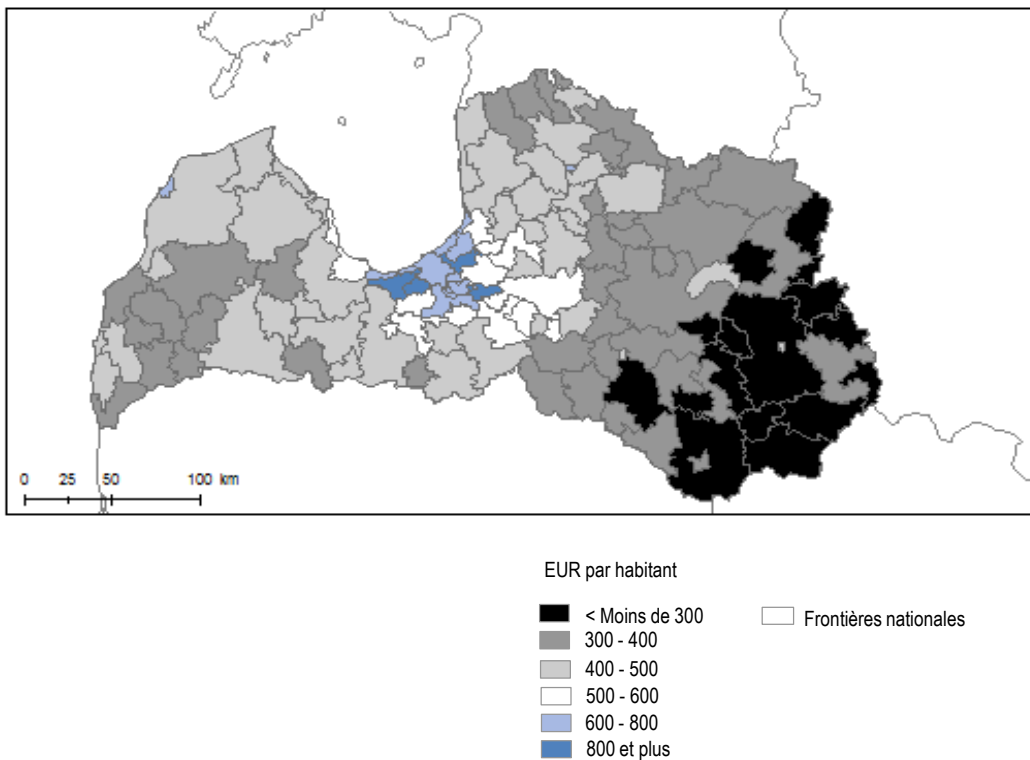


1. Proportion de la population dont le revenu disponible est inférieur à 60 % du revenu médian des ménages.

Source : Bureau central des statistiques (CSP, *Centrālā statistikas pārvalde*) de Lettonie.

Graphique 12. Les recettes d'impôt sur le revenu par habitant sont très variables

2015



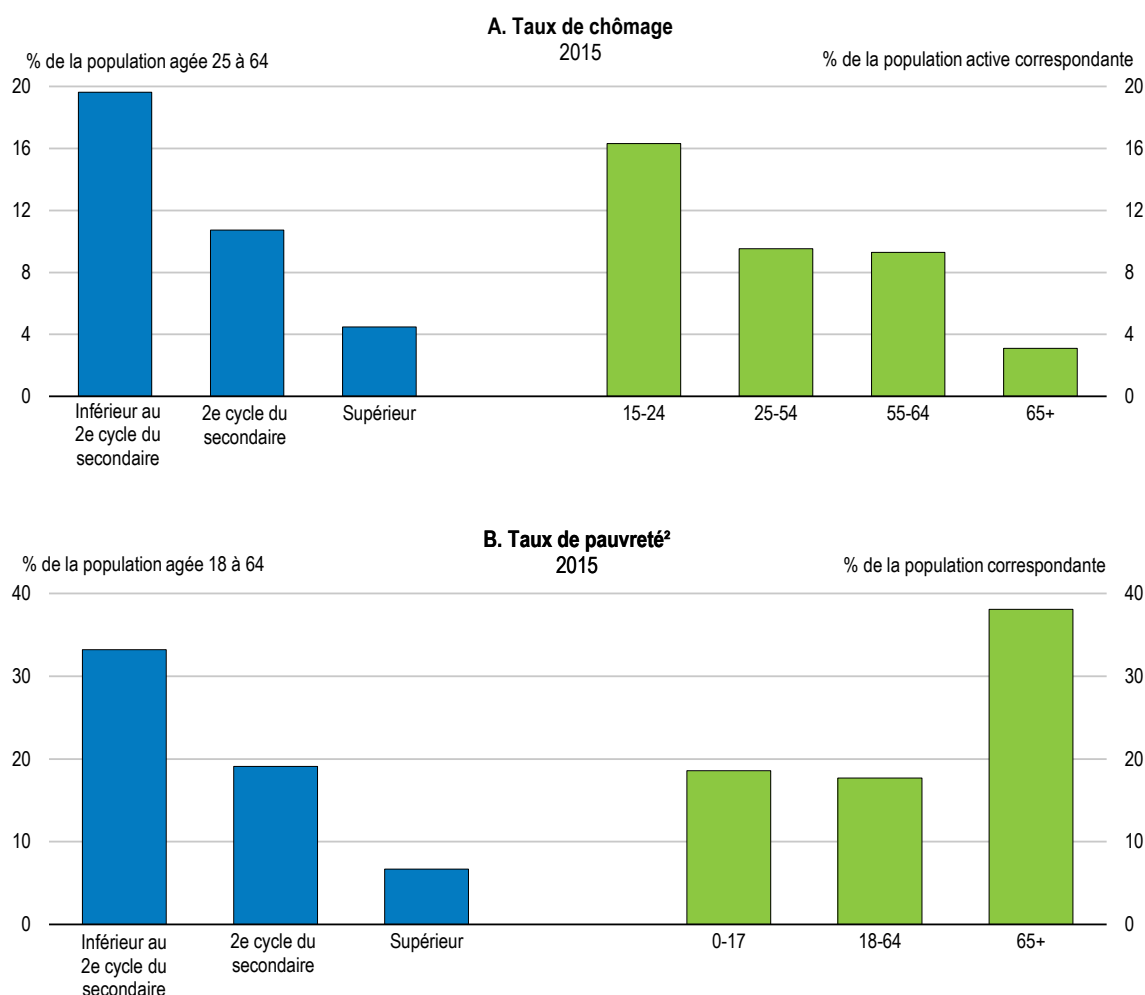
Sources : Calculs de l'OCDE et Module d'indicateurs de développement régional (RAIM, *Reģionālās attīstības indikatoru modulis*) (2017), Indicateurs de développement régional (www.raim.gov.lv).

Comme ailleurs dans la zone euro, l'orientation expansionniste de la politique monétaire s'est traduite par des taux d'intérêt extrêmement bas. La confiance du secteur financier est forte, ainsi que l'illustre le fait que

les écarts de taux d'intérêt vis-à-vis de la dette publique allemande soient restés proches de zéro. L'endettement du secteur privé est tombé en deçà des niveaux observés dans de nombreux autres pays de l'OCDE (graphique 14). Les sociétés non financières se sont désendettées rapidement à la suite de la crise, les banques ayant passé en charges les prêts qu'elles avaient accordés à des entreprises non viables et la demande de prêts étant faible. Néanmoins, le crédit aux sociétés non financières ne s'est redressé que lentement, tandis que le crédit aux ménages a quasiment cessé de diminuer (graphique 15). D'après les enquêtes sur la distribution du crédit bancaire, la demande de prêts a augmenté, mais les banques n'ont pas assoupli leurs critères d'attribution des prêts (Bank of Latvia, 2016a). Selon les banques, la faiblesse des niveaux de fonds propres, les mauvais antécédents de crédit des entreprises, les défaillances du système judiciaire et l'ampleur des activités économiques informelles les empêchent d'assouplir leurs conditions d'octroi du crédit.

Graphique 13. Les travailleurs faiblement qualifiés et âgés sont les plus exposés aux risques de chômage et de pauvreté

Taux de chômage et de pauvreté suivant le niveau de formation et le groupe d'âge

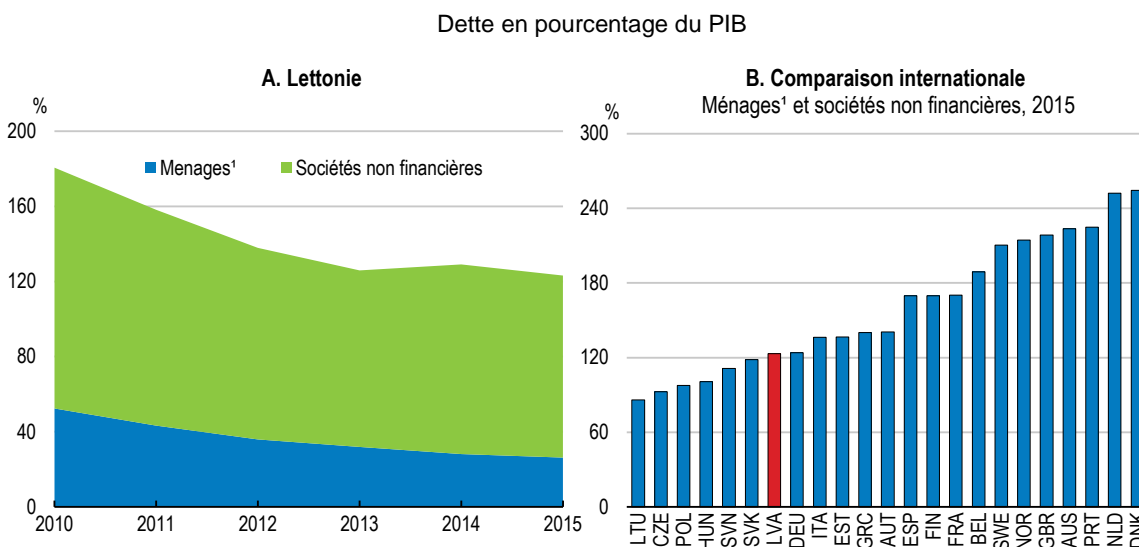


1. Sont également prises en compte dans cette catégorie les personnes diplômées de l'enseignement postsecondaire non supérieur.
2. Proportion de la population dont le revenu disponible est inférieur à 60 % du revenu médian des ménages.

Sources : OCDE (2017), *Statistiques de l'OCDE sur l'éducation* (base de données) et *Statistiques de la population active* (base de données) ; et Bureau central des statistiques (CSP, *Centrālā statistikas pārvalde*) de Lettonie.

La croissance du crédit est faible malgré l'orientation très expansionniste de la politique monétaire

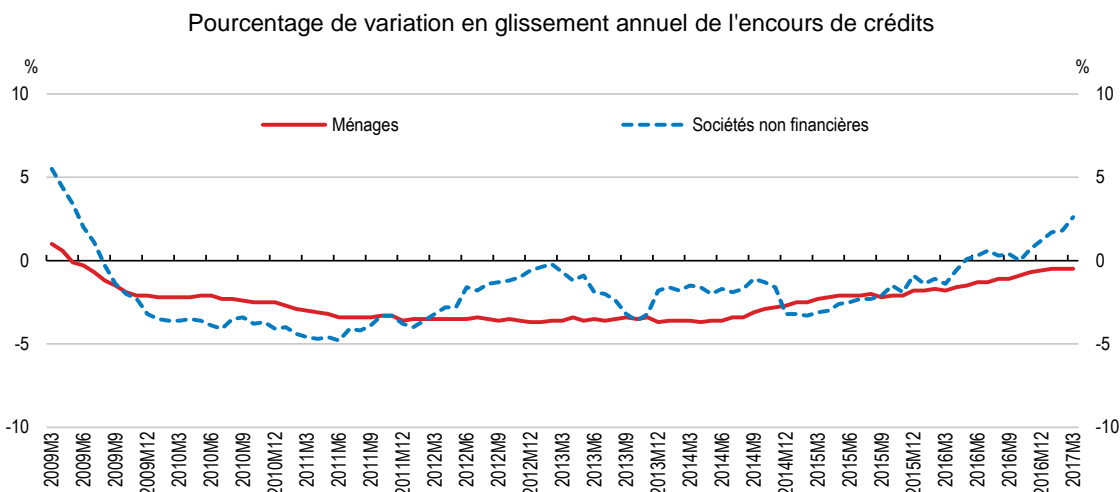
Graphique 14. La dette privée diminuée



1. Le secteur des ménages englobe les institutions sans but lucratif au service des ménages.

Sources : OCDE (2017), *Perspectives économiques de l'OCDE : Statistiques et projections* (base de données) et *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données).

Graphique 15. Le crédit au secteur privé non financier est anémique



Note : Les données sur le crédit sont corrigées des effets ponctuels résultant des retraits d'agrément subis par certains établissements de crédit.

Source : Banque de Lettonie (*Latvijas Banka*).

Bien que le financement des entreprises repose principalement sur le crédit bancaire, les plateformes de financement alternatives se développent. Le marché des crédits distribués *via* internet a fortement augmenté, et figure parmi les plus étoffés d'Europe, même s'il représente toujours une part très modeste de

l'ensemble des prêts (KPMG, 2016). Intégrer la distribution de crédits *via* internet dans le champ d'application de la réglementation prudentielle, comme cela est prévu, pourrait permettre de renforcer l'intermédiation financière et de circonscrire les risques. Une autre initiative bienvenue réside dans la création du Marché balte, issu de la fusion des bourses des trois pays baltes, qui peut contribuer à renforcer la capacité des entreprises lettones de lever des fonds propres.

Le secteur bancaire letton est globalement sain et son cadre de surveillance est solide. Ses ratios de fonds propres et de liquidité sont nettement supérieurs aux niveaux requis (tableau 3). Le ratio de créances douteuses ou litigieuses (CDL) est passé en deçà de la moyenne de l'UE et le taux de couverture du risque de perte sur prêt *via* la constitution de provisions est élevé. La rentabilité des banques est solide. Les trois principaux établissements bancaires, dont deux sont la propriété de banques scandinaves, sont placés sous la surveillance directe de la Banque centrale européenne (BCE). La Lettonie bénéficie du mécanisme de résolution unique (MRU), qui offre à l'échelle de l'Union européenne un cadre de résolution ordonnée des défaillances de grands établissements bancaires. Les banques lettones de taille plus modeste sont placées sous la surveillance de la Commission des marchés de capitaux (FKTK, *Finanšu un kapitāla tirgus komisija*) de la Lettonie. C'est elle qui met en œuvre la politique macroprudentielle, en consultation avec la Banque de Lettonie (*Latvijas Banka*) et le ministère des Finances. Ensemble, ils forment le Conseil macroprudentiel, un organisme consultatif qui peut formuler des recommandations non contraignantes suivant le principe « se conformer ou s'expliquer ».

Tableau 3. Le secteur bancaire letton est solide

Sélection d'indicateurs prudentiels et d'indicateurs de performance
Pourcentage, 2016 (dernier trimestre connu)

	Lettonie	Moyenne de l'UE ^a	Exigences minimales
Ratio de fonds propres totaux	21	18	11
Ratio de fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	18	14	8
Ratio de levier ^b	9		3 ¹
Ratio de liquidité ^c	61		30
Ratio de CDL ^d	4	5	
Taux de couverture des CDL ^e	89	44	
Ratio prêts/dépôts	71	122	
Rendement des capitaux propres ^f	14	6	

1. Proposition.

a) Moyenne, à la fin du mois de juin 2016, d'un échantillon constitué de grandes banques représentant environ 85 % du secteur bancaire de l'Union européenne (UE) [voir EBA (2016c)].

b) Rapport entre les fonds propres de catégorie 1 et les actifs totaux non pondérés par les risques (exprimé en pourcentage).

c) Rapport entre les actifs liquides et les exigibilités (d'une échéance maximale de 30 jours), sachant que les actifs liquides correspondent à la somme de l'encaisse, des créances sur les banques centrales et autres établissements de crédit, des titres de créance émis par des administrations centrales et des autres titres de créance liquides, et que les exigibilités correspondent à la somme des engagements en souffrance et des éléments de passif ayant une échéance résiduelle inférieure ou égale à 30 jours.

d) Rapport entre les créances douteuses ou litigieuses (CDL) – c'est-à-dire les prêts en souffrance depuis plus de 90 jours – et l'ensemble des prêts.

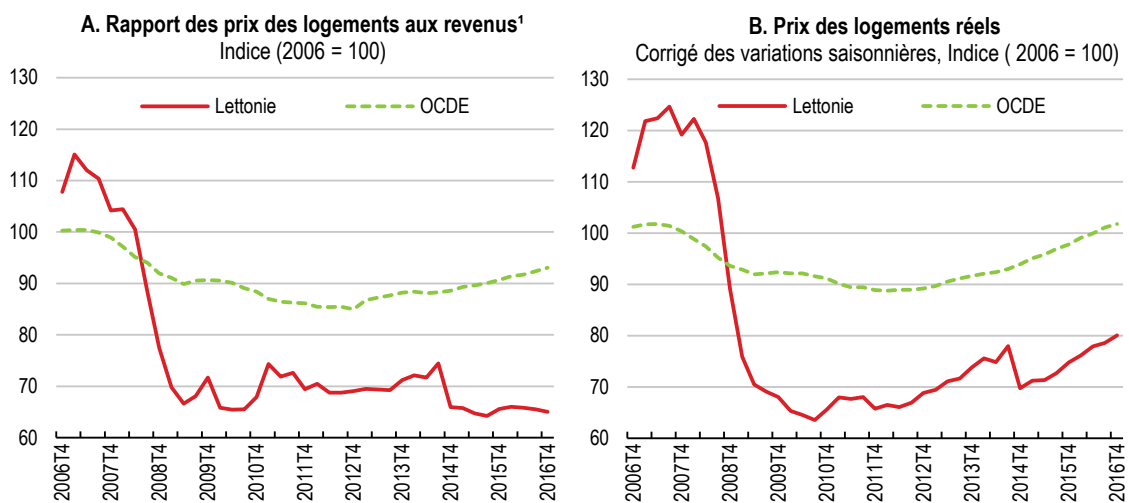
e) Taux de couverture des créances douteuses ou litigieuses (rapport entre les provisions constituées au titre du principal des prêts en souffrance depuis plus de 90 jours et le montant de ces prêts).

f) Montant annualisé du résultat (bénéfice ou perte) sur la période considérée rapporté au montant moyen des capitaux propres (sachant que les succursales de banques étrangères ne sont pas prises en compte dans ce calcul).

Source : Commission des marchés de capitaux (FKTK, *Finanšu un kapitāla tirgus komisija*) de la Lettonie ; et Autorité bancaire européenne (ABE).

Les prix des logements ont augmenté en Lettonie ces dernières années, mais cette progression a été peu ou prou parallèle à celle des revenus (graphique 16). La demande de logements a été renforcée par la diminution des apports personnels exigés. Le crédit aux ménages se caractérise cependant par sa modération, ce qui laisse à penser que les risques qui pèsent sur le secteur financier à cet égard sont limités. La faiblesse des revenus de nombreux ménages lettons et le durcissement des critères d'octroi des prêts observé depuis la crise ont empêché les ménages modestes d'acquérir des logements neufs, alors que le marché du logement locatif privé est insuffisamment développé. Par conséquent, en dépit de la faiblesse des prix immobiliers, l'accès des ménages aux revenus faibles ou moyens à un logement de qualité reste financièrement difficiles (voir ci-après). Un programme public fournissant des garanties d'emprunt aux familles avec enfants qui contractent des prêts hypothécaires au logement atténue ces difficultés dans une certaine mesure, mais il risque aussi de contribuer à faire monter les prix en renforçant la demande de biens immobiliers d'habitation.

Graphique 16. Les prix des logements ont augmenté parallèlement aux revenus

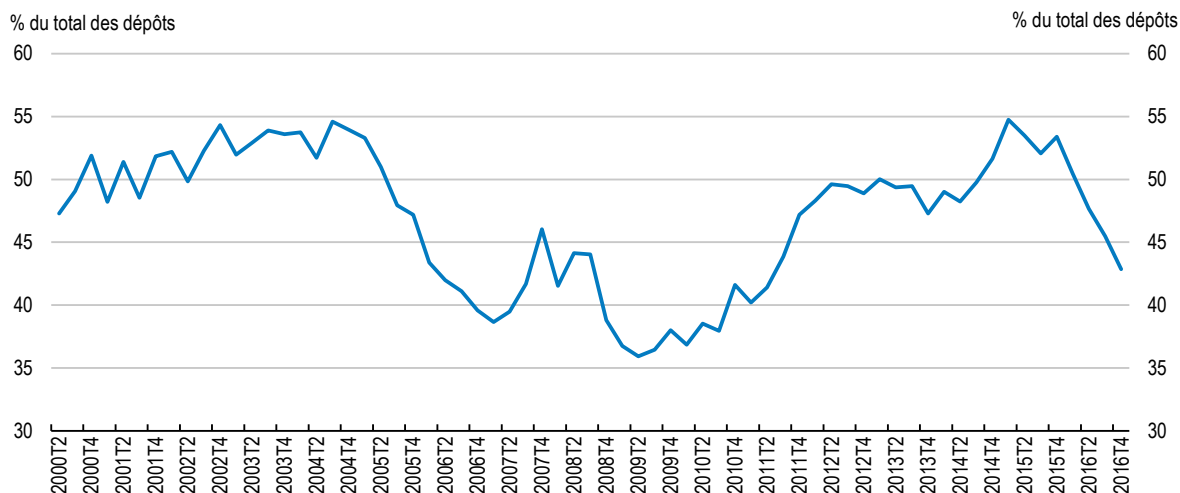


1. On obtient ce ratio en divisant le prix nominal des logements par le revenu disponible nominal par habitant.

Source : OCDE (2017), *Indicateurs analytiques des prix des logements* (base de données).

Les dépôts étrangers auprès des banques lettones, liés essentiellement aux relations économiques entre la Lettonie et la Russie, représentaient environ 43 % des dépôts totaux à la fin de 2016. Ils ont diminué depuis 2015 à la suite de l'adoption de règles plus strictes concernant la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (graphique 17). Ces règles seront encore durcies en 2017. L'incertitude grandissante liée aux risques géopolitiques et la poursuite de l'affaiblissement des économies de la Communauté d'États indépendants (CEI) pourraient entraîner de nouveaux retraits de dépôts étrangers. Elles pourraient également dégrader la rentabilité des banques, dans la mesure où celles qui acceptent des dépôts étrangers détiennent des créances sur les pays de la CEI et que certaines pourraient se trouver dans l'obligation, *in fine*, de réduire la taille de leur activité. Néanmoins, ces banques sont soumises à des exigences plus strictes en matière de fonds propres et de liquidité, et les tests de résistance réalisés par la Banque de Lettonie laissent à penser qu'elles sont en mesure de faire face à des retraits de grande ampleur.

Graphique 17. La part des dépôts étrangers est considérable



Source : Commission des marchés de capitaux (FKTK, *Finanšu un kapitāla tirgus komisija*).

Les autorités budgétaires doivent prendre en compte des priorités urgentes en matière de politiques structurelles et sociales

La Lettonie est dotée d'un cadre budgétaire rigoureux, qui repose sur un conseil budgétaire indépendant et des règles budgétaires nationales transparentes définies dans la loi sur la discipline budgétaire. Le conseil budgétaire vérifie périodiquement le respect des obligations de cette loi et prépare un rapport annuel qui est soumis au parlement, en même temps que le projet de loi sur le cadre budgétaire à moyen terme. Ce cadre institutionnel devrait être un moyen efficace pour maintenir l'augmentation des dépenses publiques à un niveau compatible avec la viabilité budgétaire (Economic Survey of Latvia 2015, OECD, 2015a).

La planification budgétaire de la Lettonie est soumise à des règles de solde budgétaire structurel, conformément aux dispositions du Pacte de stabilité et de croissance (PSC) de l'Union européenne. L'objectif de déficit structurel à moyen terme correspondant au PSC est de 1 % du PIB. Compte tenu de la récente réforme des retraites et de la santé, le gouvernement exploitera pleinement les marges d'écart autorisées au titre du mécanisme de flexibilité prévu dans le Pacte de stabilité et de croissance (PSC) jusqu'en 2019. Cela dit, les règles nationales vont plus loin puisqu'elles limitent le déficit structurel à 0.5 % du PIB. Celles-ci n'ont actuellement pas d'effet contraignant puisque les autorités nationales estiment pour le moment que le déficit structurel sera inférieur. L'application rigoureuse des règles budgétaires a permis de maintenir la dette publique de la Lettonie à proximité de 40 % du PIB, soit un niveau nettement inférieur à la limite fixée par la loi sur la discipline budgétaire (60 %). Des réformes importantes sont en cours pour améliorer l'efficacité du secteur public (tableau 4). Les perspectives à long terme sont bonnes, dans la mesure où l'augmentation attendue des dépenses liées au vieillissement démographique est modeste, compte tenu des réformes antérieures qui ont réduit la générosité des retraites versées par l'État. Néanmoins, le taux de pauvreté est élevé parmi les retraités et risque d'augmenter, dans la mesure où les taux de remplacement assurés par les pensions devraient diminuer.

L'orientation de la politique budgétaire devrait être modérément expansionniste à court terme. Le budget 2017 prévoit 0.3 point de PIB de dépenses supplémentaires destinées à améliorer l'accès aux soins de santé. Le gouvernement a également amélioré l'accès à l'aide sociale pour les familles avec enfants et augmenté les prestations servies à partir du troisième enfant et ultérieurement. L'investissement public devrait

également se renforcer grâce au décaissement de nouveaux financements de l'UE. Il s'agit là de mesures bienvenues, qui n'épuisent pas totalement les marges de manœuvre offertes par les règles budgétaires.

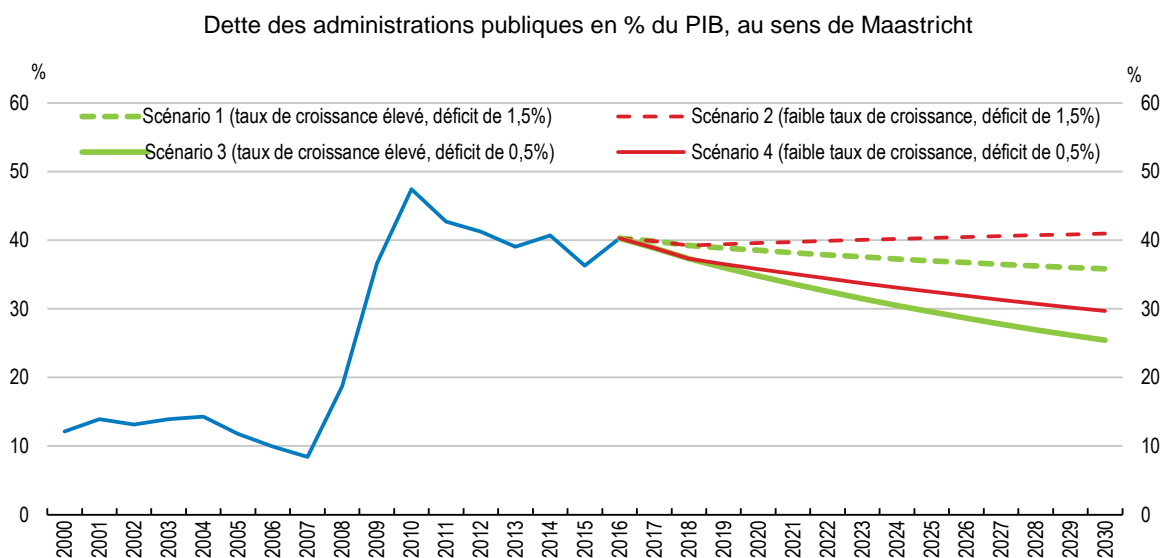
Tableau 4. Mise en œuvre des recommandations visant à améliorer l'efficacité du secteur public

Recommandations antérieures de l'OCDE	Mesures prises
Évaluer régulièrement et de manière coordonnée les problèmes de productivité et utiliser les résultats de ces évaluations en vue d'une réforme de la réglementation.	Le gouvernement envisage de mettre en place un Conseil national de la productivité en 2018, afin d'améliorer l'évaluation coordonnée et régulière des problèmes de productivité. La Commission européenne, l'OCDE ainsi que des représentants de l'administration publique, du parlement, des milieux universitaires et des partenaires sociaux lettons ont été consultés, afin que cet organe soit mis en place de manière aussi efficace que possible.
Ramener les ressources financières de la Cour des comptes au moins à leur niveau d'avant la crise.	La dotation de la Cour des comptes a été portée dans le budget 2017 à 5.9 millions EUR, ce qui reste inférieur de 11 % au niveau de 2008.
Renforcer les analyses d'impact de la réglementation en réduisant les procédures accélérées d'évaluation des nouveaux instruments de réglementation et en élaborant des méthodes pour sélectionner les projets de textes devant faire l'objet d'un examen approfondi.	Des amendements visant à améliorer le cadre de l'analyse d'impact <i>ex ante</i> de la réglementation ont été rédigés en 2016. Leur approbation en Conseil des ministres devrait intervenir en 2017. Un rapport théorique proposant un cadre d'évaluation <i>ex post</i> a été approuvé en 2016. Deux projets pilotes sont lancés en 2017 pour mettre au point la méthode d'évaluation.
Mettre en place un système de comptes rendus périodiques sur l'évolution des dépenses à long terme et sur l'adéquation des programmes sociaux, comme les systèmes de retraite et de soins de santé.	Des projections budgétaires à long terme concernant les assurances sociales sont établies régulièrement et utilisées pour la prise des décisions politiques, les analyses et le suivi, de manière à assurer la stabilité à long terme du système. Le ministère de la Santé a élaboré des estimations de financement des soins de santé pour la période 2017-2023. Ce type de projections figurera dans le rapport sur le vieillissement (<i>Ageing Report</i>) que doit publier en 2018 la Commission européenne.
Veiller à ce que les collectivités locales aient des ressources et une autonomie suffisantes, en augmentant leurs rentrées fiscales, en réduisant la part des dotations affectées et en affinant le système de péréquation.	Une nouvelle loi sur la péréquation financière renforçant l'autonomie des collectivités locales a été adoptée en 2016.
Moderniser la gestion des ressources humaines en développant davantage le système de rémunération liée aux résultats.	Des dispositions législatives de 2016 visent à réduire les écarts de rémunération entre les secteurs public et privé. Un projet pilote d'élaboration d'un nouveau système de rémunération sera évalué d'ici à septembre 2017. Le principe d'une rémunération supplémentaire des experts clés a été acté. Des amendements législatifs seront préparés afin de mettre en place des dispositions complémentaires destinées à conditionner la rémunération à des indicateurs de performance et à réduire les écarts salariaux. Un programme global de perfectionnement des hauts responsables de l'administration publique a été mis en place en 2016. La gestion des performances constitue la thématique de ce programme pour 2017.
Renforcer la transparence des procédures de passation des marchés publics en veillant à l'indépendance des instances chargées de la lutte contre la corruption et en formulant des conseils pratiques sur la prévention des conflits d'intérêts.	Une évaluation de la mise en œuvre de loi sur la prévention des conflits d'intérêt doit être réalisée en 2017. Un groupe de travail a été mis sur pied par le parlement. Le Bureau de prévention et de répression de la corruption (KNAB, <i>Korupcijas novēršanas un apkarošanas birojs</i>) a dispensé une formation aux agents de l'État sur la prévention des conflits d'intérêts, l'éthique et le contrôle interne en 2016. L'indépendance du KNAB a été renforcée en 2016, dans la mesure où le droit de contrôle des décisions du KNAB dont dispose le Premier Ministre a été limité.

Il y aurait lieu d'exploiter pleinement les marges de manœuvre budgétaires prévues au titre du PSC et de son mécanisme de flexibilité pour financer des réformes structurelles, y compris au-delà de 2019. Cela permettrait de soutenir des politiques publiques qui stimulent une croissance économique bénéficiant à tous. Si l'on pose l'hypothèse d'une faible croissance du PIB nominal de 3.5 % par an, un déficit de 1.5 % du PIB laisserait le ratio dette/PIB peu ou prou inchangé jusqu'en 2030. Dans l'hypothèse, maintenant,

d'une croissance plus forte du PIB nominal, de 4.5 % par an, un déficit public stabilisé à 1.5 % du PIB permettrait à la dette publique de reculer sous la barre des 40 % du produit intérieur brut (graphique 18). La faiblesse actuelle des taux d'intérêt offre un contexte opportun à court terme pour investir dans des infrastructures économiques et sociales de nature à favoriser une croissance inclusive sans faire augmenter le ratio dette/PIB (OCDE, 2016h). La situation macroéconomique actuelle est compatible avec une hausse des dépenses publiques, compte tenu de la faiblesse persistante de l'inflation et de la croissance du crédit, de l'atonie de l'investissement et de l'excédent de la balance des paiements courants. Qui plus est, un chapitre spécial de l'*Étude économique* de 2015 sur la Lettonie (OCDE, 2015a), consacré à l'efficacité du secteur public, n'a pas permis d'identifier de possibilités de coupes substantielles dans les dépenses publiques, celles-ci étant déjà d'un montant faible. Si les dépenses sociales ne ciblent pas les plus pauvres, elles sont d'un montant modeste et consistent essentiellement en pensions de retraite et en prestations de chômage, qui sont des prestations universelles.

Graphique 18. La dette publique peut être maintenue à un bas niveau même si le déficit augmente



Note : On suppose que la croissance du PIB évolue conformément aux prévisions présentées dans le n° 101 des *Perspectives économiques de l'OCDE* jusqu'en 2018. Ensuite, on pose l'hypothèse que le PIB nominal augmente de 4.5 % (croissance forte) ou de 3.5 % (croissance faible). Par ailleurs, on part du principe que le déficit s'établit au niveau du plafond prévu par la règle budgétaire, en envisageant un scénario fondé sur le plafond actuel de 0.5 % du PIB et un autre dans lequel ce plafond est relevé à 1.5 % du PIB.

Sources : calculs fondés sur OCDE (2016), *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 100, Volume 2016 Numéro 2 ; et OCDE (2017), *Perspectives économiques de l'OCDE : Statistiques et projections* (base de données).

Le gouvernement prévoit d'augmenter de 90 % les prestations d'aide sociale soumises à conditions de ressources, aujourd'hui d'un montant très faible, pour les porter à 20 % du revenu médian (94 euros par mois pour le premier adulte). En l'état actuel des mesures prévues, le versement de l'aide sociale resterait de la compétence des communes. L'État quant à lui soutiendra les retraités modestes en relevant en conséquence la pension de vieillesse. Il augmentera également les pensions des retraités ayant eu une longue carrière. Il est à noter que les dépenses de transferts sociaux sont plus élevées dans les communes pauvres, alors que leurs rentrées fiscales sont plus faibles. Aussi est-il important de progresser encore dans la lutte contre l'économie informelle pour renforcer l'efficacité des critères de ressources appliqués, de façon à garantir que les prestations sociales accordées sous conditions de ressources ciblent bel et bien les plus modestes.

Il est essentiel que soient mises en œuvre différentes réformes structurelles prioritaires pour favoriser une croissance inclusive, et cela passe par une augmentation des financements publics. En particulier s'agissant des services de santé, il faudrait que soit diminué le reste à charge payé par les patients, notamment les plus modestes. L'accès au système d'enseignement et de formation professionnels, l'enseignement supérieur et le financement des politiques actives du marché du travail (PAMT) doivent par ailleurs s'améliorer. Il faut également investir dans l'infrastructure routière. Des mesures sont nécessaires pour accroître l'offre de logements locatifs à bas coût dans les régions où l'accès à l'emploi est satisfaisant. Ce point est examiné de manière plus approfondie ci-après.

Une réforme des impôts pourrait rendre la croissance plus inclusive et permettre de collecter davantage de recettes

Le gouvernement prévoit de réformer l'impôt sur le revenu des personnes physiques et l'impôt sur les sociétés, dans le cadre d'une vaste réforme fiscale. Il prévoit de ramener le taux de base de l'impôt sur le revenu des personnes physiques de 23 % à 20 % pour les revenus jusqu'à 45 000 euros par an. Il prévoit également de relever le taux de l'impôt sur les sociétés de 15 % à 20 %. Néanmoins, les bénéfices non distribués feraient l'objet d'une exonération intégrale, ce qui transformerait de fait l'impôt sur les sociétés en prélèvement sur les bénéfices distribués, comme en Estonie voisine. Une diminution de l'impôt sur le revenu des personnes physiques allègerait la fiscalité du travail, ce qu'il convient de saluer. Néanmoins, compte tenu de l'ampleur de la pauvreté, il serait sans doute préférable de cibler ces réductions d'impôt sur les bas salaires.

La réforme prévue de l'impôt sur les sociétés pourrait stimuler l'investissement en donnant un coup de pouce aux bénéfices non distribués, principale source de financement de l'investissement des entreprises. Cela étant, son taux actuel est déjà bas et il est assorti d'un généreux dispositif d'amortissement fiscal accéléré. Cette réforme pourrait également réduire dans une certaine mesure les coûts administratifs imposés aux entreprises (Staehr, 2014). En Estonie, la réaction des entreprises à ce système d'imposition a consisté dans une large mesure à accumuler des liquidités, plutôt qu'à investir dans des actifs fixes (Hazak, 2009). Il se peut que ce système ait eu des effets positifs sur l'investissement et la productivité de certaines entreprises (Masso, 2013), mais il est impossible de démontrer qu'il ait eu des effets positifs sur le plan macroéconomique (Staehr, 2014).

Le gouvernement estime dans le budget le coût du train de réformes fiscales prévu à 0.7 % du PIB, ce qui réduirait ses marges de manœuvre pour financer des dépenses prioritaires visant à améliorer l'accès aux soins de santé et à l'éducation. Néanmoins, les risques que fait peser sur les recettes la réforme prévue de l'impôt sur les sociétés pourraient être nettement plus importants.

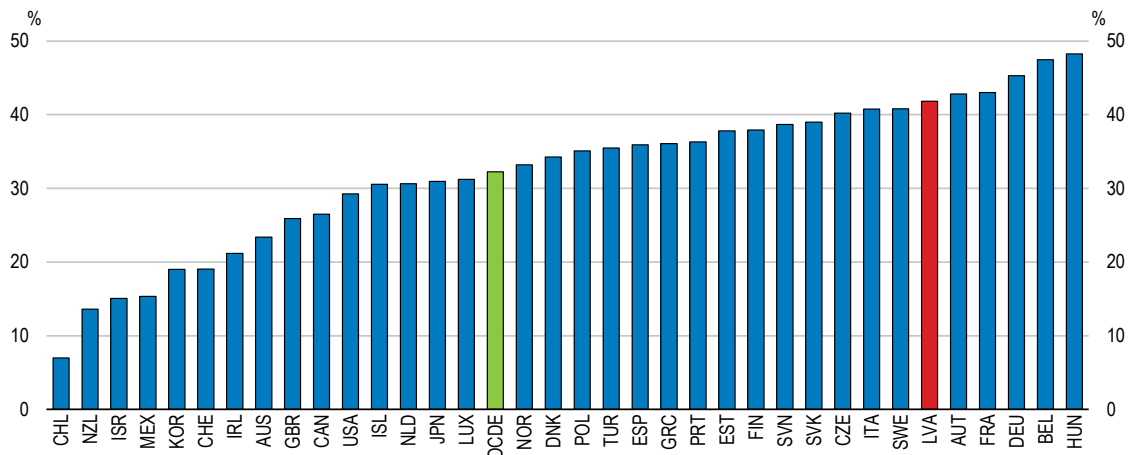
Des mesures destinées à éliminer les exonérations fiscales accordées aux entreprises pourraient permettre de renforcer les recettes et d'éviter des effets non désirés de contre-incitation au développement des entreprises. Le régime fiscal des microentreprises permet aux petites entreprises satisfaisant à certaines conditions de bénéficier d'une exonération d'impôt sur les sociétés et de cotisations de sécurité sociale, sachant qu'elles acquittent en lieu et place une taxe modeste sur leur chiffre d'affaires. Ce dispositif incite les entreprises à conserver une petite taille ou à maintenir une partie de leurs activités dans le secteur informel pour bénéficier d'une fiscalité allégée, ce qui est préjudiciable à l'inclusivité. Les nouvelles entreprises financées par du capital-risque acquittent un faible impôt forfaitaire par salarié, qui est régressif. Les salariés de ces jeunes entreprises ne sont couverts ni par le système d'assurance chômage, ni par le système d'assurance vieillesse. Ces allègements fiscaux devraient être supprimés. Les pouvoirs publics devraient limiter dans le temps tout avantage fiscal accordé aux jeunes entreprises, afin de réduire ses effets dissuasifs en matière de développement, et garantir à leurs effectifs une couverture intégrale par le système de sécurité sociale. Il existe également des crédits d'impôt généreux et des exonérations en

faveur des zones économiques spéciales, principalement dans les ports, où s'applique une exemption totale d'impôt sur les sociétés.

Le gouvernement a pris des mesures pour alléger les prélèvements sur les faibles revenus d'activité et augmenté les droits d'accise et les taxes environnementales, comme cela avait été recommandé dans l'*Étude économique* de 2015 consacrée à la Lettonie (OCDE, 2015a, Table 5). Ces initiatives sont bienvenues. Le coin fiscal sur le travail est en effet élevé, même s'il est vrai que le graphique 19 ne tient pas compte de ses toutes dernières diminutions. Réduire encore le coin fiscal élevé sur les faibles revenus d'activité (graphique 19) pourrait avoir des effets particulièrement bénéfiques en Lettonie : cela pourrait faire reculer le chômage et le travail non déclaré, tout en atténuant l'émigration des jeunes travailleurs, dont les salaires tendent à être faibles. En vertu de dispositions législatives récentes, l'abattement à la base de l'impôt sur le revenu accordé aux ménages modestes a été revu à la hausse. Cet abattement est maintenant dégressif avec le revenu. L'impôt de solidarité prélevé sur les hauts salaires introduit également une dose de progressivité dans le régime d'imposition des revenus des personnes physiques, ce qui est une bonne chose compte tenu de l'ampleur des inégalités de revenus. Les travailleurs doivent toutefois solliciter le bénéfice de l'abattement à la base, et les personnes dont les revenus d'activité sont faibles sont susceptibles de ne pas le faire. En outre, les allègements d'impôt sur le revenu des personnes physiques constituent des instruments moins efficaces de réduction des prélèvements sur les plus bas salaires, car à ce niveau de rémunération, les travailleurs ne paient généralement pas d'impôts, ou très peu. En revanche, les cotisations de sécurité sociale doivent être acquittées dès le premier euro. Par conséquent, réduire les cotisations de sécurité sociale prélevées sur les bas salaires constituerait un moyen particulièrement efficace de favoriser l'emploi formel de ces travailleurs, et renforcerait l'inclusivité du système d'imposition. Ainsi, en Colombie, la réduction des prélèvements sur les salaires s'est traduite par une augmentation sensible de l'emploi formel à court terme (Bernal, Eslava and Meléndez, 2015 ; Medina and Morales, 2016). Cela dit, dans le cadre du système public de retraite à cotisations définies de la Lettonie, les pensions versées sont liées aux cotisations. Or, il ne faudrait pas qu'une diminution des cotisations de sécurité sociale débouche sur une réduction des droits à pension, dans la mesure où les taux de remplacement assurés par les retraites sont faibles. Une autre option consisterait à mettre en place un crédit d'impôt sur les revenus d'activité pour les ménages à faibles revenus.

Graphique 19. Les revenus du travail sont lourdement imposés

Pourcentage de la rémunération totale du travail, célibataire sans enfant rémunéré à hauteur de 67 % du salaire moyen, 2016



Note: La charge fiscale pesant sur le travail correspond à la somme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, des cotisations salariales et patronales de sécurité sociale, ainsi que des éventuels prélèvements sur les salaires, diminuée des transferts en espèces.

Source : OCDE (2017), *Statistiques fiscales de l'OCDE* (base de données).

Tableau 5. Mise en œuvre des recommandations concernant le système d'imposition

Recommandations antérieures de l'OCDE	Mesures prises
Alléger l'imposition des faibles revenus d'activité.	Depuis 2016, il existe un revenu minimum garanti non imposable différencié, le montant exonéré d'impôt étant plus élevé pour les personnes à faibles revenus (160 EUR par mois pour les plus bas salaires). Le montant de l'allocation mensuelle pour personne à charge a été porté de 165 EUR à 175 EUR.
Dégager des recettes supplémentaires en augmentant les taxes foncières et liées à l'environnement. Relever les taux des taxes sur les produits énergétiques en fonction de leur teneur en carbone. Supprimer progressivement les subventions aux combustibles préjudiciables à l'environnement.	En 2015 et 2016, les taux des droits d'accises sur l'alcool, le tabac et plusieurs produits pétroliers ont été relevés et leur assiette a été élargie. Les taux des droits d'accise augmenteront progressivement jusqu'en 2018. Les taxes sur les automobiles et les motocycles ont été supprimées en 2017 et remplacées par la taxe sur l'utilisation des véhicules, dont les taux sont fondés sur les émissions de CO ₂ . L'exonération fiscale relative aux dépenses d'électricité a été supprimée. Les taux de la taxe sur l'extraction de ressources naturelles ont fait l'objet d'une hausse de l'ordre de 25-29 % pour plusieurs catégories de minéraux et de sols. Les taxes d'élimination des déchets municipaux ont été revues à la hausse pour les déchets dangereux et les déchets de production. Les taux d'imposition des activités émettrices de CO ₂ et des biens préjudiciables à l'environnement ont été relevés.

La réforme fiscale à venir prévoit de porter le taux d'imposition des revenus du capital perçus par les ménages (tels que les revenus d'intérêts) à 20 %, c'est-à-dire au même taux que leurs autres revenus. Cette mesure va dans le bon sens étant donné que les revenus du capital perçus par les ménages sont moins imposés que leurs autres revenus. Sachant qu'une faible imposition de ce type de revenus tend à favoriser les ménages aisés, elle réduit du même coup l'inclusivité du système fiscal. Or, il est important que le système d'imposition soit inclusif, compte tenu de l'ampleur des inégalités de revenus. Par ailleurs, il est possible d'alourdir la fiscalité de l'énergie et des biens immobiliers, notamment en rapprochant les valeurs cadastrales des valeurs de marché actuelles. Néanmoins, compte tenu du taux élevé de propriétaires occupants, même parmi les ménages à faibles revenus, cela pourrait s'accompagner de l'introduction d'une exonération fiscale applicable jusqu'à une valeur plafond adaptée. Il serait également possible de relever encore les taxes prélevées sur l'alcool et le tabac.

Encourager les entreprises et les actifs à déclarer leur activité économique

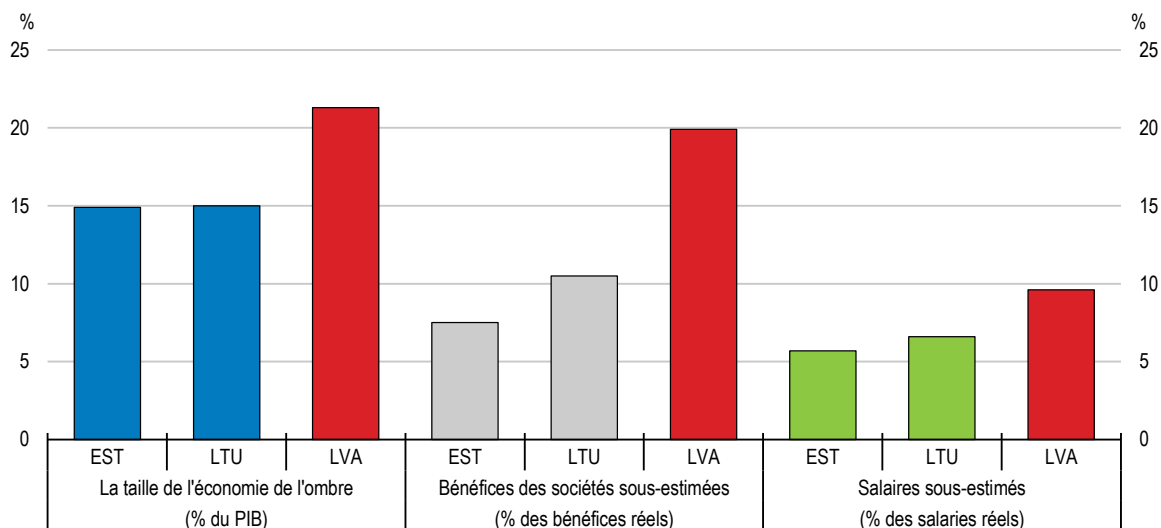
Les activités informelles sont un phénomène généralisé. S'il est difficile d'appréhender la taille exacte du secteur informel, on a estimé en 2015 qu'il représentait plus de 20 % du PIB (graphique 20). Les autorités ont déployé des efforts considérables pour améliorer le recouvrement de l'impôt en intensifiant les contrôles fiscaux des particuliers et des entreprises opérant dans des secteurs où l'activité informelle est répandue, en introduisant des sanctions pénales à l'encontre des employeurs versant des salaires sans les déclarer, en renforçant les contrôles, les ressources et la coordination entre les autorités compétentes (administration fiscale, inspection du travail et douanes), en percevant des amendes et en étendant la responsabilité personnelle des administrateurs de société. Ces mesures ont permis d'enregistrer plus de recettes fiscales, dont le montant a été estimé à 31 % du PIB pour 2016, contre 29 % en 2015 (graphique 21).

Afin de fournir les services sociaux essentiels et de réduire la ponction fiscale sur les bas salaires, le gouvernement a pour objectif d'augmenter encore les recettes fiscales. Il envisage de mieux mettre à profit les technologies de l'information et de la communication pour faire appliquer le droit fiscal, ce qu'il convient de saluer. Il prévoit d'imposer l'utilisation de caisses enregistreuses électroniques. Le gouvernement prévoit également de lutter contre la fraude fiscale dans le secteur du commerce en ligne et

de permettre l'échange électronique de renseignements entre les établissements de crédit et l'administration fiscale.

Graphique 20. L'économie informelle est un phénomène de grande ampleur

Estimation de la taille de l'économie informelle et sous-déclaration des bénéfices de sociétés et des salaires, 2015

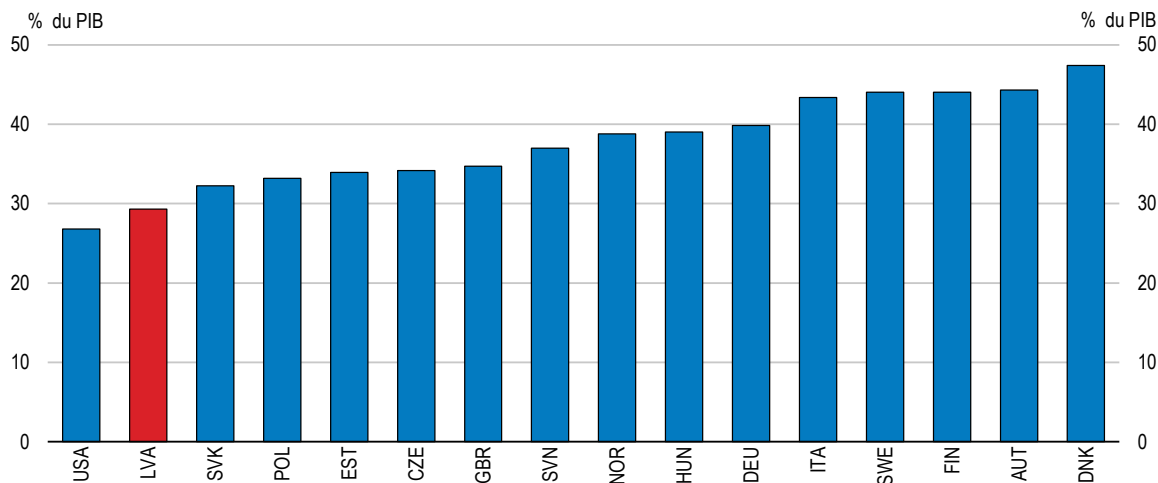


Note : La taille globale du secteur informel est extrapolée à partir de données recueillies au niveau des entreprises. Les montants de bénéfices de sociétés sous-déclarés et de salaires versés par des entreprises déclarées dans les trois pays baltes sont calculés à partir de données d'enquête.

Source : Putniņš, T. et A. Sauka (2016), « Shadow Economy Index for the Baltic Countries », *Stockholm School of Economics in Riga (SSE Riga)*.

Graphique 21. Les recettes fiscales sont d'un faible montant

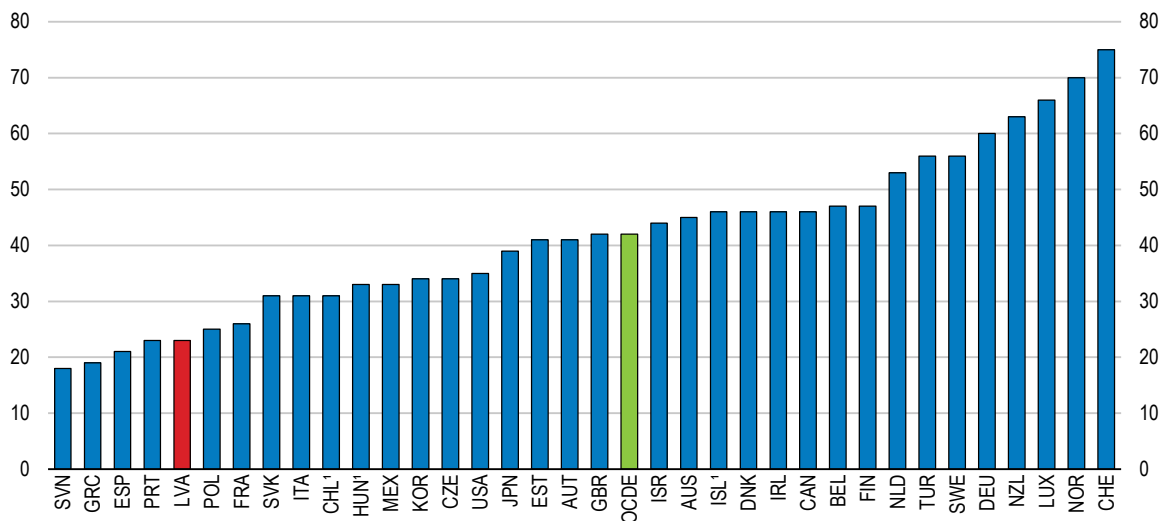
2015



Source : OCDE (2017), *Perspectives économiques de l'OCDE : Statistiques et projections* (base de données) ; OCDE, *Statistiques sur les comptes nationaux* (base de données).

Cela étant, des mesures plus fondamentales, qui inciteraient davantage les entreprises et les actifs à respecter leurs obligations fiscales, s'imposent. Le sentiment d'une faiblesse dans la gouvernance émousse la volonté de s'acquitter de ses impôts. Des enquêtes auprès de propriétaires et dirigeants d'entreprises montrent que leur degré d'acceptation de l'activité informelle est fortement corrélé à leur degré d'insatisfaction vis-à-vis de la législation sur les entreprises (Putnins and Sauka, 2016). Comparativement à ce que l'on observe en Estonie et en Lituanie, les entreprises lettones se montrent moins confiantes vis-à-vis de leurs administrations publiques (Putnins and Sauka, 2016). De même, la population en général n'a guère confiance dans la gouvernance publique (graphique 22). Or, le fait d'avoir plus confiance dans les autorités concourt à une plus grande discipline fiscale (Daude *et al.*, 2012). Torgler et Schneider (2007) ont montré qu'une meilleure gouvernance et des possibilités pour la population de participer plus directement à la vie de la cité disposent celle-ci davantage en faveur de l'impôt. Williams et Horodnic (2015) établissent un lien de dépendance entre l'économie informelle et la faible motivation à payer des impôts et concluent que toute action visant à lutter contre le secteur informel doit se concentrer sur les moyens de renforcer la confiance dans l'administration. On peut y parvenir en développant une plus grande justice procédurale, en renforçant la manière dont est perçue la notion de traitement impartial de tous les citoyens et en assurant un accès ouvert et équitable aux services publics.

Graphique 22. Le niveau de confiance dans l'administration est faible



Note : On mesure la confiance au pourcentage de réponses positives à la question : « Avez-vous confiance dans les autorités nationales ? » de l'enquête World Gallup Poll, 2014.

1. Les données relatives au Chili, à la Hongrie et à l'Islande portent sur 2013.

Source : OCDE (2015), *Panorama des administrations publiques 2015*.

Les réformes visant à une meilleure efficacité du secteur public ont été élargies à l'action du KNAB (Bureau de prévention et de répression de la corruption) (KNAB ; tableau 4 plus haut). Le budget de base du KNAB a augmenté en 2016 et 2017. Il faut y voir le signe de la détermination de la Lettonie à lutter contre la corruption et à éviter toute ingérence des responsables politiques dans ses travaux. Cela étant, il y a matière à améliorer encore les choses, notamment par une plus grande autonomie budgétaire. Le budget du KNAB est encore adopté sur proposition du Conseil des ministres et approuvé chaque année par le parlement, ce qui affaiblit son indépendance. Il importe que le KNAB ait une indépendance totale pour qu'il soit reconnu dans sa capacité à enquêter sur des faits de corruption dans les institutions.

Comme c'est le cas pour les autorités de la concurrence, il conviendrait de renforcer l'indépendance budgétaire par des dispositions visant à réduire le pouvoir discrétionnaire du gouvernement, ce qui peut

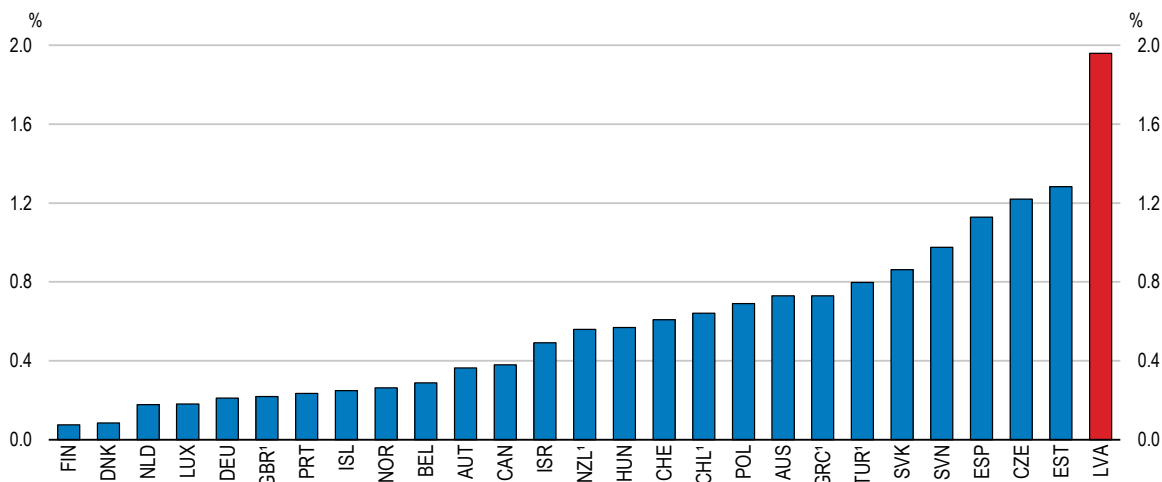
passer par l’attribution de dotations budgétaires pluriannuelles fixes et de sources de revenus fixes, notamment des taxes et commissions, voire par une combinaison de tous ces moyens (OECD, 2016i). De nombreux magistrats sont nommés par le parlement et peuvent donc être exposés à des influences politiques. Une indépendance accrue vis-à-vis du pouvoir politique dans les procédures de nomination des magistrats pourrait également améliorer la manière dont l’opinion perçoit la gouvernance. Aussi convient-il de saluer qu’une législation soit envisagée par le parlement pour renforcer l’indépendance du pouvoir judiciaire. On pourrait également renforcer les règles régissant l’implication des groupes de pression dans le processus législatif (Council of Europe, 2016). Enfin, un accès plus ouvert aux services sociaux essentiels, notamment aux services de santé, pourrait renforcer le sentiment d’équité et par conséquent, la volonté de travailler dans l’économie formelle (voir plus bas).

Le niveau élevé des frais de gestion réduit les droits à pension acquis par les salariés au titre du second pilier du régime de retraite

Depuis 2001, les jeunes actifs embauchés en Lettonie sont automatiquement affiliés au régime de retraite privé obligatoire du second pilier, qui complète le premier pilier du régime public. Une cotisation de 6 % est prélevée sur leur salaire pour alimenter un plan de retraite par capitalisation à gestion privée, choisi individuellement par chacun. Or, le niveau des frais de gestion prélevés par les gestionnaires privés, en particulier les frais excessifs liés à leurs activités de marketing, réduisent considérablement la rentabilité après correction des risques. En 2015, les frais de gestion des fonds de pension privés ont approché 2 % en 2015 (graphique 23), mais ils étaient légèrement inférieurs (1.6 %) pour les fonds du second pilier obligatoire. Leur niveau élevé entame le capital que les salariés accumulent dans le fonds tout au long de leur vie active. Compte tenu des taux de cotisation actuels et des taux de rentabilité corrigés, les actifs d’aujourd’hui devront considérablement revoir leur niveau de vie à la baisse une fois à la retraite.

Graphique 23. Le niveau élevé des frais de gestion diminue la rentabilité des régimes de retraite privés

En % des actifs sous mandat de gestion, 2015



1. Données de 2014 pour la Grèce et la Nouvelle-Zélande, de 2013 pour le Royaume-Uni et de 2011 pour le Chili et la Turquie.

Source : OCDE (2017), Base de données des statistiques de pensions de l’OCDE.

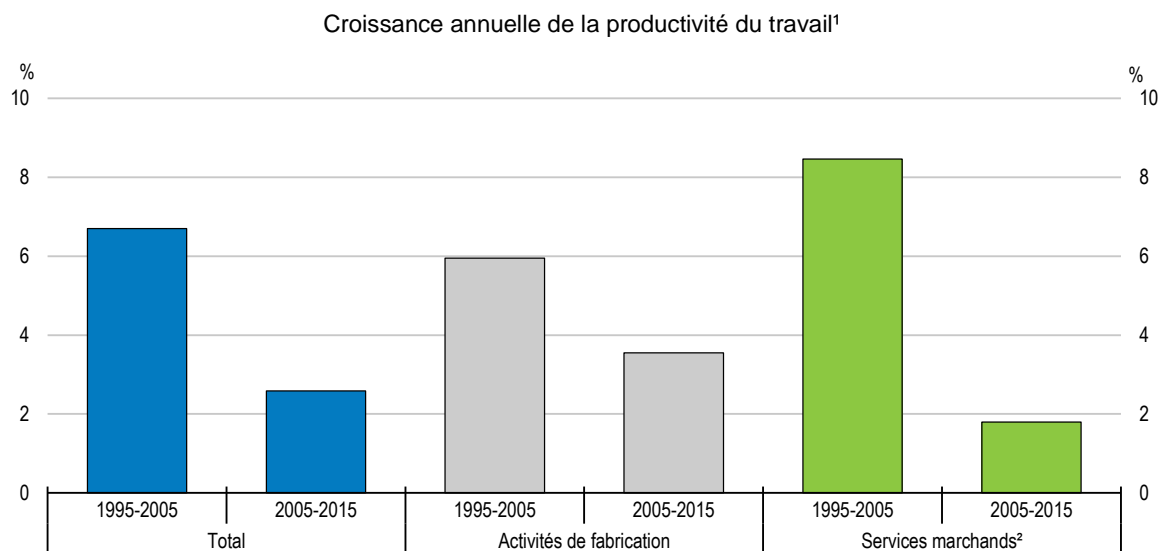
Certaines données d’observation indiquent que les activités de marketing des gestionnaires de fonds, dont l’objet est d’attirer des cotisants, ne sont d’aucune utilité pour les actifs (Hastings *et al.*, 2013). Ces activités ne font qu’augmenter les coûts et la puissance de ces prestataires sur le marché car ils assujettissent les salariés à des fonds de pension pour des raisons qui n’ont rien à voir avec leurs

performances, notamment les cotisants à revenu modeste. Bernstein et Micco (2003) montrent que dans une structure de marché oligopolistique, les fonds de pension sont incités à se lancer dans des activités de commercialisation qui réduisent les prestations servies mais génèrent des coûts, pour majorer leur marge bénéficiaire. Les propositions en cours de discussion en Lettonie sont d'abaisser le plafond de la commission pour frais généraux actuellement de 1 % et d'imposer des conditions plus strictes au prélèvement de frais plus élevés en fonction des performances. Ces mesures iraient dans le bon sens. Afin de réduire les frais et de dynamiser les taux de rentabilité nette dans les régimes du second pilier, l'Australie et la Suède, par exemple, ont mis en place un fonds de cotisation par défaut, peu onéreux (OECD, 2013a ; Tapia and Yermo, 2008), dans lequel investit le cotisant sauf s'il décide de lui-même d'investir ailleurs. Les frais de gestion de ces fonds sont maintenus à un niveau raisonnable grâce à des stratégies d'investissement passives et en évitant les frais de marketing. En Suède, ces fonds se sont avérés offrir de meilleurs taux de rentabilité que les fonds à gestion privée.

Améliorer les niveaux de vie nécessite de stimuler la productivité et l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales

La Lettonie a connu une solide croissance de sa productivité jusqu'au début des années 2000, mais celle-ci a ralenti considérablement au cours des dix dernières années, comme dans de nombreux pays de l'OCDE (graphique 24). Revigorer la productivité des entreprises lettones est un objectif essentiel pour que la Lettonie continue d'améliorer les niveaux de vie.

Graphique 24. La croissance de la productivité a marqué le pas



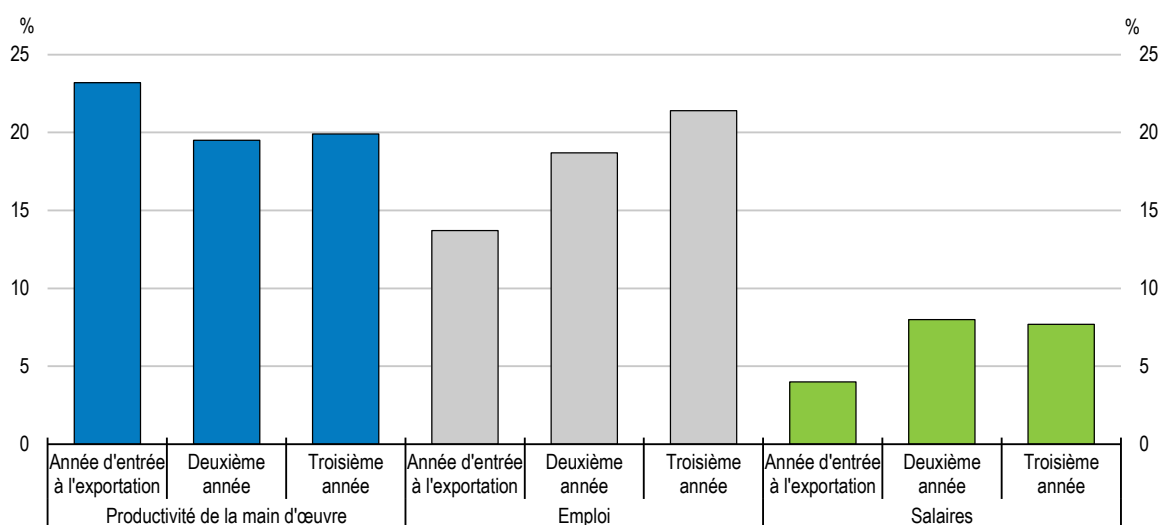
1. La croissance de la productivité du travail correspond à la variation de la valeur ajoutée brute par heure travaillée à prix constants.
2. Hors immobilier.

Source : OCDE (2017), *Statistiques de l'OCDE sur la productivité* (base de données).

En tant que petite économie ouverte, la Lettonie doit s'insérer dans l'économie mondiale pour doper sa productivité. Les échanges internationaux et l'investissement direct étranger (IDE) sont un canal pour le transfert des connaissances depuis les économies développées (Coe *et al.*, 2009 ; Alfaro, 2016). Les importations de biens intermédiaires stimulent la productivité parce qu'elles permettent aux entreprises de diversifier leur production et d'améliorer leur qualité (Amiti and Koning, 2007). L'intégration dans les

chaînes de valeur mondiales (CVM) intensifie les transferts de connaissances et la consommation de biens intermédiaires importés et permet également à la Lettonie de diversifier un peu plus encore ses exportations et de tirer profit de la demande mondiale. En effet, l'entrée sur les marchés étrangers donne un bon coup de fouet à la productivité, à l'emploi et aux salaires dans les entreprises lettones (graphique 25 ; Benkovskis *et al.*, 2017). C'est ainsi que les premières exportations augmentent la productivité du travail de plus de 23 % l'année-même de l'entrée sur les marchés étrangers. L'emploi et les salaires augmentent également respectivement de 21 % et 8 % au cours de la troisième année. Ces retombées sont particulièrement notables pour les entreprises susceptibles de participer à des activités à forte valeur ajoutée au sein des CVM, notamment en exportant des biens intermédiaires et des services à forte intensité de savoir (voir chapitre 1). Graphique 25. Les exportations font augmenter la productivité, l'emploi et les salaires dans les entreprises lettones

Différences de productivité, d'emploi et de salaires entre les entreprises exportatrices et non exportatrices après l'entrée sur les marchés étrangers



Note : Le graphique présente les différences de productivité, d'emploi et de salaires entre les entreprises ayant commencé à exporter et celles qui n'exportent pas. Si l'on compare les nouveaux entrants sur les marchés étrangers avec le sous-ensemble des entreprises non exportatrices de productivité et de taille initialement comparables à celles des nouveaux entrants, ces différences de résultats peuvent être interprétées comme un effet de causalité de l'entrée dans l'activité d'exportation. Voir encadré 2, chapitre 1, pour plus de précisions.

Source : Benkovskis *et al.* (2017), « Export and productivity in Global Value Chain: Evidences from Latvian and Estonian firms », Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE.

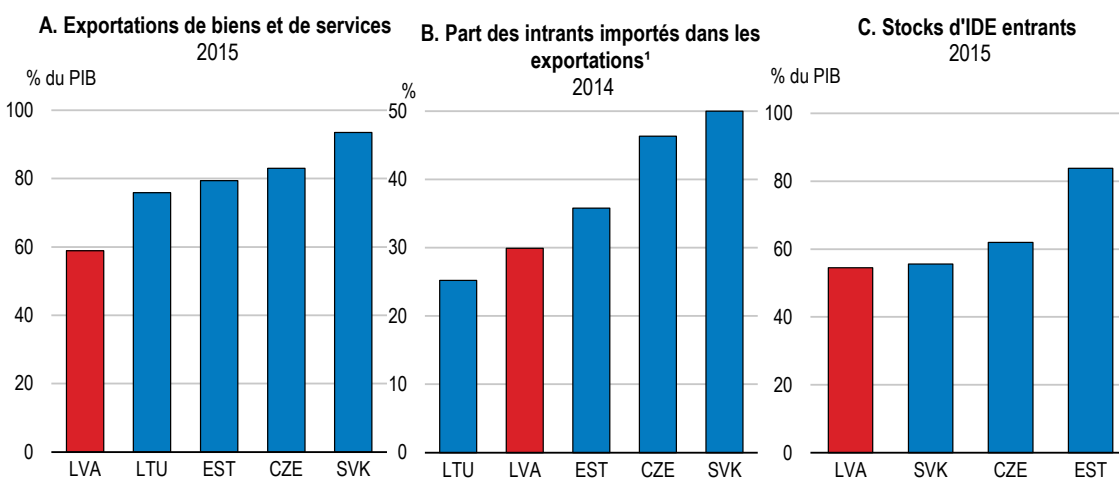
Seules quelques entreprises lettones exportent (6 %, ou encore 28 % des entreprises de plus de dix salariés en 2014), et elles sont encore moins nombreuses à participer aux CVM. L'intégration dans ces chaînes nécessite un important investissement au départ, notamment pour développer des capacités permettant de se conformer aux normes de qualité (OECD, 2013b ; Henson and Humphrey, 2010). Cet investissement fait effet d'obstacle à l'entrée sur les marchés étrangers des petites entreprises peu productives. Des mesures visant à supprimer les obstacles au redéploiement des ressources aideraient les entreprises à fort potentiel de croissance à attirer le capital et la main-d'œuvre dont elles ont besoin pour se développer. Elles permettraient ainsi à un plus grand nombre d'entreprises de participer aux CVM et d'être plus productives. En effet, le taux de productivité en Lettonie pourrait être jusqu'à 25 % supérieur si le capital, le travail et les autres facteurs étaient redéployés vers les entreprises plus productives (Benkovskis, 2015). Une telle réaffectation enclencherait un cercle vertueux d'amélioration des résultats à l'exportation et de la productivité puisqu'une productivité accrue dynamise également les résultats à l'exportation des entreprises.

L'ampleur des activités informelles constitue également un frein à la productivité puisque les entreprises de l'économie souterraine limitent volontairement leur taille et emploient des technologies de production obsolètes pour éviter d'être repérées (Dabla Norris *et al.*, 2007). L'économie informelle fait obstacle à l'efficacité allocative en donnant aux entreprises informelles un avantage de coût (Perry *et al.*, 2007). Les activités du secteur informel sont généralement concentrées dans des emplois peu qualifiés et peu payés et ne sont pas intégrées aux chaînes de valeur mondiales : c'est le cas du secteur de la construction, par exemple. Enfin, on estime que la productivité des emplois y est inférieure de 30 % en moyenne à celle du secteur formel letton (Putnins and Sauka, 2016).

Les échanges commerciaux et l'IDE sont peu développés

La Lettonie participe moins aux échanges que certains pays comparables (graphique 26, partie A). De même, elle ne consomme que peu de facteurs intermédiaires d'importation (graphique 26, partie B). Sa participation aux chaînes de valeur mondiales est inférieure à celle des autres états baltes et à certains pays d'Europe centrale (graphique 27). En 2014, la valeur ajoutée a ainsi été générée à 36,4 % grâce à la participation aux CVM, moins qu'en Estonie, en Lituanie et en Europe centrale.

Graphique 26. La Lettonie pourrait doper sa productivité grâce aux échanges et à l'IDE

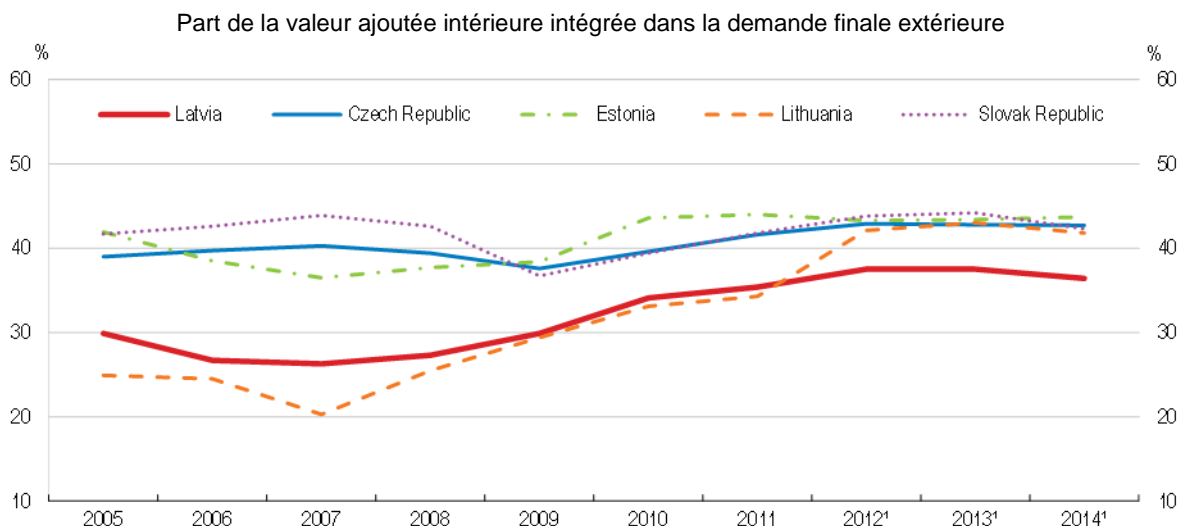


1. Calculs de l'OCDE à partir du tableau international des entrées-sorties (TIES) pour 2011 et de la base de données de l'OCDE sur le commerce bilatéral par industrie et catégorie d'utilisation finale (BTDixE).

Source : OCDE (2017), *Perspectives économiques de l'OCDE : Statistiques et projections* (base de données) ; base de données OCDE/OMC sur les *Statistiques du commerce en valeur ajoutée* (TiVa) ; base de données de l'OCDE sur les *Statistiques sur l'investissement direct international*.

Près d'un tiers des emplois en Lettonie sont soutenus par l'intégration dans les CVM (OECD, 2016b). Toutefois, la valeur ajoutée par personne employée découlant de cette intégration est faible comparée à celle des économies avancées de l'OCDE (graphique 28). L'explication tient en partie à l'intensité en capital intellectuel, la part des services à forte intensité de savoir intégrée dans les exportations lettones étant inférieure à ce qu'elle est en Estonie ou dans les économies avancées de l'OCDE (graphique 29). Afin de doper sa productivité et de créer plus d'emplois plus qualifiés, la Lettonie doit réorienter sa participation aux CVM vers des activités à plus forte valeur ajoutée telles que le développement de nouveaux produits, la fabrication de composants de pointe, ainsi que le marketing, le développement de marque ou le service à la clientèle (OECD, 2013b). Une plus large ouverture de ces métiers aux actifs des ménages modestes sera également un gage de plus grande cohésion sociale de la croissance.

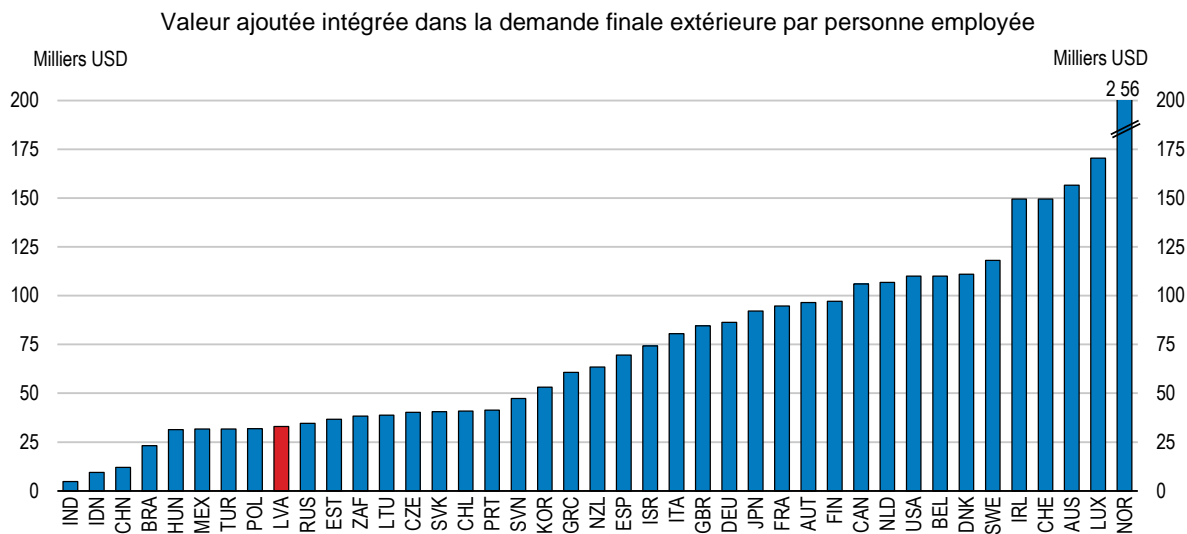
Graphique 27. La Lettonie participe moins aux chaînes de valeur mondiales que certains pays comparables



1. Les données postérieures à 2011 sont des estimations qui reposent sur le tableau international des entrées-sorties (TIES) pour 2011 et sur la base de données de l'OCDE sur le commerce bilatéral par industrie et catégorie d'utilisation finale (BTDIxE).

Source : Calculs de l'OCDE à partir de OCDE/OMC (2016), *Statistiques du commerce en valeur ajoutée* (base de données) ; OCDE (2016), *Statistiques sur les comptes nationaux* (base de données).

Graphique 28. La Lettonie tire peu de valeur ajoutée de sa participation aux CVM

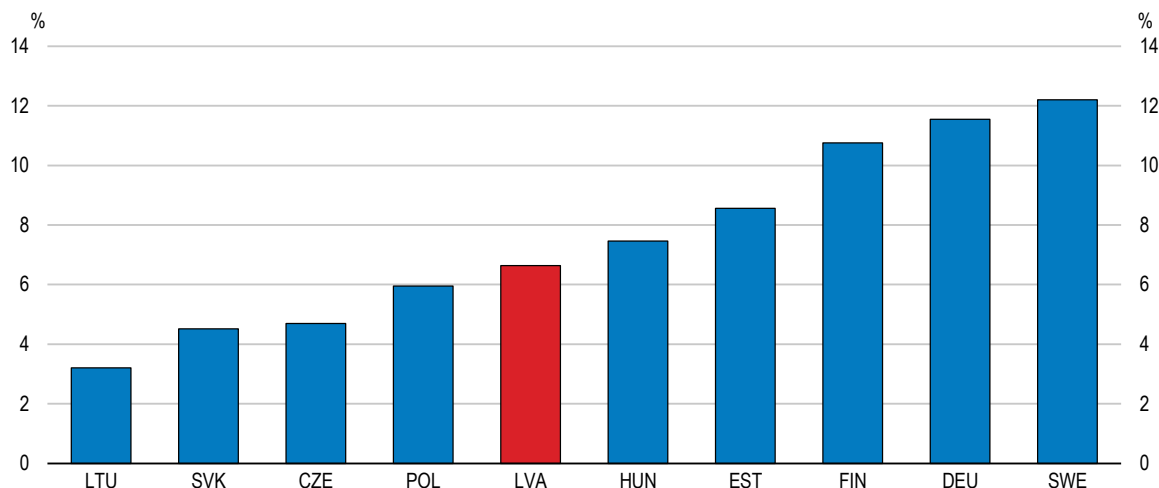


Note : La valeur ajoutée intégrée dans la demande finale extérieure par personne employée est calculée en divisant la valeur ajoutée absorbée dans la demande finale extérieure par le nombre d'emplois soutenus par cette demande. Les données portent sur l'année 2011.

Source : Calculs de l'OCDE à partir de OCDE/OMC (2016), *Statistiques du commerce en valeur ajoutée* (base de données) ; OCDE (2016), *Statistiques sur les comptes nationaux* (base de données).

Graphique 29. L'intensité en capital intellectuel est inférieure à celle de nombreuses économies avancées de l'OCDE

Part de la valeur ajoutée des services à forte intensité en capital intellectuel entrant dans les exportations¹, 2014



1. Les calculs de l'OCDE se fondent sur le tableau international des entrées-sorties (TIES) pour 2011 et sur la base de données de l'OCDE sur le commerce bilatéral par industrie et catégorie d'utilisation finale (BTDixE).

Source : OCDE/OMC (2016), *Statistiques du commerce en valeur ajoutée (TiVa)* (base de données).

Améliorer l'offre de compétences intéressant le marché du travail

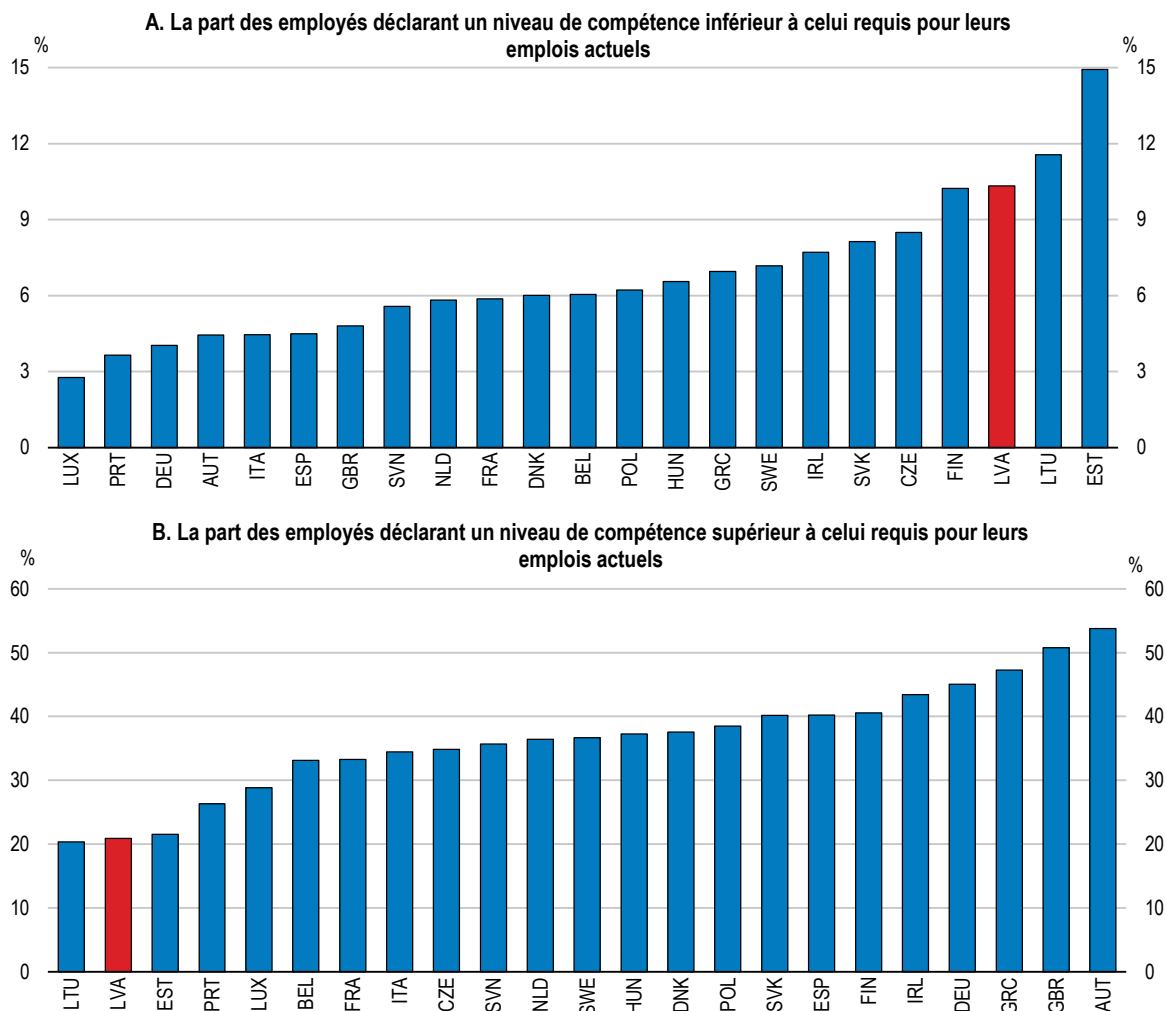
Le déficit de compétences empêche la Lettonie d'adopter les technologies ou les pratiques de gestion les plus en pointe. La mauvaise répartition des compétences, qui se traduit souvent par un nombre important de salariés surqualifiés, ou sous-qualifiés, pour le poste qu'ils occupent, pèse sur la croissance de la productivité en empêchant les entreprises productives de recruter des personnes plus qualifiées (Adalet McGowan and Andrews, 2015). Quelque 11 % de travailleurs lettons déclarent être sous-qualifiés et 20 % estiment être surqualifiés. Le taux de salariés lettons estimant que leur niveau de compétence est inférieur à celui requis pour leur poste est l'un des plus élevés qui soient dans les pays européens de l'OCDE (graphique 30, partie A). En revanche, le taux de surqualification est plus faible que dans d'autres pays (graphique 30, partie B).

Des réformes importantes ont permis de rehausser la qualité de l'enseignement et la formation professionnels (EFP) (tableau 6). Les contenus éducatifs ont été modernisés. La possibilité de suivre les filières de l'EFP par modules séparés a introduit plus de souplesse (OECD, 2015a, 2016c). Les élèves de l'EFP sont issus le plus souvent de familles modestes ou de la classe moyenne. Ils peuvent bénéficier d'une indemnité versée par leur employeur pendant leur période de formation en entreprise. Cette indemnité est exonérée d'impôt (jusqu'à un certain plafond). La plupart, toutefois, ne perçoivent qu'une aide mensuelle de 40 à 70 euros, accordée sous condition de ressources, ce qui est insuffisant comme source de revenu unique pour suivre des études (Baranovska, *et al.*, 2015). Aussi est-il difficile pour les élèves issus de milieux modestes de suivre une filière d'EFP. Sans compter qu'une fois éligibles à cette aide, ils ne peuvent plus percevoir les allocations familiales (Baranovska, *et al.*, 2015). Cette garantie de ressources versée aux élèves de l'EFP d'origine modeste devrait être revalorisée à un niveau permettant aux bénéficiaires de se concentrer prioritairement sur leurs études et être compatible avec les allocations familiales, qui sont de l'ordre de 11 à 50 euros par mois. Le gouvernement envisage une aide

supplémentaire, financée au titre des Fonds structurels de l'UE, en faveur des élèves risquant de décrocher du système scolaire : cette mesure va dans le bon sens.

Graphique 30. Les salariés sont souvent sous-qualifiés, plus rarement surqualifiés

2014



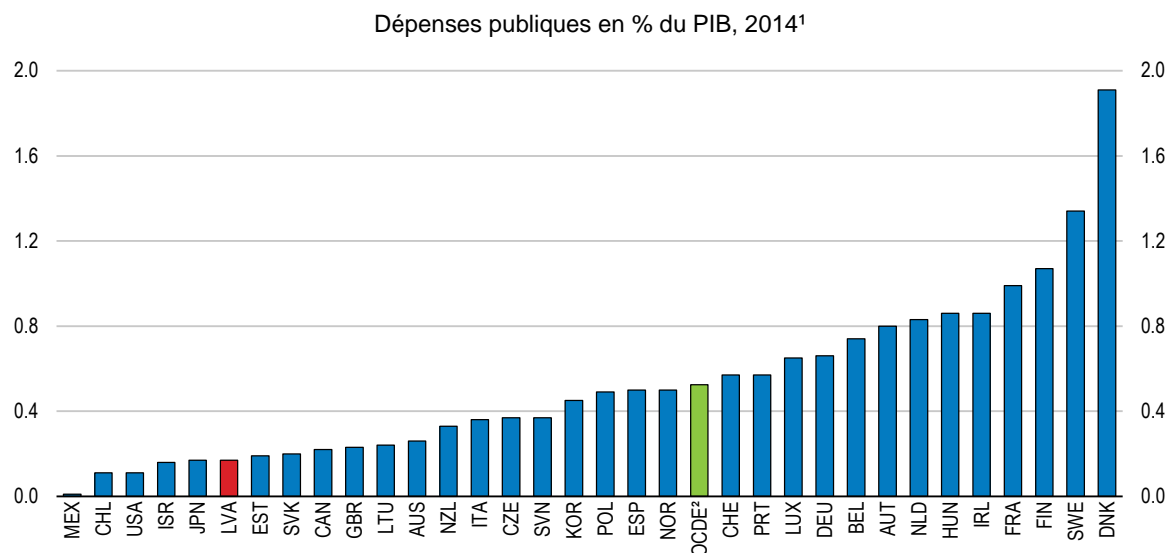
Source : CEDEFOP (2016), « Skills Panorama » (<http://skillspanorama.cedefop.europa.eu>).

Des progrès notables ont été accomplis pour accroître l'efficacité des politiques actives du marché du travail (PAMT), notamment en mettant en place le profilage des demandeurs d'emploi pour déterminer les programmes en fonction des caractéristiques de ces derniers, ainsi que des procédures d'évaluation. Les programmes de formation sont conçus par un comité associant les partenaires sociaux pour répondre aux demandes de compétences du marché du travail. Cela étant, la participation aux PAMT est faible comparativement à d'autres pays. La Lettonie ne consacre que 0.2 % de son PIB aux services de l'emploi et aux PAMT qui vont de pair (graphique 31). Il convient de saluer les projets qui visent à simplifier l'accès des chômeurs aux filières modulaires de l'EFM créées par la réforme.

Tableau 6. Mise en œuvre des recommandations concernant l'EFP

Recommandations antérieures de l'OCDE	Mesures prises
Poursuivre la réforme du système d'enseignement et de formation professionnels, notamment l'extension prévue de l'apprentissage sur le lieu de travail.	Le réseau des écoles d'enseignement et de formation professionnels (EFP) s'est vu consolidé en 2015 et 18 établissements ont été reclassés Centres de compétences de l'enseignement professionnel (VECC). La réglementation sur les Conseil d'experts sectoriels a été adoptée en 2016 dans le but de développer la participation des employeurs à l'EFP, notamment à la formation en entreprise. Un projet financé par l'UE, visant à étendre l'offre d'apprentissage en entreprise, a été inauguré en décembre 2016. Depuis 2017, la rémunération des élèves suivant une formation en entreprise est exonérée de l'impôt sur le revenu jusqu'à un plafond de 280 EUR. La deuxième phase de réforme des programmes, cofinancée par l'UE au titre des Fonds structurels, a été engagée en décembre 2016. À compter de l'année scolaire 2017/18, les établissements VECC et les autres établissements d'EFP commenceront à déployer les filières d'EFP modulaires conçues pendant la première phase de réforme des programmes.

Graphique 31. Les dépenses consacrées aux politiques actives du marché du travail sont peu élevées



1. 2013 pour la Pologne et l'Espagne. 2011 pour le Royaume-Uni.

2. Moyenne non pondérée des données présentées.

Source : OCDE (2017), *Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail* (base de données).

Une réforme récente des universités permet de renforcer l'assurance qualité interne et externe et de conditionner leur financement au résultat des évaluations de qualité (OECD, 2016c). Ces évaluations intégreront des indicateurs sur le devenir des diplômés sur le marché du travail. Cela étant, les étudiants sont peu nombreux à bénéficier d'une garantie de revenu *via* les bourses d'études. Celles-ci sont principalement attribuées au mérite, les revenus de la famille n'entrant en ligne de compte qu'à niveau de mérite égal. Par ailleurs, certaines universités proposent également leurs propres bourses d'études à des étudiants issus de familles modestes. Globalement, les étudiants de milieux socialement défavorisés sont pénalisés dans leur accès à l'université, alors même qu'il existe des possibilités de gratuité des études (OECD, 2016c ; World Bank, 2014). Il conviendrait de modifier les modalités d'attribution des bourses sur le seul critère du mérite et de les assortir d'une condition de ressources afin de faciliter l'accès à

l'enseignement supérieur d'étudiants issus de milieux socialement défavorisés, mais dont l'aptitude est suffisante pour décrocher une place gratuite à l'université.

L'immigration de main-d'œuvre qualifiée peut combler certains déficits de compétences, attirer l'investissement direct étranger et faciliter le transfert de connaissances (OECD, 2016a). Or, la politique d'immigration de la Lettonie ne fait pas suffisamment de l'immigration qualifiée une priorité stratégique (OECD, 2016a). Les travailleurs étrangers non ressortissants de l'UE ne sont pas couverts par le système de santé publique et doivent être affiliés à un régime privé d'assurance maladie, qui coûte généralement plus cher. De même, le critère de la maîtrise du letton, exigée pour de nombreuses professions qui impliquent de communiquer avec le public ou avec des administrations, crée des obstacles. Enfin, les étudiants non ressortissants de l'UE qui achèvent leurs études en Lettonie doivent se soumettre à un test d'emploi et ne bénéficient d'aucune procédure accélérée pour obtenir leur visa ou leur permis de séjour. De nouveaux allègements fiscaux sur le travail pourraient également contribuer à retenir au pays les jeunes Lettons.

Par ailleurs, des mesures visant à lever les obstacles à l'accès des femmes à des opportunités de carrière attrayantes pourrait également améliorer l'offre de compétences. L'écart de rémunération entre hommes et femmes est particulièrement flagrant aux postes les mieux payés, signe d'une mauvaise utilisation de la main-d'œuvre féminine très qualifiée, et ne saurait tenir pour l'essentiel à des caractéristiques professionnelles ou personnelles (Gaveika and Skrūzkalne, 2012). L'insuffisance de structures d'accueil organisées pour la petite enfance peut être un frein pour concilier vie professionnelle et vie familiale (European Parliament, 2015). Des mesures visant à encourager les femmes à étudier les sciences, les technologies, l'ingénierie ou les mathématiques, des disciplines où il existe de nombreuses possibilités de gratuité des études et dont le marché est très demandeur, permettraient de combler les déficits de compétences et les différences salariales entre hommes et femmes (OECD, 2016c). De même, on pourrait recenser les obstacles à l'entrepreneuriat féminin et y remédier. Enfin, une autre option, suggérée par Turk *et al.*, (2010), consiste à demander aux entreprises de recenser les inégalités de rémunération entre hommes et femmes et de les corriger. L'Allemagne a récemment pris des mesures dans ce sens.

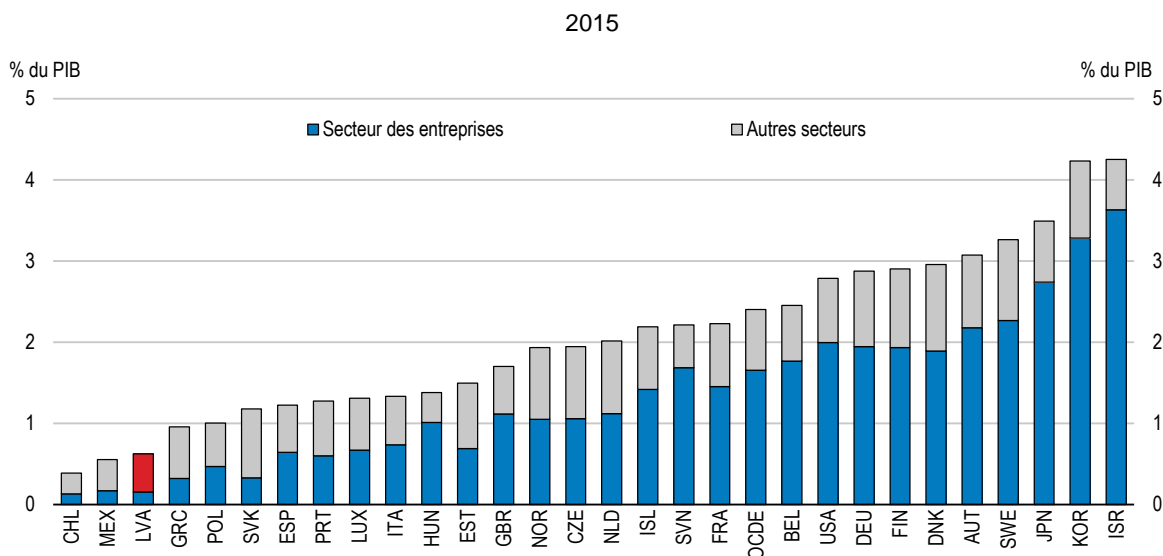
Stimuler la coopération dans l'innovation, en particulier avec les centres de recherche étrangers

L'innovation est un déterminant essentiel de croissance de la productivité et est indispensable pour tirer un haut niveau de valeur ajoutée de la participation aux CVM. En 2015, la Lettonie n'a investi que 0.6 % de son PIB dans la recherche-développement, soit l'un des taux d'investissement les plus faibles de l'OCDE (graphique 32). Les entreprises ne jouent pas un rôle particulièrement moteur dans la recherche-développement. Moins d'un cinquième des innovations de produits et de processus sont complètement nouvelles sur le marché (OECD, 2015b). Cela étant, plusieurs indicateurs de performance de l'innovation, notamment le nombre de doctorants non ressortissants de l'UE inscrits en Lettonie, se sont récemment redressés, permettant au pays de quitter le groupe des pays les moins performants de l'UE en la matière (EU, 2016).

L'un des facteurs affectant les résultats des entreprises lettones en matière d'innovation tient à la faiblesse des liens de coopération que celles-ci ont noués avec les établissements d'enseignement supérieur et les centres de recherche (CSB, 2016). Une coopération plus forte leur permettrait d'améliorer leur aptitude à répertorier et à absorber les pratiques exemplaires et les technologies les plus modernes produites en dehors de Lettonie (Jesilevsca, 2016), mais nécessiterait des financements supplémentaires. La réforme du financement de l'enseignement supérieur, mise en place en 2015, prévoit également des mesures incitatives à la coopération entre les entreprises et les universités, ce qu'il convient de saluer. La coopération avec des entreprises et des centres de recherche à l'étranger est particulièrement importante, mais elle est rare. Des liens plus forts faciliteraient le transfert des technologies de pointe produites dans les économies avancées

de l'OCDE et aideraient à la compétitivité de la Lettonie dans des activités à forte valeur ajoutée au sein des CVM.

Graphique 32. La Lettonie est l'un des pays de l'OCDE qui dépensent le moins pour la recherche-développement



Source : OCDE (2016), *Principaux indicateurs de la science et de la technologie de l'OCDE* (base de données).

La Lettonie a pris diverses initiatives stratégiques pour impulser une dynamique à l'innovation et à la coopération, notamment dans les domaines définis dans la Stratégie pour une spécialisation intelligente. Cette stratégie comporte ; un programme financé par l'UE de soutien à un Centre de compétences, dont la finalité est de renforcer la compétitivité des entreprises lettones en encourageant la coopération entre centres de recherche pour le développement de nouveaux produits ; un programme de subventions à la recherche appliquée, également financé par l'UE ; un programme d'aides à la recherche post-doctorat et enfin, un programme de soutien à la modernisation des infrastructures de l'enseignement supérieur et de la recherche. D'autres dispositifs comme les programmes de création de pôles d'activité et les chèques-innovation aident les entreprises, y compris les PME, à accéder au capital intellectuel des centres de recherche et encouragent également les transferts de connaissances au niveau local et international. Des dispositions ont été prises par ailleurs pour favoriser la mobilité de la main-d'œuvre entre entreprises privées et secteur public. Bon nombre de ces mesures n'ont été déployées que récemment, ou sont en cours de déploiement. Elles sont ouvertes aux centres de recherche lettons ainsi qu'aux établissements étrangers. Il faudrait que les autorités évaluent ces programmes et repèrent ceux qui sont efficaces pour favoriser la coopération entre entreprises et centres de recherche, en particulier la coopération internationale avec des entités étrangères.

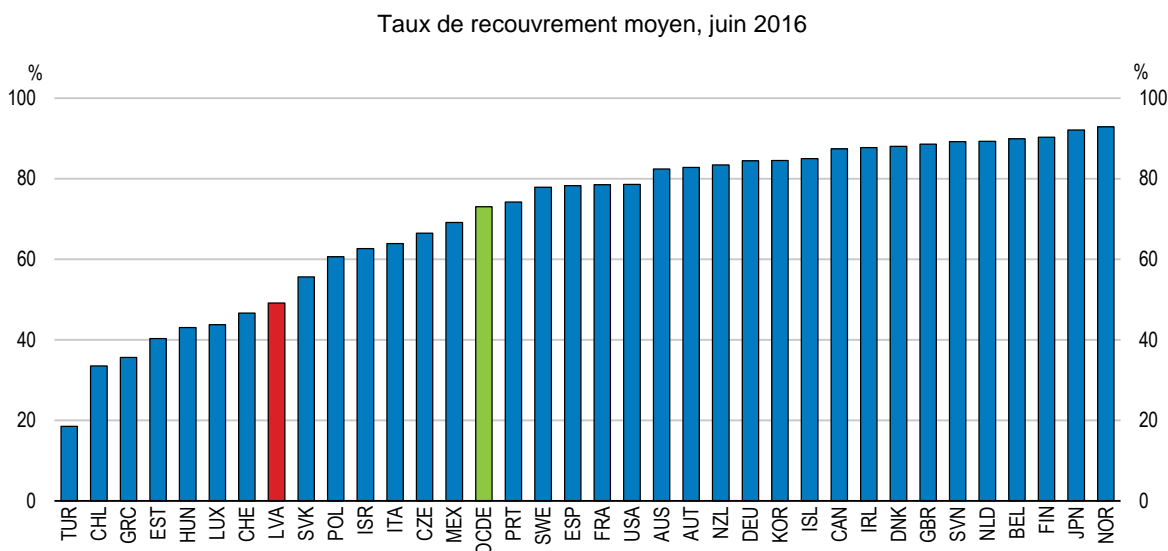
Renforcer les procédures judiciaires et le régime de l'insolvabilité pour une meilleure répartition des ressources

Des procédures judiciaires efficaces, garantes de l'exécution des contrats et de la protection des droits de propriété intellectuelle, favorisent la participation aux CVM en permettant aux entreprises d'externaliser des tâches très spécifiques (Levchenko, 2007 ; Essaji and Fujiwara, 2012). De même, un régime d'insolvabilité transparent et efficace facilite l'octroi de prêts pour financer les investissements nécessaires à l'intégration dans les CVM et à des activités à forte valeur ajoutée (Manova and Yu, 2016). Sans compter qu'un régime d'insolvabilité efficace incite à la création d'entreprise et facilite les sorties d'entreprises non

productives, concourant ainsi au redéploiement de ressources rares, notamment de la main-d'œuvre qualifiée (Andrews and Adalet McGowan, 2016).

S'agissant des délais et du coût d'exécution des contrats, la Lettonie est quasiment aussi efficace qu'un pays moyen de l'OCDE, mais le taux de recouvrement de créances y est faible (graphique 33). Le gouvernement a engagé une réforme du système judiciaire, qui prévoit le regroupement progressif des tribunaux de district, lequel sera achevé en 2018. Un ambitieux programme de formation a été engagé en 2016 pour renforcer les compétences des personnels de justice. Ces mesures devraient permettre d'améliorer le système judiciaire et l'exécution des contrats. La qualité des arrêts pourrait être améliorée en spécialisant les tribunaux ou les juges, notamment dans les affaires en insolvabilité. Si la Lettonie ne compte guère d'entreprises non viables restant en activité, les banques ayant annulé leurs créances sur ces entreprises peu après la crise économique et financières, des interrogations se posent quant à la transparence et aux abus commis dans le cadre des procédures d'insolvabilité (FCIL, 2016), qui sans doute pèsent sur le taux de recouvrement des créances. Des juges spécialisés seraient peut-être mieux armés pour lutter contre ces abus. Des mesures ont été prises pour renforcer l'expertise et la responsabilité des administrateurs judiciaires. Une loi visant à renforcer leurs qualifications et à resserrer les mécanismes de surveillance des administrateurs a pris effet au début de 2017, ce qui va dans le bon sens.

Graphique 33. Le taux de recouvrement des créances auprès des entreprises en insolvabilité est faible



Note : Le taux de recouvrement est calculé en fonction de la durée, du coût et du résultat d'une procédure de faillite et il est présenté en pourcentage de la somme récupérée par les créanciers privilégiés. Le calcul tient compte du devenir de l'entreprise à l'issue de la procédure, selon que celle-ci reprend son activité ou que ses actifs sont vendus « à la découpe ». Les frais de procédure sont déduits. La moins-value résultant de la durée de blocage des fonds pendant la procédure est également prise en compte. Le taux de recouvrement est la valeur actualisée du solde des sommes recouvrées.

Source : Banque mondiale (2016), *Doing Business 2016 : Measuring Regulatory Quality and Efficiency* (base de données « Resolving insolvency »).

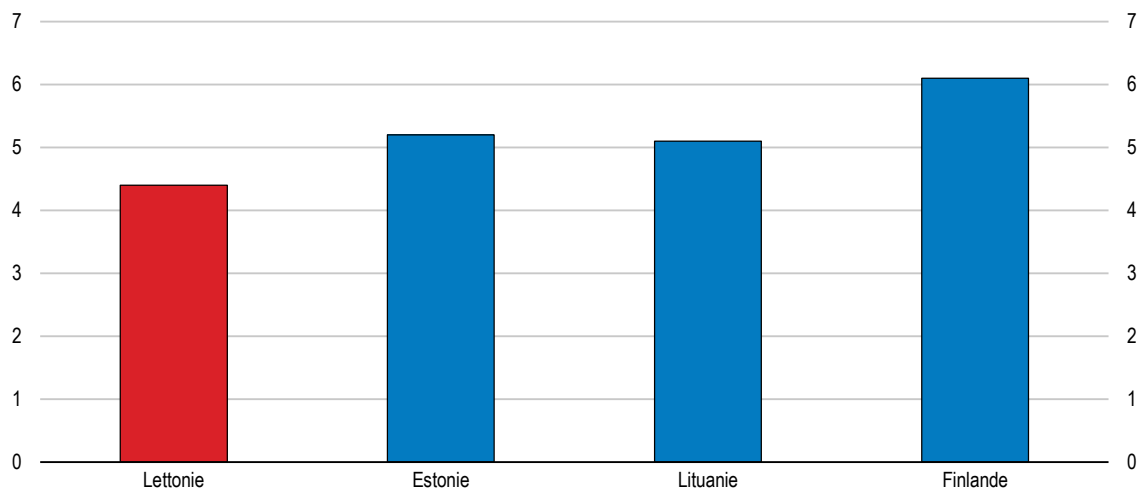
Une politique d'investissement dans les infrastructures de transport et d'énergie peut favoriser l'ouverture du pays et une croissance verte et inclusive

Selon des données d'enquête, la qualité des infrastructures en Lettonie n'est pas à la hauteur de celle d'autres pays de la région, notamment à haut revenu (graphique 34), et plus spécialement s'agissant du transport routier (World Economic Forum, 2015 ; International Bank for Reconstruction and Development/World Bank, 2014). Telle est la situation alors même que la Lettonie est une plate-forme de

transport majeure pour la région baltique et qu'elle a absorbé la plupart des ressources dont elle a bénéficié au titre des Fonds structurels de l'UE.

Graphique 34. La qualité des infrastructures est inférieure à celle d'autres pays de la région

Indice de compétitivité mondiale, score de qualité des infrastructures d'ensemble sur une échelle de 1 à 7 (par ordre croissant de qualité)



Source : Forum économique mondial, « The Global Competitiveness Report 2016-2017 ».

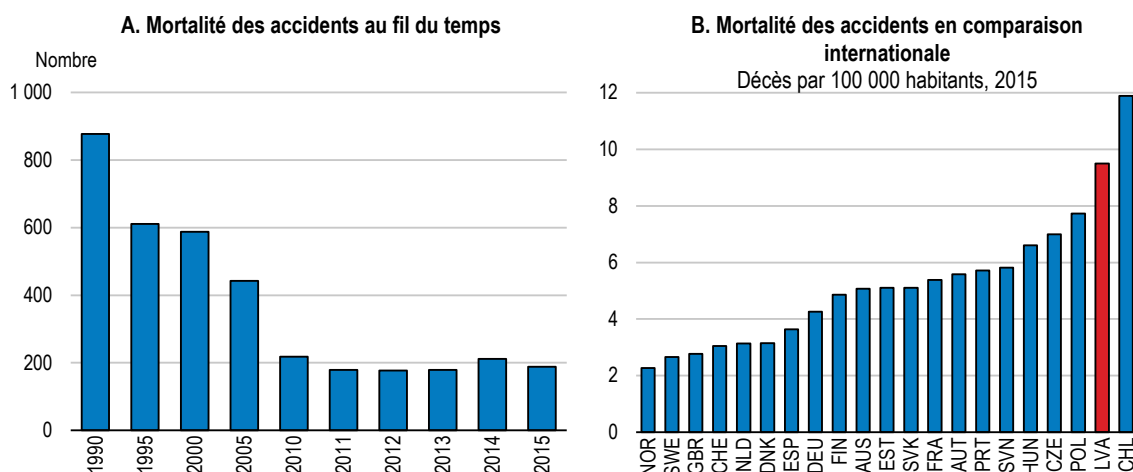
L'évaluation des projets d'infrastructures de transport est inégale. Lorsque des financements sont apportés par l'UE, l'évaluation des grands projets d'investissement suit une méthode uniformisée qui inclut une analyse coûts-avantages. Si le projet ne bénéficie pas de fonds de l'UE, la démarche d'évaluation dépend du projet et de l'entreprise publique qui le réalise. Le risque existe que celle-ci conditionne ses priorités d'action à des priorités opérationnelles. Elle peut, par exemple, privilégier la survie de son modèle économique, plutôt que le meilleur projet d'investissement. Aussi faudrait-il que les projets nationaux soient soumis aux mêmes analyses coûts-avantages que ceux soutenus par l'UE. La planification devrait être établie à partir des coûts du cycle de vie des projets. L'élaboration d'un schéma national des transports permettrait de disposer des meilleures projections possibles sur les évolutions ultérieures dans les transports.

Il faudrait également que les politiques de transport remédient aux disparités régionales en Lettonie. Les régions rurales connaissent une baisse démographique rapide et la faible densité de population y complique le maintien d'une offre appropriée de transports publics. Le gouvernement letton soutient déjà les transports publics, y compris les services de bus interurbains, à l'aide de subventions égales à 0.3 % du PIB par an. De nouveaux concepts de mobilité permettent de proposer des services bon marché et mieux adaptés aux besoins individuels. Dans une étude (ITF, 2015), le FIT note que le covoiturage sous toutes ces formes peut être adapté aux marchés ruraux. Les services de bus à la demande ont affiché des résultats prometteurs et permettent d'ajuster les services de mobilité aux besoins de la clientèle. Dans un certain nombre de pays, les administrations locales ont négocié des accords pour combiner plusieurs services : transport scolaire, acheminement postal et transport en ambulance. Il apparaît qu'en Norvège, ces accords permettent d'améliorer l'accès aux soins et accroître le bien-être des jeunes (Dotterud Leren and Skollerud, 2015). Mais pour cela, les responsables de l'action publique doivent veiller à ce qu'aucun obstacle ne s'oppose à la création de services innovants de ce type. Le fait que les autorités lettones travaillent déjà à leur développement est prometteur.

Avec un taux de 9.5 décès routiers pour 100 000 habitants par an, la Lettonie demeure l'un des pays de l'UE ou de l'OCDE dont le taux de mortalité routière est parmi les plus élevés, même si des progrès impressionnants ont été accomplis depuis l'indépendance de la Lettonie en 1991 pour faire baisser ces chiffres (graphique 35). Les investissements dans la sécurité des infrastructures routières devraient être classés plus haut dans les priorités. La construction de tronçons autoroutiers, par exemple, ou le développement d'infrastructures plus respectueuses des piétons en milieu urbain, iraient dans le sens d'une plus grande sécurité routière.

La Lettonie bénéficie de bonnes ressources éoliennes et dispose de vastes sites terrestres et maritimes se prêtant au développement de l'éolien (EEA, 2009). Alors que le pays utilise abondamment les énergies renouvelables, grâce à l'hydroélectricité et la biomasse, sa puissance éolienne installée ne constitue qu'une part infime de sa production d'électricité. La mise en place d'un tarif d'achat pour promouvoir la production d'énergie renouvelable a été repoussée à 2020 en raison d'inquiétudes sur ce qu'il en coûterait (Dreblow, 2014). Plusieurs pays ont recours à des appels d'offres ou à des ventes aux enchères. Mais ces procédures débouchent parfois sur des offres d'un prix extrêmement bas. Avec sa loi sur l'énergie renouvelable, l'Allemagne en fournit l'exemple le plus récent en Europe. Quant au « contrat sur la différence » (CFD), mis en place récemment pour les énergies renouvelables au Royaume-Uni, il constitue un autre modèle intéressant.

Graphique 35. La mortalité par accident de la route est en net recul, mais demeure trop élevée



Source : Forum international des transports.

Exploiter au maximum le potentiel économique de Riga

La zone métropolitaine de Riga est le principal moteur de la croissance économique et une plate-forme de premier ordre pour le transport régional. La ville et les communes de son agglomération abritent plus de la moitié de la population lettone et réalisent 69 % environ du PIB national. La ville peut se targuer d'une croissance dans les services à forte intensité de capital intellectuel, d'un chômage faible et d'actifs naturels intéressants (chapitre 2). Plus de 80 % des entreprises relevant du secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) sont implantées à Riga et les activités à haute technologie y sont en forte expansion, en partant il est vrai d'un niveau modeste (Riga City Council, 2016). Les effets de réseau des zones métropolitaines sont de puissants moteurs d'innovation (OECD, 2015c). Depuis 2010, la population lettone a diminué de 6 %, mais ce taux n'est que de 3.6 % dans la métropole. Riga compte une forte proportion d'actifs de 30-45 ans qui occupent un emploi. La région métropolitaine a un rôle prépondérant à

jouer pour retenir les jeunes adultes et les familles en Lettonie. Une politique du logement efficace, telle que décrite plus loin, peut faire beaucoup pour exploiter au mieux ce potentiel.

Pour autant, la compétitivité internationale de Riga est en retard par rapport à celle de villes comparables de la région baltique. Le PIB par habitant est égal, en moyenne, à 70 % de celui d'autres villes capitales de la mer Baltique (VASAB, 2016). Depuis 2010, la zone métropolitaine de Riga fait moins bien que les villes comparables d'Estonie et de Lituanie en termes de PIB (Eurostat, 2016a, 2016b).

Des observations réalisées dans l'OCDE montrent qu'une bonne gouvernance métropolitaine est primordiale pour améliorer la croissance économique, le bien-être et la situation environnementale (Ahrend *et al.*, 2014 ; OECD, 2015c). Une gouvernance bien pensée se traduit par un meilleur niveau de productivité et par conséquent, par des salaires durablement plus élevés, moins d'étalement urbain et de pollution, et par un plus haut degré de satisfaction des résidents vis-à-vis des transports publics. Des mécanismes de gouvernance en adéquation avec les structures de mobilité quotidienne des résidents sont d'une importance essentielle.

Les effets bénéfiques de la coordination entre les administrations locales au sein de la métropole de Riga bénéficient d'une attention accrue de la part des municipalités lettones. Toutefois, il n'existe aucun mécanisme formel de gouvernance couvrant l'ensemble de la métropole. La « région de planification de Riga » offre une plate-forme de discussion à la plupart des municipalités de la zone. Cependant, elle n'inclut pas toutes les municipalités dont la majorité des habitants font, chaque jour, le trajet entre domicile et travail. Qui plus est, l'expérience dans les pays de l'OCDE montre qu'une gouvernance métropolitaine mieux conçue peut se construire en étendant la participation, au-delà des administrations locales, à l'État et aux principales institutions d'éducation et de recherche. L'État peut proposer des incitations pour recenser et réaliser des projets métropolitains sortant du périmètre de chaque municipalité et créer des sources de financement fiables pour la métropole afin, par exemple, de mieux coordonner les transports publics. Il faut aussi mettre en place un processus à long terme de suivi et d'évaluation des projets de la métropole (OECD, 2015c). Les éléments recueillis dans l'OCDE montrent que des stratégies de ce type peuvent limiter l'étalement urbain, améliorer le degré de satisfaction des résidents vis-à-vis des transports publics, abaisser les coûts d'infrastructures et réduire notablement les émissions de particules fines, nocives pour la santé humaine. La densification urbaine a également permis de réduire considérablement les émissions de CO₂, aidant en cela à atteindre les objectifs de réduction d'émissions (Ahrend *et al.*, 2014 ; OECD, 2015c).

Améliorer l'accès au logement et à la santé est essentiel pour une croissance plus inclusive

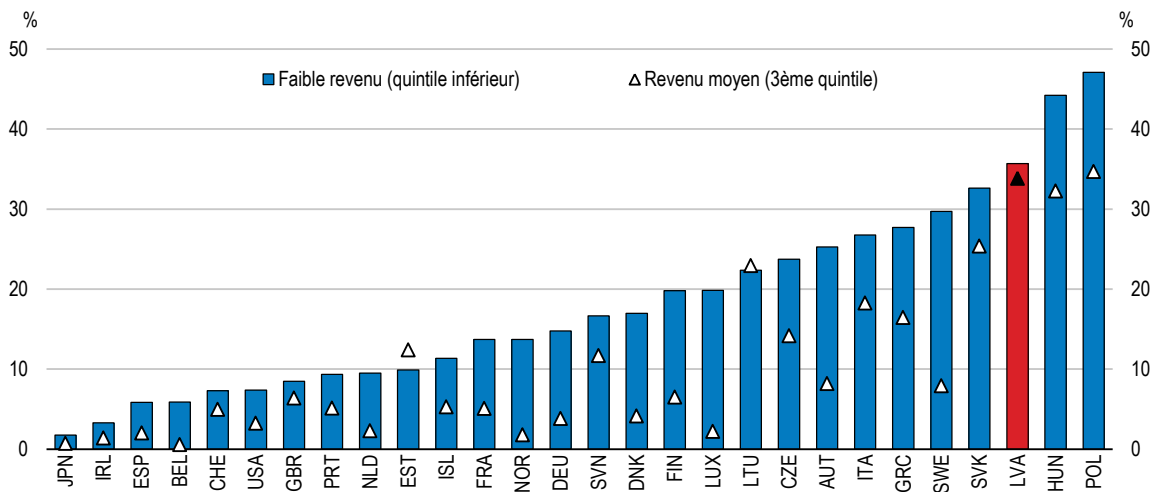
L'existence d'un parc de logements abordables dans des quartiers bien reliés aux gisements d'emplois est un déterminant important pour un développement qui profite à tous et pour la mobilité de la main-d'œuvre. Cette affirmation vaut en particulier pour Riga, où le logement coûte cher alors que le chômage y est faible et que des secteurs à forte productivité s'y développent et offrent de bons débouchés professionnels. Les politiques immobilières façonnent la mobilité résidentielle, ce qui est en corrélation positive avec les taux de redéploiement de la main d'œuvre et une bonne adéquation entre offres et demandes d'emploi (OECD, 2015). Aussi aident-elles à réduire le chômage dans les régions où celui-ci sévit fortement. L'existence de logements abordables est importante aussi ce qu'elle sous-tend d'autres dimensions du bien-être comme la situation au regard de la santé et de l'éducation. Malgré une nette embellie ces dix dernières années, l'espérance de vie à la naissance reste parmi les plus faibles de l'OCDE. La différence d'espérance de vie en fonction du niveau d'instruction est nettement plus grande que dans les autres pays de l'OCDE. Les personnes modestes, à plus faible niveau d'instruction et au chômage, risquent plus souvent d'être en mauvaise santé ou de décéder prématurément que celles issues d'un milieu socioéconomique plus favorisé (OECD, 2016e).

Les politiques du logement doivent ouvrir plus largement accès aux opportunités économiques

Il est courant que les ménages à revenu modeste ou moyen occupent des logements surpeuplés en Lettonie (graphique 36). Si la population a fortement diminué depuis l'indépendance, la faiblesse des revenus de nombreux propriétaires occupants explique la mauvaise qualité d'une grande partie du parc immobilier. De surcroît, les tendances démographiques sont inégales dans le pays et aboutissent à une demande très forte de logements dans les zones à forte vitalité économique offrant de bonnes perspectives d'emploi. Les ménages lettons vivent à 81 % environ dans des logements dont ils sont propriétaires. On trouve peu de locataires, même parmi les ménages modestes (graphique 37).

Graphique 36. De nombreux ménages vivent dans des logements surpeuplés

Ventilation des ménages par quintile de revenu, 2014 ou dernière année pour laquelle des données sont disponibles



Source : OCDE (2016), *Base de données de l'OCDE sur le logement abordable*, Tableau HC2.1.3, décembre (<http://www.oecd.org/social/affordable-housing-database.htm>).

Il semble qu'il n'existe pas de programmes de logements destinés à la location sur le marché privé. Un parc locatif privé plus fourni aiderait à assurer des conditions de logement raisonnables aux ménages ne disposant pas des moyens financiers pour acquérir leur logement. Un tel parc favoriserait également la mobilité de la main-d'œuvre.

Plus les propriétaires de logements sont nombreux, plus les décalages entre l'offre et la demande de compétences se creusent et risquent d'être amplifiés par des politiques du logement freinant la mobilité résidentielle.

Cela étant, une politique du logement semble particulièrement pertinente pour les jeunes, ces derniers ayant une plus forte propension naturelle à la mobilité (Caldera Sánchez and Andrews, 2011). Étant donné le contexte en Lettonie, une bonne politique du logement pourrait aussi les inciter à rechercher des emplois chez eux plutôt qu'à émigrer. Il est probable que les différences régionales d'évolution de la demande et des prix des logements en Lettonie ont freiné la mobilité de la main-d'œuvre, les propriétaires de logements résidant dans des régions à fort taux de chômage pouvant sans doute difficilement acquérir un logement dans des régions offrant de bonnes perspectives d'emploi.

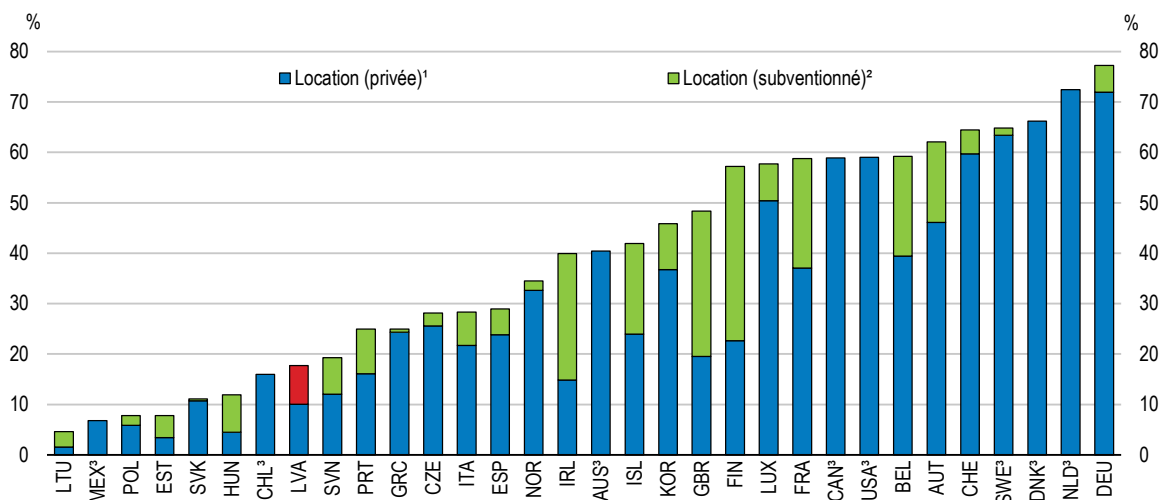
Le gouvernement a mis en place une allocation de mobilité destinée aux chômeurs acceptant un emploi au loin, qui leur permet de couvrir leurs frais de trajet quotidien entre domicile et travail et leurs frais de déménagement. Toutefois, cette allocation n'est versée que très temporairement et n'est pas proposée à Riga, où se situent la plupart des emplois. Verser des aides aux travailleurs pour qu'ils puissent couvrir leurs frais de déménagement peut être un moyen optimal pour renforcer la mobilité de la main-d'œuvre. En

Allemagne, par exemple, les travailleurs qui participent à un programme d'aide au déménagement bénéficient en contrepartie d'une rémunération plus intéressante et d'un emploi plus stable que les non-participants (OECD, 2017c).

Il semble que le manque de sécurité juridique freine le développement du marché locatif. Il s'avère difficile de conclure un contrat de location qui permet au propriétaire comme au locataire d'avoir toute assurance quant à la légalité du contrat (Kolomijceva, 2016 ; Hussar, 2016). Or, la plupart des procédures judiciaires durent plus de six mois (Kolomijceva, 2016). Ces lenteurs peuvent dissuader certains propriétaires de proposer leurs logements à la location car ils risquent de ne pas percevoir de loyers pendant un certain temps. De fait, une décision de justice est systématiquement requise, par exemple pour expulser un locataire en défaut de paiement. L'insuffisance de la protection des droits des propriétaires de logements a, de fait, une incidence négative sur la mobilité et la productivité de la main-d'œuvre étant donné ses effets néfastes sur le marché locatif (OECD, 2015). Le gouvernement envisage donc de mettre en place des procédures de règlement à l'amiable. En vertu de la loi, les décisions d'expulsion de locataires à revenu modeste ne peuvent être exécutées que s'il existe une possibilité de relogement dans le parc social. Cette règle est un rempart contre la précarisation au vu de l'ampleur du phénomène de pauvreté et de la faiblesse des droits à protection sociale. Or, l'offre de logements sociaux est peu abondante et les listes d'attente sont longues. En conséquence, toute mesure qui viserait à étoffer cette offre pourrait aussi inciter les propriétaires privés à proposer plus de logements à la location. Enfin, la lutte contre la fraude fiscale et le développement des contrats de bail de longue durée pourraient accroître leur fiabilité et rendre la location de logement plus attrayante aux yeux des locataires (Hussar, 2016).

Graphique 37. Les ménages modestes sont peu nombreux à louer leur logement

Ventilation du logement locatif parmi les ménages modestes, 2014 ou dernière année pour laquelle des données sont disponibles



Note : Les ménages modestes sont ceux dont le revenu se situe dans le quintile inférieur de la distribution du revenu net. Faute de données disponibles, le revenu brut est pris en compte pour le Chili, le Mexique, la Corée et les États-Unis.

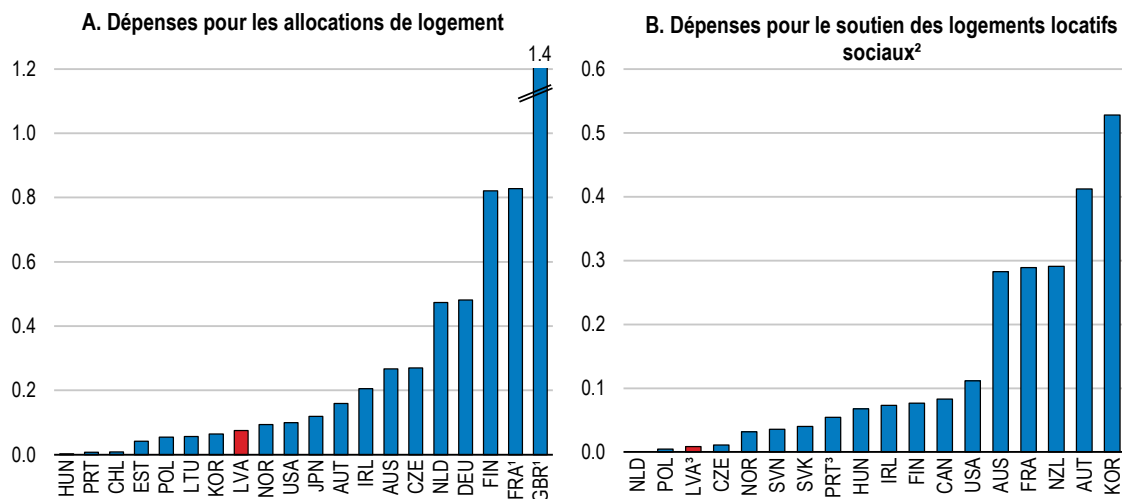
1. Taux de ménages louant leur logement au prix du marché sur le marché locatif privé.
2. Taux de ménages louant leur logement à prix de marché réduit (subventionné).
3. Les données relatives aux locataires louant sur le marché privé incluent ceux qui louent sur le marché subventionné pour l'Australie, le Canada, le Chili, le Danemark, le Mexique, les Pays-Bas et les États-Unis. Pour la Suède, les données relatives aux locataires louant sur le marché subventionné ne rendent pas compte de l'ensemble de la population concernée, faute de données disponibles.

Source : OCDE (2016), *Base de données de l'OCDE sur le logement abordable*, Tableau HM1.3.3, décembre (<http://www.oecd.org/social/affordable-housing-database.htm>).

Les dépenses publiques affectées au logement social et aux allocations de logement en faveur des ménages modestes sont parmi les plus faibles de l'OCDE (graphique 38). Ces aides à l'accès à un logement de qualité ne couvrent qu'une partie des ménages à revenu faible et moyen. Les listes d'attente pour obtenir un logement à loyer subventionné sont souvent longues, notamment dans les zones très prisées comme la métropole de Riga. Les transferts monétaires versés aux ménages modestes pour qu'ils puissent se loger sur le marché privé ne seront pas efficaces aussi longtemps que le marché locatif privé ne sera pas suffisamment développé. À court terme donc, il conviendrait de privilégier le logement social pour permettre aux ménages modestes de se loger plus facilement. Si les mesures en faveur du logement sont décidées pour la plupart au niveau national, elles sont mises en œuvre localement. En conséquence, une personne remplissant les conditions requises ne peut solliciter une aide que dans la commune où elle réside, ce qui freine la mobilité de la main-d'œuvre et les changements de résidence.

L'investissement dans l'efficacité énergétique des bâtiments résidentiels peut, au fil du temps, faire baisser les coûts du logement, accroître la viabilité environnementale de la croissance et aider à la réalisation des objectifs d'émissions de gaz à effet de serre à long terme. Les investissements dans l'efficacité énergétique constituent en effet l'essentiel des investissements nécessaires pour limiter le réchauffement de la planète, en application de l'accord de Paris (IEA, 2016). La Lettonie a beaucoup progressé, avec l'aide financière de l'UE, en matière de réduction de sa consommation énergétique, mais celle-ci demeure élevée. La faiblesse des patrimoines et le manque d'accès aux prêts bancaires freinent l'investissement. Dans certains pays de l'OCDE, les administrations locales réussissent à promouvoir les projets d'énergie renouvelable et de rénovation énergétique en offrant jusqu'à 100 % des financements nécessaires aux investissements initiaux. Les propriétaires de biens immobiliers remboursent ensuite ce prêt à long terme sous la forme d'une taxe supplémentaire prélevée sur leurs impôts immobiliers (Wesoff, 2015). Ces dispositifs exigent toutefois un financement public initial. Les opérateurs de services d'intérêt public peuvent également fournir des prêts pour l'acquisition d'équipements électroménagers éco-efficaces dont le remboursement est intégré à la facture mensuelle d'électricité (Terry, 2016).

Graphique 38. Les dépenses publiques affectées à l'aide au logement sont d'un faible montant
Dépenses publiques en % du PIB, 2015



- 2014-15 pour le Royaume-Uni, 2014 pour la France.
- Ne sont prises en compte que les dépenses de l'État, sauf pour ce qui concerne l'Australie, l'Autriche et la Corée, pour lesquelles les aides régionales sont comptabilisées.
- 2013 pour la Lettonie et 2012 pour le Portugal.

Source : OCDE (2016), *Base de données de l'OCDE sur le logement abordable*, décembre (<http://www.oecd.org/social/affordable-housing-database.htm>).

Un registre national permettant aux personnes remplissant les conditions requises de demander un logement social là où elles espèrent de meilleures possibilités professionnelles pourrait aider à favoriser la mobilité résidentielle. Pour s'assurer de l'attribution des logements sociaux aux populations effectivement ciblées, il conviendrait de vérifier leurs revenus au moment du dépôt du dossier, mais aussi à intervalles réguliers après la signature du bail locatif. Par ailleurs, plusieurs pays de l'OCDE ont pu développer leur parc de logements abordables en demandant aux promoteurs du secteur privé d'affecter un certain pourcentage de leurs programmes immobiliers à la constitution de ce parc (Salvi del Pero *et al.*, 2016). La réactivité de l'offre de logements à la demande est plus lente dans les pays où les délais d'obtention des permis de construire sont longs (Andrews *et al.*, 2011), ce qui a pour effet d'accroître les décalages entre l'offre et la demande de compétences et de brider la productivité (OECD, 2015). Aussi faut-il saluer le projet des autorités lettones d'accélérer les procédures de délivrance des permis de construire.

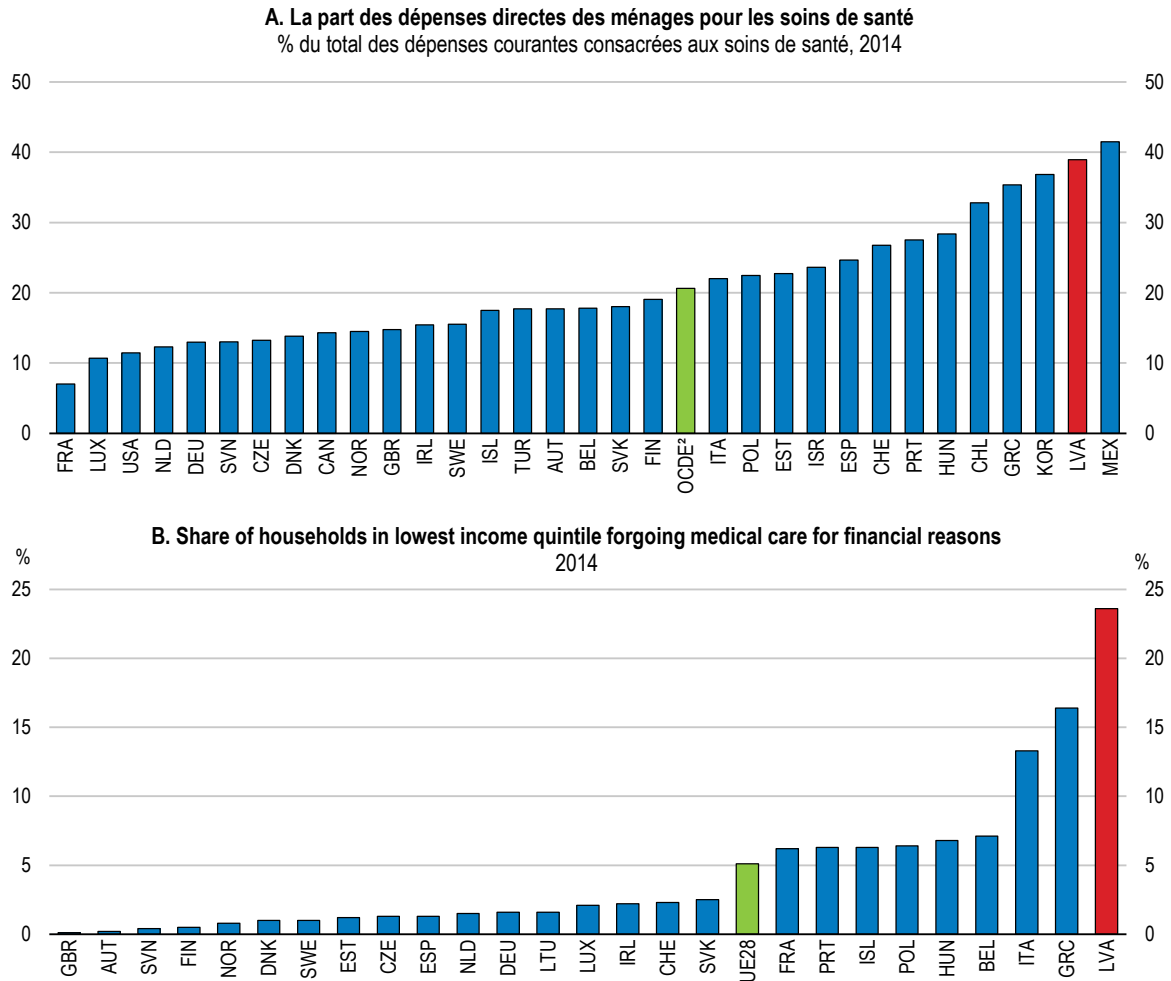
Les ménages modestes et les populations rurales renoncent à se soigner

Le service national de santé (NHS) est l'unique acheteur de services de santé individuels financés par des fonds publics. Il assure une couverture universelle à l'ensemble de la population et est financé par la fiscalité générale. Cela étant, les dépenses publiques de santé sont peu élevées et s'établissent à 3.3 % du PIB en 2014. Sur le montant total des dépenses de santé en 2014, 39 % représentaient le reste à charge acquitté par les patients, un taux qui figure parmi les plus élevés de l'OCDE (graphique 39, partie A). La participation des patients au coût d'une consultation de généraliste ou de spécialiste, d'une hospitalisation et de médicaments, est considérable. Pour les ménages modestes, la nécessité de se faire soigner peut donc se traduire par une nette ponction sur les ressources dont ils disposent pour d'autres dépenses (WHO, 2016 ; Ke, 2005). Près d'un quart des personnes modestes en Lettonie déclarent avoir renoncé, pour des raisons financières, à une consultation médicale en 2014 (graphique 39, partie B). Des travaux récents de l'OCDE montrent que la participation des assurés au coût des soins porte préjudice à l'efficacité des dépenses publiques de santé à long terme car elle risque de réduire la demande de soins plus en amont qui pourraient permettre d'éviter des soins plus onéreux ultérieurement (de la Maisonnette *et al.*, 2016).

Ne sont exonérés du reste à charge que les ménages les plus précaires disposant de moins de 128 EUR par mois pour vivre. Les obstacles financiers à l'accès aux soins des ménages modestes s'accumulent d'autant plus en fin d'exercice, lorsque les budgets annuels de santé sont épuisés et que les services de santé demandés pour le reste de l'année doivent être soit payés par le patient, soit reportés à l'année suivante (OECD, 2016e). Afin de faciliter l'accès aux soins, les autorités lettones ont récemment ramené de 13.52 EUR à 10 EUR par jour le montant des frais d'hospitalisation à la charge du patient, et de 42 EUR à 31 EUR le montant d'une intervention chirurgicale en milieu hospitalier acquitté par le patient. Ces mesures vont dans le bon sens. La priorité des pouvoirs publics devrait être d'étendre à d'autres catégories de ménages modestes les exonérations du reste à charge et d'éliminer le rationnement en fin d'exercice de services essentiels.

L'accès aux soins est particulièrement précaire en milieu rural. Les difficultés tiennent à la pénurie de certains professionnels de santé. La Lettonie devrait envisager des solutions innovantes pour lever les obstacles géographiques à l'accès aux services de santé, par exemple en faisant un meilleur emploi des ressources sanitaires actuelles au profit des populations rurales. Ces ressources pourraient jouer un rôle plus important dans la prévention. Les pharmaciens pourraient participer davantage à la prise en charge des symptômes chroniques, cependant que le rôle des infirmiers et des médecins auxiliaires (*feldsher*) pourrait être étendu (OECD, 2016).

Graphique 39. Le montant restant à la charge des patients limite l'accès aux soins



1. Institutions sans but lucratif au service des ménages.

2. Moyenne non pondérée des données présentées.

Source : OCDE (2016), *Statistiques de l'OCDE sur la santé* (base de données) ; Eurostat.

Améliorer l'efficacité de la prestation des soins

Le nombre de lits d'hôpitaux a reculé de 8.8 pour 1 000 habitants à 5.7 entre 2000 et 2014. Ce chiffre est cependant supérieur à la moyenne de l'OCDE et les indicateurs de qualité des soins hospitaliers donnent lieu de s'inquiéter. L'introduction depuis peu des groupes homogènes de malades (GHM) comme base de financement est une bonne chose pour optimiser l'emploi des ressources hospitalières (OECD, 2016f). Toutefois, les hôpitaux ne sont pas incités à rechercher la qualité. Le NHS pourrait être plus stratégique dans l'attribution de ses marchés et inciter à la qualité et à l'efficacité. Il pourrait ainsi renforcer le suivi et l'évaluation des activités des hôpitaux et passer des contrats de manière sélective avec les établissements les plus performants pour conduire le processus qualitatif. Il est important de repérer les hôpitaux réalisant peu d'actes, qui généralement ne sont pas aptes à promouvoir des soins de qualité, ainsi que les hôpitaux peu performants. La carte de qualité des services hospitaliers est en cours d'établissement, ce dont il faut se féliciter.

Malgré la grande qualité des structures d'information sanitaire en Lettonie (OECD, 2016e), il subsiste d'importants déficits d'informations sur la qualité des soins primaires et secondaires. En matière de santé primaire, les indicateurs ne reflètent pas la situation clinique des patients. Les facteurs de risque aggravants, dont l'obésité et la consommation d'alcool, et les faibles taux de dépistage sont le signe d'une défaillance dans les efforts de prévention au niveau des soins primaires. S'agissant des soins hospitaliers, la Lettonie ne fait aucune déclaration de données concernant plusieurs indicateurs de qualité des soins de l'OCDE (OECD, 2017b). Les données recueillies auprès des prestataires peuvent donner amplement matière à améliorer à la fois la qualité et l'efficacité. Une fois mieux comprises les différences de résultats en matière de prise en charge, il serait possible de redéployer les ressources vers de meilleurs emplois. Il conviendrait de mettre à disposition une série d'indicateurs de base fiables sur la qualité et les performances au niveau national et local et au niveau de chaque prestataire afin d'orienter l'action en matière de santé, en suivre les progrès et comparer entre elles les performances des prestataires.

La situation est bonne sur le plan environnemental

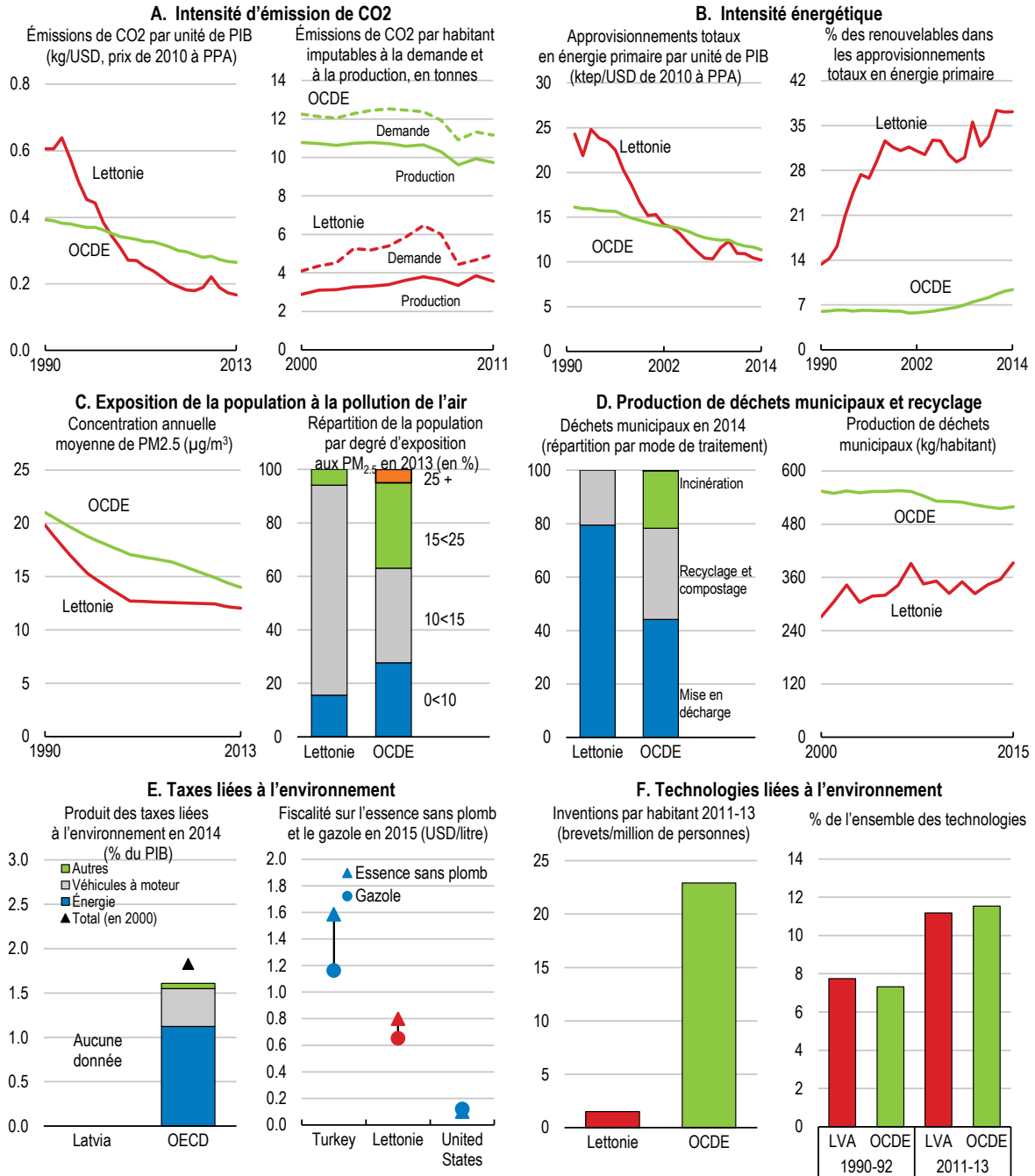
L'intensité énergétique a nettement baissé en Lettonie pendant les années 1990 (graphique 40). Les émissions de gaz à effet de serre (GES) sont nettement inférieures à la moyenne, en partie grâce aux énergies renouvelables, qui entraînent pour environ 40 % dans les approvisionnements totaux en énergie primaire en 2014, mais aussi à l'absence d'industries lourdes et à la relative faiblesse des revenus. Comme dans de nombreux pays de l'OCDE, les importations lettones incorporent plus d'émissions de GES que la production nationale étant donné que l'intensité de CO₂ de la demande est supérieure à celle de la production (graphique 40, partie A), de sorte que la contribution de la Lettonie au changement climatique du fait de la demande est supérieure à ce qu'elle est du fait de la production nationale. L'intensité des émissions de GES et l'intensité énergétique ont toutes deux diminué jusque vers 2010, mais ce recul a peut-être ralenti depuis.

La proportion d'énergies renouvelables dans les approvisionnements totaux en énergie a considérablement augmenté à la fin des années 1990 avec l'utilisation plus fréquente du bois comme combustible, en particulier par les ménages. La qualité de l'air est très satisfaisante, des foyers de forte concentration de pollution aux particules n'apparaissant qu'occasionnellement dans la capitale Riga. L'exposition moyenne aux particules est stable dans tout le pays depuis de nombreuses années.

La production de déchets municipaux par habitant a toujours été inférieure à la moyenne de l'Union européenne (Eurostat, 2017a ; on ne dispose pas encore de données pour la Lettonie comparables à celles pour l'OCDE) ; elle était inférieure de 40 % à la production moyenne de l'UE en 2010. Mais depuis, elle a augmenté de plus d'un cinquième, bien qu'une taxe sur la mise en décharge ait été adoptée en 2002 et que celle-ci soit régulièrement majorée, cependant que la production moyenne de l'UE poursuit son repli. Une nouvelle hausse de cette taxe est prévue d'ici 2020. Il n'existe pas d'incinérateurs de déchets en Lettonie. En 2015, 27 % des déchets étaient recyclés ou compostés. Le reste est mis en décharge.

Les statistiques d'Eurostat montrent le niveau relativement élevé des recettes de la fiscalité environnementale, qui représentent environ 2.5 % du PIB et près de 10 % des recettes publiques totales. Comme dans tous les pays, ces recettes proviennent pour l'essentiel des taxes énergétiques et des taxes sur les véhicules à moteur. Enfin, le pourcentage d'inventions liées à l'environnement par rapport au nombre total de brevets a considérablement progressé depuis le début des années 1990, comme dans de nombreux pays, mais le nombre de brevets en valeur absolue est extrêmement bas, conformément au très faible niveau d'ensemble de la R-D en Lettonie.

Graphique 40. Indicateurs de croissance verte : Lettonie



Source : OCDE (2017), *Indicateurs de croissance verte* (base de données). Pour plus de précisions sur les métadonnées, cliquer [ici](#).

BIBLIOGRAPHIE

- Ahrend, R., Gamper, C., Schumann, A. (2014), "The OECD Metropolitan Governance Survey: A quantitative description of governance structures in large urban agglomerations," OECD Regional Development Working Papers, Paris, <http://dx.doi.org/http://dx.doi.org/10.1787/5jz43zldh08p-en>.
- Adalet McGowan, M. and D. Andrews (2015), "Labour Market Mismatch and Labour Productivity: Evidence from PIAAC Data", OECD Economics Department Working Papers, No. 1209, OECD Publishing, Paris. DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/5js1pzx1r2kb-en>
- Adalet McGowan, M. and D. Andrews (2016), "Insolvency Regimes And Productivity Growth: A Framework For Analysis", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 1309, OECD Publishing, Paris. DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/5jlv2jqhxgq6-en>
- Alfaro, L. (2016) Gains from Foreign Direct Investment: Macro and Micro Approaches. *World Bank Economic Review* (2016) 1–14.
- Amiti, M., Konings, J. (2007). Trade Liberalization, Intermediate Inputs, and Productivity: Evidence from Indonesia. *American Economic Review*, 97(5): 1611-1638.
- Andrews, D., A. Caldera Sánchez and Å. Johansson (2011), "Housing Markets and Structural Policies in OECD Countries", *OECD Economics Department Working Papers*, No. 836, OECD Publishing, Paris.
DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/5kgk8t2k9vf3-en>
- Bank of Latvia (Latvijas Banka) (2016a), *Euro area bank lending survey of September 2016: main results for Latvia*; available at <https://www.bank.lv/en/publications-r/euro-area-bank-lending-survey>.
- Bank of Latvia (Latvijas Banka) (2016b), *Financial Stability Report 2016*; released 19.07.2016 ; available at <https://www.bank.lv/en/publications-r/financial-stability-report>.
- Baranovska, I. et al. (2015), VET to work transition – Challenges and Opportunities, National Centre for Education, Riga.
- Beņkovskis, K., S. Bērziņa, L. Zorgenfreiņa (2016) Evaluation of Latvia's re-exports using firm-level trade data, *Baltic Journal of Economics*, 16:1, 1-20, DOI:10.1080/1406099X.2016.1163891
- Beņkovskis, K., Masso, J., Tkasevs, O., Vahter, P., Yashiro, N. (2017), "Export and productivity in Global Value Chain: Evidences from Latvian and Estonian firms" *OECD Economics Department Working Paper*, forthcoming.
- Beņkovskis, K (2015), Misallocation of Resources in Latvia: Did Anything Change During the Crisis? *Bank of Latvia Working Paper 5/2015*.
- Bernal, R., M. Eslava and M. Meléndez (2015). "Taxing where you should: formal employment and corporate income vs payroll taxes in the Colombian 2012 Tax Reform". Mimeo.
- Berstein, S. and A. Micco (2003), Competition in a World with Markups and Sales Agents: The Chilean Pension Fund Industry, Pensions Institute Discussion Paper 03-13.

Caldera Sánchez, A. and D. Andrews (2011), “To Move or not to Move: What Drives Residential Mobility Rates in the OECD? ”, *OECD Economics Department Working Papers*, No. 846.

Central Statistic Bureau (2016) Innovation in Latvia (in Latvian) http://www.csb.gov.lv/sites/default/files/nr_37_inovacijas_latvija_16_00_lv.pdf

Coe, D.T., E. Helpman, A.W. Hoffmaister (2009) International R&D spillovers and institutions, *European Economic Review*, Elsevier, vol. 53(7), pages 723-741, October.

Council of Europe (2016) “Corruption prevention in respect of members of parliament, judges and prosecutors.” Fourth evaluation round. Interim compliance report Latvia.

Dabla-Norris, E., M. Gradstein and G. Inchauste (2007), “What Causes Firms to Hide Output? The Determinants of Informality”, *Journal of Development Economics*.

Daude, C. H. Gutiérrez and A. Melguizo (2012), “What drives tax morale?” *OECD Development Centre, Working Paper No. 315*.

De la Maisonneuve, C., R. Moreno-Serra, F. Murtin, J. Oliveira Martins (2016), The drivers of public health spending : integrating policies and institutions, OECD Economic Department Working Paper N°1283.

Dotterud Leiren M. & Skollerud K. (2015), Public Transport Services in Norway: Focus on Rural Areas, ITF Discussion paper 08-2015.

Dreblow, E. M. (2014). Assessment of climate change policies in the context of the European Semester – Country report: Latvia. Eclareon.

EEA (2009). Europe's onshore and offshore wind energy potential – an assessment of environmental and economic constraints. European Environment Agency Technical Report No.6/2009.

European Parliament (2015), The Policy on Gender Equality in Latvia. In-depth analysis.

Eurostat (2016a), “Database: Gross domestic product (GDP) at current market prices by NUTS 3 regions.”

Eurostat (2016b), “Database: Gross domestic product (GDP) at current market prices by metropolitan regions.”

Essaji, A., Fujiwara, K. (2012) Contracting institutions and product quality, *Journal of Comparative Economics* ,40, 269–278.

EU (2016), European Innovation Scoreboard 2016.

FCIL (2016) *FCIL Insolvency Abuse Report 2016*, Foreign Investors Council in Latvia, Riga.

Fernández, C. and L. Villar (2016), “A taxonomy of Colombia’s informal labor market”. Working paper No. 73 2016-11. Fedesarrollo. Bogotá, Colombia.

Gaveika, M., K. Skrūzkalne (2012), GENDER WAGE GAP IN LATVIA, Stockholm School of Economics Riga Student Research Papers2012: 6 (145)

- Hastings, J. S., A. Hortaçsu, C. Syverson (2013), Advertising and Competition in Privatized Social Security: The Case of Mexico. NBER Working Paper No. 18881.
- Hazak, Aaro (2009): “Companies' financial decisions under the distributed profit taxation regime of Estonia”, *Emerging Markets Finance and Trade*, vol. 45, no. 4, pp. 4-12.
- Henson, S., Humphrey, J. (2010), Understanding the Complexities of Private Standards in Global Agri-Food Chains as They Impact Developing Countries, *The Journal of Development Studies*, 46:9, 1628-1646, DOI: 10.1080/00220381003706494
- A. Hussar (2016): *Tenancy Law and Housing Policy in Multi-level Europe Intra-team Comparison Report for ESTONIA, LATVIA, LITHUANIA*. Zentrum für europäische Rechtspolitik, University of Bremen, Germany.
- International Bank for Reconstruction and Development/World Bank (2014), *The Logistics Performance Index and Its Indicators*, World Bank, Washington, DC.
- International Energy Agency (IEA, 2016), *World Energy Outlook*, Paris, France.
- ITF (International Transport Forum / OECD, 2015), *Public Transport Provision in Rural Areas*.
- Jesiļevska, S. (2016) Aspects of Statistics on Innovation in Latvia and Some Guidelines for Its Effective Use, *Economics and Business*. 29 (1), 37–42, DOI: <https://doi.org/10.1515/eb-2016-0019>
- Ke, X. (2005), Distribution of health payments and catastrophic expenditures, *Methodology*, Discussion Paper, Number 2 – 2005, Health System Financing Department, WHO Geneva.
- Kolomijceva, J. (2016) *Tenancy Law and Housing Policy in Multi-level Europe National Report for LATVIA* Zentrum für europäische Rechtspolitik, University of Bremen, Germany.
- KPMG (2016), *Alternative lending market trends in Continental Europe in 2016*, November.
- Levchenko, A.A. (2007), Institutional Quality and International Trade. *Review of Economic Studies* 74 (3): 791-819. doi: 10.1111/j.1467-937X.2007.00435.
- Manova, K., Yu, Z. (2016), How firms export: Processing vs. ordinary trade with financial frictions, *Journal of International Economics* 100 (2016) 120–137.
- Masso, Jaan, Jaanika Meriküll & Priit Vahter (2013): “Shift from gross profit taxation to distributed profit taxation: are there effects on firms?”, *Journal of Comparative Economics*, vol. 41, no. 4, pp. 1092-1105.
- Medina C. and L. Morales (2016). “Assessing the effect of payroll taxes on formal employment: the case of the 2012 Tax reform in Colombia. Borradores de economía N° 971/2016.
- NREL (2010). *Property-Assessed Clean Energy (PACE) Financing of Renewables and Efficiency*. Retrieved from NREL: <http://www.nrel.gov/docs/fy10osti/47097.pdf>
- OECD (2013a), *Pensions at a Glance 2013: OECD and G20 Indicators*, OECD Publishing.
- OECD (2013b), *Interconnected Economies: Benefiting from Global Value Chains*, OECD Publishing, Paris. DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/9789264189560-en>

- OECD (2015a), *OECD Economic Surveys: Latvia 2015*, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264228467-en>
- OECD (2015b), *OECD Science, Technology and Industry Scoreboard 2015: Innovation for growth and society*, OECD Publishing, Paris. http://dx.doi.org/10.1787/sti_scoreboard-2015-en
- OECD (2015c), *The Metropolitan Century: Understanding Urbanisation and Its Consequences*, OECD Publishing, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264228733-en>. Council of Europe (2016) Corruption prevention in respect of members of parliament, judges and prosecutors. FOURTH EVALUATION ROUND. INTERIM COMPLIANCE REPORT LATVIA.
- OECD (2015d), *The Future of Productivity*. OECD Publishing, Paris.
- OECD (2016a), *OECD Reviews of Labour Market and Social Policies: Latvia 2016*, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264250505-en>
- OECD (2016b) Global value chains and trade in value-added: an initial assessment of the impact on jobs and productivity, [TAD/TC/WP\(2015\)10/FINAL](http://dx.doi.org/10.1787/TAD/TC/WP(2015)10/FINAL), 20-Jun-2016
- OECD (2016c), *Education in Latvia*, OECD Publishing, Paris. DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/9789264250628-en>
- OECD (2016d), *OECD Science, Technology and Innovation Outlook 2016*, OECD Publishing, Paris. DOI: http://dx.doi.org/10.1787/sti_in_outlook-2016-en OECD
- OECD (2016e), *OECD Reviews of Health Systems: Latvia 2016*, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264262782-en>
- OECD (2016f), *Better Ways to Pay for Health Care*, OECD Health Policy Studies, OECD Publishing, Paris. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264258211-en>
- OECD (2016g), *Economic Outlook 99*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2016h), *Economic Outlook 100*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2016i), INDEPENDENCE OF COMPETITION AUTHORITIES - FROM DESIGNS TO PRACTICES.
- OECD (2017a), *Going for Growth 2017*, OECD Publishing, Paris.
- OECD (2017b), *Tackling Wasteful Spending on Health*, OECD Publishing, Paris. DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/9789264266414-en>.
- OECD (2017c), *Economic Outlook June 2017*, OECD Publishing, Paris.
- Perry, G., W. Maloney, O. Arias, P. Fajnzylber, A. Mason and J. Saavedra-Chanduvi (2007), "Informality: Exit and Exclusion", World Bank, Washington.
- Putnins, T., Sauka, A. (2016) *Shadow Economy Determinants and Impact Assessment in Latvia, Lithuania and Estonia*. OECD: Paris.
- Riga City Council (2016), "The economic profile of Riga 2016."

- Tapia, W. and J. Yermo (2008), “Fees in Individual Account Pension Systems: A Cross-Country Comparison”, OECD Working Papers on Insurance and Private Pensions, No. 27, OECD publishing.
- Terry, R. G. (2016, April 29). *On-bill Financing Case Study of Projects*. Retrieved from Consortium for Building Energy Innovation: <http://cbei.psu.edu/wp-content/uploads/2016/07/On-bill-Financing-Case-Study-of-Projects.pdf>
- Turk, P., L. Kraut, S. Anspal, E. Kallaste (2010), “Gender Pay Gap in Estonia: Policy Recommendations”. Mimeo.
- Salvi del Pero, A., Willem, A., Ferraro, V., Frey, V. (2016), “Policies to promote access to good-quality affordable housing in OECD countries,” *OECD Social, Employment and Migration Working Papers*, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5jm3p5gl4djd-en>.
- Staehr, K. (2014), Corporate Income Taxation in Estonia. Is It Time to Abandon Dividend Taxation? TUTECON Research Brief No. RB-2014/1.
- Torgler, B. and F. Schneider and J. Kepler (2007), “Shadow Economy, Tax Morale, Governance and Institutional Quality, A Panel Analysis”, *IZA Discussion Paper No. 2563, January 2007*.
- VASAB (2016), “Development of Cities in the Baltic Sea Region.”
- Wesoff, E. (2015, August 24). *White House Announcement Means ‘Today Is a Very Big Day for PACE’*. Retrieved from Green Tech Media: <http://www.greentechmedia.com/articles/read/White-House-Announcement-Means-Today-is-a-Very-Big-Day-For-PACE>.
- WHO (2016), WHO notes on health financing policy in Latvia: opportunities and challenges in light of international experience. WHO Barcelona Office for Health Systems Strengthening Division of Health Systems and Public Health, WHO/Europe.
- Williams, C.C., I. A. Horodnic (2015), “Explaining and tackling the shadow economy in Estonia, Latvia and Lithuania: a tax morale approach”, *Baltic Journal of Economics* vol.15 No. 2, pp. 81-98.
- World Bank (2014), Assessment of Current Funding Model's “Strategic Fit” with Higher Education Policy Objectives, World Bank Reimbursable Advisory Service on Higher Education Financing in Latvia, World Bank, http://viaa.gov.lv/files/news/24067/lv_r2_strategic_fit_18april_vfinal.pdf.
- World Economic Forum (2015), The Global Competitiveness Report 2015-2016, World Economic Forum, Geneva.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements oeuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. La Commission européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

Études économiques de l'OCDE

LETTONIE 2017 (VERSION ABRÉGÉE)

La Lettonie a enregistré une croissance économique vigoureuse ces dernières années, bien qu'elle ait souffert de la récession mondiale et se trouve dans une situation difficile, compte tenu de la baisse de ses exportations vers la Russie. Les exportateurs lettons ont gagné des parts de marché. La progression des salaires a soutenu la croissance de la consommation des ménages. La situation budgétaire est saine, le budget étant à l'équilibre en 2016 et la dette publique étant proche de 40 % du PIB. L'endettement du secteur privé est retombé à un niveau relativement bas. Le niveau modeste de l'endettement public et privé et la robustesse du secteur financier sous-tendent une solide confiance du secteur financier. Moteur essentiel de la croissance économique, la zone métropolitaine de Riga réunit les secteurs naissants de haute technologie du pays et représente environ 69 % du PIB letton.

Veuillez consulter cet ouvrage en ligne : <https://doi.org/10.1787/bd349171-fr>.

Cet ouvrage est publié sur OECD iLibrary, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation.

Rendez-vous sur le site www.oecd-ilibrary.org pour plus d'informations.

Volume 2017/Supplément 4
Septembre 2017



ISSN 0304-3363
ABONNEMENT 2017
(18 NUMÉROS)

ISBN 978-92-64-61149-8



9 789264 611498